

VOL. NO. I	VOL. NO.	FILE NUMBER - DOSSIER NO 379 / 29-16
TO - À 11/71	SUBJECT - SUJET Bien-être social des indiens SERVICES D'AIDE À L'ENFANCE	
FROM - DE 07/67		

DEPARTMENT OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT
MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

[illegible]

Terme
au 31 dec 1977

379/29-16

Vol. II

CONTRACT SERVICE SOCIAL

BEST AVAILABLE
COPY

N.B. 379/29-16-3 et 379/29-16-27 se rattachent à ce dossier 379/29-16

000308

BEST AVAILABLE COPY



The Honorable the Treasury Board
L'honorable Conseil du Trésor

Department of Indian Affairs
and Northern Development

Department - Ministère

379/29-1

File - Dossier

709290

T.B. Number - C.T. N°

NOV 18 1971

Date

SUBJECT: Authority to enter into a Service Contract

PROPOSAL: To provide social welfare services to Indian families and individuals living on the Maria and Restigouche Reserves in the Sept Iles District, Quebec, by entering into a contract with le Service Social de Gaspé commencing April 1, 1971.

COST: April 1, 1971 to March 31, 1972 - \$18,145. In subsequent years in an amount determined on the basis of estimates submitted by le Service Social de Gaspé, not to exceed \$25,000 per annum.

CHARGEABLE TO: Vote 5-Indian and Eskimo Affairs - Operating Expenditures.

REMARKS: T.B. Minute 687754 dated March 27, 1969 authorized the Department of Indian Affairs and Northern Development to enter into a service contract with le Service Social de Gaspé to provide personal and professional services to Indians living on the Maria Reserve not to exceed \$9,000 per annum, commencing April 1, 1969. These services are now being extended to approximately 1500 Indians living on the Restigouche Reserve which is located nearly 200 miles from the headquarters of le Service Social de Gaspé. In order to extend these services to the Restigouche Reserve le Service Social de Gaspé requires an additional social worker with the resultant increase in professional supervision, travel expenditures, administrative support staff, office accommodation, equipment and supplies.

As in the 1970-71 service contract, le Service Social de Gaspé agrees to provide personal and professional services, individual and family counselling, consultation with welfare administrators and investigation of circumstances of social assistance applicants, protection and care of dependent and neglected children, presentation of cases to the Social Welfare Court, consultation and advice on welfare matters and community organization to Indian Band Councils and committees. Similar services are not available from any other agency or from the Province of Quebec.

The contract makes provision for payment of advances on a quarterly basis.



APPROVED
BY THE
TREASURY BOARD

APPROUVÉ
PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR

Certified
to be a true copy of a
Minute of a Meeting of the
Treasury Board on

16 XII 71

Date

Copie conforme
d'un extrait du procès-verbal
d'une réunion du Conseil du
Trésor le

A. Johnson
Secretary-Secrétaire

00748 JAN 17 1972 000309

768 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

Service Social du Saguenay

379 / 19-4
379 / 29-16

Sept-Iles, le 16 décembre 1971.

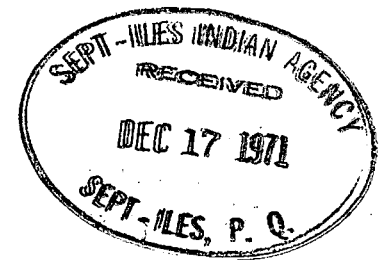
FORESTVILLE

2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Monsieur Jacques Coster
Surintendant des Affaires Communautaires
Ministère des Affaires Indiennes
700, avenue Laure
Sept-Iles, P. Qué.

SEPT - ILES

405, Brochu
TEL: 962-2578



Cher Monsieur,

HAVRE ST-PIERRE

C. P. 188
TEL: 445

Pour faire suite à notre rencontre du 6 décembre, qui nous a permis d'établir une première entente pour l'élaboration d'un projet d'animation par le Service Social, je vous fais parvenir les premiers jalons d'un plan de travail.

SHEFFERVILLE

Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

Nous voyons comme première étape de ce travail, la constitution d'un dossier synthèse de la problématique sociale des réserves indiennes de la Côte Nord. Etape que nous motivons par la nécessité de fonder les objectifs d'un tel projet d'animation sur les réalités vécues de chaque réserve.

Cette connaissance de la problématique sociale devrait nous permettre, un niveau de la deuxième étape, de déterminer les objectifs et les grandes lignes du projet d'animation.

Parallèlement à ces étapes, nous voulons analyser certains possibles de formation d'animateurs. Il nous apparaît plus réaliste d'appuyer le déroulement d'un projet d'animation en milieu indien sur des animateurs indiens. Il est certain que nous pensons à un type de formation actif, privilégiant des apprentissages très concrets.

*Reçu par le Service Social
à Hauterive - Saguenay
22/12/71
à 9h00*
Mme M. le 20-1-72

... 2

Ces trois grandes étapes devraient nous conduire à la constitution d'un document de travail que nous pourrions discuter ensemble vers la fin de mars 1972.

Pour réaliser ce premier document de travail, nous pensons à une équipe de travail composée des personnes suivantes: Louis-Marie Proulx, sociologue à l'emploi de l'Agence, qui assumera la responsabilité des opérations de recherches pour constituer le dossier social; un représentant de l'Agence Indienne qui, tout en étant un participant au sein de l'équipe, pourrait assumer la liaison avec les Affaires Indiennes; et moi-même qui assumera la coordination du projet et la responsabilité plus spécifique des opérations de formation (au niveau de l'analyse). Il est certain que l'équipe établira elle-même ses modalités de fonctionnement, tout en tenant compte de l'impératif de réalisation de fin de mars.

Nous aimerions connaître le plus rapidement possible (puisque nous comptons tenir une première réunion le 22 décembre) vos possibilités de participation au sein de l'équipe par l'un de vos représentants.

Nous vous remercions de votre bonne attention.

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
Filiale de Sept-Iles

Jacques Paradis

Jacques Paradis, t.s.p.
Coordonnateur aux Affaires Indiennes

JP/fj

Le Service Social du Saguenay

379 / 19.4

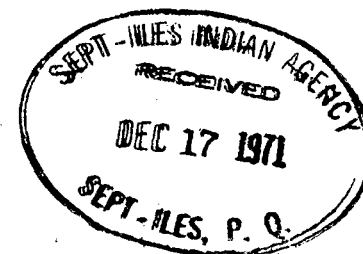
379 / 28-16

BEST AVAILABLE COPY

Sept-Iles, le 16 décembre 1971.

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Monsieur Jacques Coster
Surintendant des Affaires Communautaires
Ministère des Affaires Indiennes
700, avenue Laure
Sept-Iles, P. Qué.



SEPT-ILES
405, Brochu
TEL: 562-2578

Cher Monsieur,

CAVE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445

Pour faire suite à notre rencontre du 6 décembre, qui nous a permis d'établir une première entente pour l'élaboration d'un projet d'animation par le Service Social, je vous fais parvenir les premiers jalons d'un plan de travail.

SCHEFFERVILLE
Motel de Ville
TEL: 585-2256

Nous voyons comme première étape de ce travail, la constitution d'un dossier synthèse de la problématique sociale des réserves indiennes de la Côte Nord. Etape que nous motivons par la nécessité de fonder les objectifs d'un tel projet d'animation sur les réalités vécues de chaque réserve.

Cette connaissance de la problématique sociale devrait nous permettre, un niveau de la deuxième étape, de déterminer les objectifs et les grandes lignes du projet d'animation.

Parallèlement à ces étapes, nous voulons analyser certains possibles de formation d'animateurs. Il nous apparaît plus réaliste d'appuyer le déroulement d'un projet d'animation en milieu indien sur des animateurs indiens. Il est certain que nous pensons à un type de formation actif, privilégiant des apprentissages très concrets.

. . . 2

Ces trois grandes étapes devraient nous conduire à la constitution d'un document de travail que nous pourrions discuter ensemble vers la fin de mars 1972.

Pour réaliser ce premier document de travail, nous pensons à une équipe de travail composée des personnes suivantes: Louis-Marie Proulx, sociologue à l'emploi de l'Agence, qui assumera la responsabilité des opérations de recherches pour constituer le dossier social; un représentant de l'Agence Indienne qui, tout en étant un participant au sein de l'équipe, pourrait assumer la liaison avec les Affaires Indiennes; et moi-même qui assumera la coordination du projet et la responsabilité plus spécifique des opérations de formation (au niveau de l'analyse). Il est certain que l'équipe établira elle-même ses modalités de fonctionnement, tout en tenant compte de l'impératif de réalisation de fin de mars.

Nous aimerions connaître le plus rapidement possible (puisque nous comptons tenir une première réunion le 22 décembre) vos possibilités de participation au sein de l'équipe par l'un de vos représentants.

Nous vous remercions de votre bonne attention.

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
Filiale de Sept-Iles

Jacques Paradis

Jacques Paradis, t.s.p.
Coordonnateur aux Affaires Indiennes

JP/fj

BEST AVAILABLE COPY

 Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien


Surveillant de District,
Sept-Îles.

QUEBEC 4, le 19 octobre 1971.

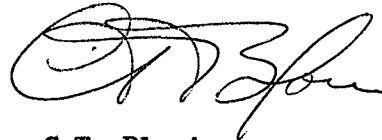
our file/notre dossier 379/29-16-1 (CTB)
your file/votre dossier

Re: Contrat de Service,
"Service Social du Saguenay".

Nous vous faisons parvenir, ci-attaché, deux (2) copies du contrat de service entre le Ministère et l'agence de service social précitée, dûment signées par les autorités d'Ottawa.

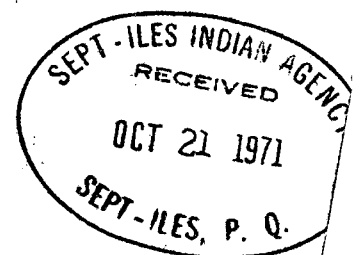
 Une copie pourra être envoyée à l'agence de service social du Saguenay.

Administrateur régional
des Services Sociaux,



C.T. Blouin.

CTB:fc
p.j.



CONTRAT DE SERVICE INTERVENU ENTRE:

Le gouvernement du Canada, représenté par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien

D'UNE PART

ET

Le Service Social du Saguenay

D'AUTRE PART.

En vertu du présent accord, le Service Social du Saguenay consent à assurer les services personnels et professionnels aux Indiens vivant dans les Réserves de Bersimis, Maliotenam, Sept-Iles, Schefferville et de la Basse Côte Nord, au Québec. Ces services comprendront des interventions professionnelles (counselling) auprès des individus et des familles; des consultations auprès des administrateurs de bien-être social, ainsi que des enquêtes, si besoin est, de demandes d'assistance financière des Indiens; la protection et soins aux enfants négligés et délaissés; la présentation de cas à la Cour du Bien-Etre Social; le placement d'adultes; toutes consultations et tous conseils donnés au comité de bien-être, aux conseils de bandes indiennes et aux Indiens mêmes, sur des questions de bien-être, d'organisation communautaire et d'action sociale.

Le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien convient de payer au Service Social du Saguenay une somme ne dépassant pas \$56,978.00 pour l'année financière allant du 01-04-1971 au 31-03-1972, afin de couvrir les dépenses engagées par le personnel à plein temps du bien-être social, les services administratifs et de secrétariat, les services du personnel professionnel de l'Agence, les frais de voyages, ainsi que les consultations de spécialistes, si besoin est.

Le Service Social du Saguenay pourra soumettre, de temps à autre, au Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien, une demande d'avance que l'Agence de Service Social affectera au coût des services décrits au premier paragraphe.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au 31-03-1972, sauf résiliation anticipée par l'une quelconque des parties, pré-avis ayant été donné à l'autre partie au moins six (6) mois avant la date d'échéance.

Le présent accord pourra être reconduit pour l'année financière 1972-1973 sur la base d'une estimation budgétaire de frais, que le Service Social du Saguenay soumettra au plus tard le 15-04-1972.

Signé pour le compte du
Service Social du Saguenay

Roumier

Jean Marc Joy d.g.

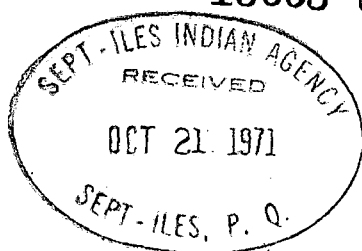
Date 13 septembre 1971

Signé pour le compte du
gouvernement du Canada

J. S. M. G. P.

W. F. S. P. S.
Témoin

Date 7 Oct. 1971



16667 S

CODING SERVICE
FORMULE DE CODAGE

Service Social du Haguénay
768 Borne, 1. av.
Hauterive, 1. av.

Responsibility Centre — Centre de responsabilité

Cheque No. — N° du chèque

Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

379/29-16-1100

379/29-16-1100

Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Remarks — Remarques

Enc. Ch. fin.

Prog. Crédit

Resp. Centre de resp.

Activity Sect. d'act.

Financial Control Comptable

1 2

Line Obj. Art. d'exéc.

Amount Montant

Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Requisitioned for payment pursuant to Section 31 of the Financial Administration Act.
Demande de paiement en vertu de l'article 31 de la Loi sur l'administration financière

Requisitioned for payment pursuant to Section 31 and certified pursuant to Section 32 of the Financial Administration Act
Demande de paiement en vertu de l'article 31 et certifié en vertu de l'article 32 de la Loi sur l'administration financière

ORIGINAL SIGNED BY

Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

000317

Authorized Officer — Fonctionnaire autorisé

Authorized Officer — Fonctionnaire autorisé

Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

17 août

1971

M. Ministère des Affaires Indiennes

700 Lane, Suite 19, Sept. Ores

DOIT A Service Social des Saguenay

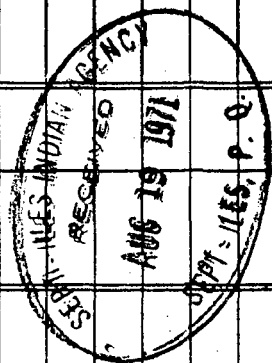
CONDITIONS: M. J. M. Parry 768 Bay, Hauteville

Services données à la population
Indienne d'avec 71 à 200 71
des lieux

56, 978 50/

112 = 4, 748, 17 X 5 mos


23,740



**TO BE ATTACHED TO ALL PAYMENT
VOUCHERS AND INITIALED BEFORE
VOUCHER IS PROCESSED**

379/29-4
Contract SS

1. Payment is not in excess of allotment or appropriation, and is a lawful charge against allotment and complies with regulations.


Finance Officer

3. Supported by delivery slip:

.....
Clerk

5. Payment is in accordance with: "Clerk"

- Contract _____
- Local P.O. _____
- Approval _____

2. Certification available: "Resp. Prog. Off.":

- Material received _____
- Services rendered _____

4. Supported by invoices: "Clerk"

- 3 copies _____
- Letterhead _____
- Signature _____

6. Mathematical accuracy: "Clerk"

- Additions _____
- Extensions _____
- Transcription on P.V. _____
- P.V. agreed with invoices _____
- Reconcile P.V. with Batch Control _____

BEST AVAILABLE COPY

Monsieur Jean-Marc Roy,
Directeur,
Service Social du Saguenay,
768, rue Bosse,
C.P. 206,
Hauterive, P.Q.

QUEBEC 4, le 14 juillet 1971.

379/29-16 (CTB)

Cher Monsieur,

J'accuse réception de votre proposition de contrat de service, ainsi qu'un estimé des dépenses budgétaires pour les services sociaux à rendre sur les réserves indiennes de la Côte Nord pour l'année fiscale 1971-72.

Tel qu'expliqué, il serait important de discuter plus à fond les différents items élaborés au budget et pour ce faire, je vous convie à une réunion qui aura lieu à notre bureau de district de Sept-Iles, 700 Avenue Laure, Sept-Iles, le 29 juillet-prochain à 1:30 heures p.m. A cette réunion assisteront Monsieur Yvon Savard, Monsieur Antonio Blouin, Monsieur Maurice Pauzé ainsi que le soussigné du Ministère.

J'ose croire que vous serez en mesure d'y convier Monsieur Rossignol et s'il y a lieu, Soeur Gonthier.

Vraiment vôtre,

Administrateur régional
des Services Sociaux,

ORIGINAL SIGNED BY

C. T. BLOUIN

C.T. Blouin,

CTB:fc

c.c. M. Yvon Savard,

Surveillant de district, Sept-Iles.

BEST AVAILABLE COPY

Monsieur Jean-Marie Roy,
Directeur,
Service Social du Saguenay,
768, rue Boase,
C.P. 206,
Hauterive, P.Q.

QUEBEC 4, le 14 juillet 1971.

379/29-16 (CTB)

Cher Monsieur,

J'accuse réception de votre proposition de contrat de service, ainsi qu'un estimé des dépenses budgétaires pour les services sociaux à rendre sur les réserves indiennes de la Côte Nord pour l'année fiscale 1971-72.

Tel qu'expliqué, il serait important de discuter plus à fond les différents items élaborés au budget et pour ce faire, je vous convie à une réunion qui aura lieu à notre bureau de district de Sept-Iles, 700 Avenue Laure, Sept-Iles, le 29 juillet prochain à 1:30 heures p.m. A cette réunion assisteront Monsieur Yvon Savard, Monsieur Antonio Blouin, Monsieur Maurice Pausé ainsi que le sousigné du Ministère.

J'ose croire que vous serez en mesure d'y convier Monsieur Rossignol et s'il y a lieu, Sœur Conthier.

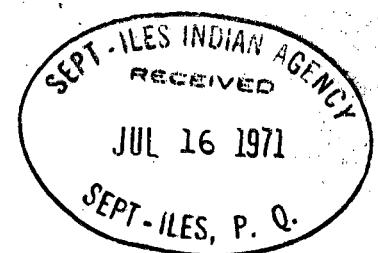
Vraiment vôtre,

Administrateur régional
des Services Sociaux,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin,

CTB:fo
c.c. M. Yvon Savard,
→ Surveillant de district, Sept-Iles.



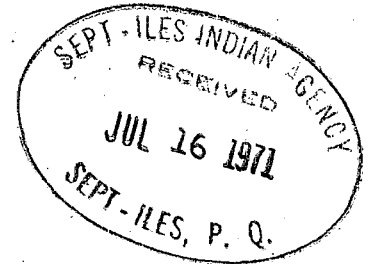
Le Service Social du Saguenay

768 RUE BOSSE
HAUTERIVE, QUE.
TEL: 589-2013

Le 2 juillet 1971.

C.T.B.

379/29-16-

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204Monsieur Claude T. Blouin, t.s.p.
Ministère des Affaires Indiennes
et du Nord Canadien
175 rue St-Jean, Chambre 100
QuébecSEPT-ILES
405, Brochu
TEL: 962-2578

Cher Monsieur,

HAVRE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445

Vous trouverez sous pli notre budget d'opérations prévu pour l'année 1971-72 représentant un coût total de \$71,855.00.

Les coûts prévus sont établis en relation avec le programme de services qui vous a été soumis par Monsieur Florian Gaudreault en date du 12 juin 1970. La subvention demandée est de \$56,978.00, soit la différence entre les coûts prévus et l'excédent budgétaire enregistré pour l'année 1970-71.

Nous joignons également projet de contrat de services à intervenir entre le Gouvernement du Canada et le Service Social du Saguenay de même que les notes explicatives relativement à chaque poste de dépenses prévu au budget.

Si d'autres informations vous étaient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Espérant le tout à votre satisfaction, nous demeurons,

Le directeur général,

Jean Marc Roy, m.s.s., t.s.p..

JMR/da

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

BEST AVAILABLE COPY

SOMMAIRE DES DEPENSES

1971-72

AFFAIRES INDIENNES

BUDGET APPROUVE

BUDGET DEMANDE

68-69

69-70

70-71

71-72

SALAIRES (ANNEXE A) \$11,296.00 \$19,605.00 \$45,524.00 \$51,482.00

BENEFICES D'EMPLOI \$ 1,034.00 \$ 1,292.00 \$ 3,288.00 \$ 4,070.00

HABITATION \$ 1,420.00 \$ 875.00 \$ 3,650.00 \$ 5,900.00

FRAIS DE BUREAU \$ 2,850.00 \$ 1,550.00 \$ 979.00 \$ 1,018.00

FRAIS DE DEPLACEMENTS \$ 2,000.00 \$ 7,425.00 \$ 7,635.00

ENTRAINEMENT \$ 2,750.00 \$ 900.00 \$ 1,100.00 \$ 1,750.00

\$24,800.00 \$29,922.00 \$61,966.00 \$71,855.00

Excédent budgétaire \$ 3,014.00 \$14,877.00

COUT NET D'OPERATION \$24,800.00 \$29,922.00 \$58,952.00 \$56,978.00

BEST AVAILABLE COPY

"ANNEXE A"

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

LISTE DU PERSONNEL ET DES SALAIRES

1971-72

AFFAIRES INDIENNES

SCHEFFERVILLE

		NOMBRE DE MOIS <u>D'EMPLOI</u>	SALAIRE DEMANDE <u>1971-72</u>
GILBERT G.	-aide social	12	\$ 7,450.00
GREGOIRE J.B.	-aide social	12	\$ 5,850.00

SEPT-ILES

GONTHIER Sr M.	-T.A.S.	12	\$ 5,750.00
BACON L.	-T.A.S.	12	\$ 5,350.00

BERSIMIS

ROCH T.	-aide sociale	12	\$ 5,950.00
---------	---------------	----	-------------

MINGAN

A POURVOIR	-aide sociale	12	\$ 5,650.00
------------	---------------	----	-------------

TERRITOIRE

Un (1) T.S.P., cl. I, 1er		12	\$10,646.00
JEAN F.	-sténo-secrétaire	12	\$ 4,836.00
			<u>\$51,482.00</u>

000324

18-06-1971.

11720 0.00 571

"ANNEXE B"

BEST AVAILABLE COPY

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

NOTES EXPLICATIVES 1971-72.

1.- BENEFICES A L'EMPLOI:

Fonds de pension:	5% de \$51,482.00 :	\$2,574.00
Assurance vie maladie:	\$60.00/année X 8 :	\$ 480.00
Rentes du Québec:	\$86.40/année X 7 :	\$ 604.00
R.A.M.Q.:	0.8% de \$51,482.00 :	<u>\$ 421.00</u>
		<u>\$4,070.00</u>

2.- HABITATION OU LOCATION DE BUREAU:

Schefferville:		gratuit
Sept-Iles:	<u>\$11,000. X 3</u>	<u>\$2,750.00</u>
	12	
Hauterive:	<u>\$18,000. X 2</u>	<u>\$1,800.00</u>
	20	
Hâvre St-Pierre:	<u>\$5,400. X 1</u>	<u>\$1,350.00</u>
	4	
		<u>\$5,900.00</u>

3.- FRAIS DE BUREAU:

	<u>\$979.00 X 104</u>	<u>\$1,018.00</u>
	100.	
		<u>\$1,018.00</u>

117200 JUL 5

000325

BEST AVAILABLE COPY

4.- FRAIS DE VOYAGES ET DE SEJOUR:

Hauterive - Bersimis: 75 voyages à 70 mille à 144 du mille:
Sept-Iles - estimé
Schefferville - Sept-Iles : 10 voyages à \$150.00 :
Mingan -estimé
T.S.P. -estimé

735.00
400.00
1,500.00
2,500.00
2,500.00

\$7,635.00

5.- ENTRAINEMENT AU COURS D'EMPLOI:

Hauterive:
Sept-Iles:
Schefferville:
Mingan:

250.00
500.00
500.00
500.00

\$1,750.00

CONTRAT DE SERVICE INTERVENU ENTRE:

Le gouvernement du Canada, représenté par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien

ET

Le Service Social du Saguenay

D'UNE PART

D'AUTRE PART.

En vertu du présent accord, le Service Social du Saguenay consent à assurer les services personnels et professionnels aux Indiens vivant dans les Réserves de Bersimis, Maliotenam, Schefferville et Mingan, au Québec. Ces services comprendront des interventions professionnelles (counselling) auprès des individus et des familles; des consultations auprès des administrateurs de bien-être social, ainsi que des enquêtes, si besoin est, de demandes d'assistance financière des Indiens; la protection et soins aux enfants négligés, délaissés ou délinquants; la présentation de cas à la Cour du Bien-Être Social; le placement d'adultes; toutes consultations et tous conseils donnés au comité de bien-être, aux conseils de bandes indiennes et aux Indiens mêmes, sur des questions de bien-être, d'organisation communautaire et d'action sociale.

Le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien convient de payer au Service Social du Saguenay une somme ne dépassant pas \$56,880.00 pour l'année financière allant du 01-04-1971 au 31-03-1972, afin de couvrir les dépenses engagées par le personnel à plein temps du bien-être social, les services administratifs et de secrétariat, les services du personnel professionnel de l'Agence, les frais de voyages, ainsi que les consultations de spécialistes, si besoin est.

Le Service Social du Saguenay pourra soumettre, de temps à autre, au Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien, une demande d'avance que l'Agence de Service Social affectera au coût des services décrits au premier paragraphe.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au 31-03-1972, sauf résiliation anticipée par l'une quelconque des parties, pré-avis ayant été donné à l'autre partie au moins six (6) mois avant la date d'échéance.

Le présent accord pourra être reconduit pour l'année financière 1972-73 sur la base d'une estimation budgétaire de frais, que le Service Social du Saguenay soumettra au plus tard le 15-04-1972.

Signé pour le compte du
Service Social du Saguenay

Signé pour le compte du
gouvernement du Canada

Date _____

Date _____

REQUISITION FOR CHEQUE
DEMANDE DE CHÈQUEFOREIGN CURRENCY IDENTIFICATION
DÉSIGNATION DES DEVISES ÉTRANGÈRES

DATE

1e 8 avril 1971

DEPARTMENT - MINISTÈRE

Department of Indian Affairs and Northern Development

NO.

42

BRANCH, DIVISION OR UNIT - DIRECTION, DIVISION OU SERVICE

NO.

PAYEE'S NAME AND ADDRESS - NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE

Service Social du Saguenay
768 rue Bossé
Hauterive, P. Quebec

SERIAL OR CONTROL NO. - N° DE SÉRIE OU DE CONTRÔLE

Vr 13180

SOURCE

DATE OF CHEQUE - DATE DU CHÈQUE

FISCAL ACCTG. SERIAL NO. - COMPTABILITÉ FISCALE
N° DE SÉRIE

RATE OF EXCHANGE - COURS DU CHANGE

Correspondence relating to the Remittance should be directed to the Department indicated above quoting the cheque number.

Adresser la correspondance afférente au ministère précité; prière d'indiquer le n° du chèque

PARTICULARS - DÉTAILS

FOREIGN AMOUNT
MONTANT ÉTRANGEREXCHANGE
CHANGECANADIAN AMOUNT
MONTANT CANADIENCHEQUE NUMBER
N° DU CHÈQUEContrat total 70-71
moins payé à date

\$58,950.00

49,120.00

\$9,830.00

FISCAL ACCTG. TITLE - TITRE DE COMPTE FIN.

ACCOUNT NO.
N° DU COMPTE

DEBIT

CREDIT

CODING - CODAGE

Remarks
RemarquesEnc.
ch. fin

Prog.

Vote
CréditResp.
Centre
de resp.Activity
Sect. d'act.Financial
control
Contrôle
comptableLine Obj.
Art
d'exec.\$ Amount
Montant

¢

CR
CT

2 01 379 1210 000 00 0408 \$9,830. 00

REQUISITIONED FOR PAYMENT PURSUANT
TO SECTION 31 OF THE FINANCIAL ADMINIS-
TRATION ACT.DEMANDE DE PAIEMENT EN VERTU DE OR
L'ARTICLE 31 DE LA LOI SUR L'ADMINIS- OU
TRATION FINANCIÈREREQUISITIONED FOR PAYMENT PURSUANT TO
SECTION 31 AND CERTIFIED PURSUANT TO
SECTION 32 OF THE FINANCIAL ADMINISTRA-
TION ACT.DEMANDE DE PAIEMENT EN VERTU DE L'AR-
TICLE 31 ET CERTIFIÉ EN VERTU DE L'AR-
TICLE 32 DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION
FINANCIÈRE.

TOTAL \$

\$9,830.

ORIGINAL SIGNED BY
A. BLOOM

AUTHORIZED OFFICER - FONCTIONNAIRE AUTORISÉ

AUTHORIZED OFFICER - FONCTIONNAIRE AUTORISÉ

CERTIFIED CORRECT - CERTIFIÉE CO

SERVICES OFFICER - AGENT DES S

BEST AVAILABLE COPY

PAYMENT VOUCHER – DEMANDE DE PAIEMENT

TO : Services Postal du Saguenay
A : 768 rue Boerd
Hastorive, I. Q. 86

File No. — N ^o de référence	379/29-1 p/n/ral
Purchase order No. — N ^o de commande	
Responsibility Centre — Centre de responsabilité	379/Bont-Ilen

[illegible]

FOLIO

M

21 Janvier 1971

Ministère des Affaires Indiennes

700, Laurier, Suite 19, Sept-Il

DOIT A

Serv. Social des Langues

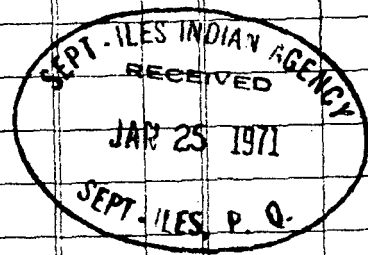
768 Cassi, Hauteville

CONDITIONS:

att: M. J. M. Parry, surintendant

Serv. Social des Langues
Indiennes Parry
Janvier 1971

4912



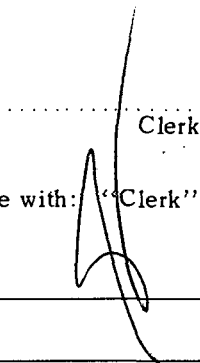
**TO BE ATTACHED TO ALL PAYMENT
VOUCHERS AND INITIALED BEFORE
VOUCHER IS PROCESSED**

1. Payment is not in excess of allotment or appropriation, and is a lawful charge against allotment and complies with regulations.



Finance Officer

3. Supported by delivery slip:

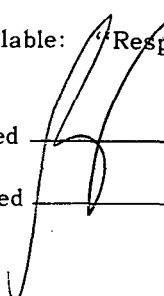


Clerk

5. Payment is in accordance with: "Clerk"

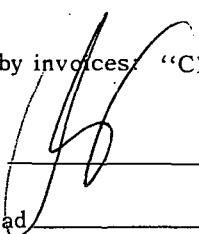
- Contract _____
- Local P.O. _____
- Approval _____

2. Certification available: "Resp. Prog. Off.":



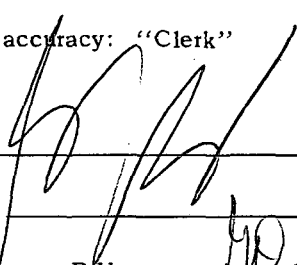
- Material received _____
- Services rendered _____

4. Supported by invoices: "Clerk"



- 3 copies _____
- Letterhead _____
- Signature _____

6. Mathematical accuracy: "Clerk"



- Additions _____
- Extensions _____
- Transcription on P.V. _____
- P.V. agreed with invoices _____
- Reconcile P.V. with Batch Control _____

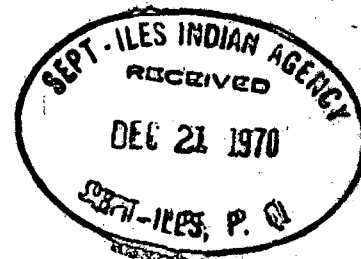
BEST AVAILABLE COPY

Le Service Social du Saguenay

768 RUE BOSSÉ
HAUTERIVE, C.T.
TEL: 400-0000

MINISTÈRE
DES AFFAIRES INDIANES
700 LAURE, SUITE 19
SEPT-ÎLES, P. Q.

Ministère des Affaires Indiennes
700 Laure, suite 19
Sept-Îles, P. Qué.



Att.: M. J.M. Pausé, surintendant

768 RUE
BOSSÉ, C.T.
TEL: 400-0000

doit à

Service Social du Saguenay
768 rue Bossé, Hauterive
Cité Manicouagan

08-0000
C. P. 100
TEL: 400

MINISTÈRE
DES AFFAIRES INDIANES
700 LAURE, SUITE 19
SEPT-ÎLES, P. Q.

Servisons donnés à la population indienne pour ~~11 mois~~ des mois
de novembre et décembre 1970.

2 mois à 4,912.00

9,824.00

50

EB/jo

Edith Boulianne
Edith Boulianne, comptabilité

PROG.	VOTE	RESPON- SIBILITY CENTRE	ACTIVITY	SPECIAL COSTING CODE	BAND NO.	LINE OBJECT	AMOUNT	CR	VOUCHER NO.	BATCH NO
2	01	379	1210	000	00	0408	9824	00	01015	02

Regulation pursuant to Section 31 of the Financial Administration Act;
and approved for payment subject to certification under Section 32 of the
Financial Administration Act.

Certified pursuant to Section 32 of the Financial Administration Act.
No item of this account has been previously certified.

and le 22-12-70
DATE

000332
AUTHORIZED OFFICER

**TO BE ATTACHED TO ALL PAYMENT
VOUCHERS AND INITIALED BEFORE
VOUCHER IS PROCESSED**

379/29-4

1. Payment is not in excess of allotment or appropriation, and is a lawful charge against allotment and complies with regulations.

2. Certification available: "Resp. Prog. Off.":

— Material received _____
— Services rendered _____

.....
Finance Officer

3. Supported by delivery slip:

4. Supported by invoices: "Clerk"

— 3 copies _____
— Letterhead _____
— Signature _____

.....
Clerk

5. Payment is in accordance with: "Clerk"

— Contract _____
— Local P.O. _____
— Approval _____

6. Mathematical accuracy: "Clerk"

— Additions _____
— Extensions _____
— Transcription on P.V. _____
— P.V. agreed with invoices _____
— Reconcile P.V. with Batch Control _____

768 RUE BOSSÉ

HAUTERIVE, QUÉ.

TEL: 509-2013

Le Service Social du Saguenay



FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Ministère des Affaires Indiennes
700 Laure, suite 19
Sept-Iles, P. Qué.

Att.: M. J.M. Pauzé, surintendant

SEPT-ILES
405, Brochu
TEL: 532-2578

doit à

Service Social du Saguenay
768 rue Bossé, Hauterive
Cté Manicouagan

ST-CHAMPE
C. P. 101

00 T

Services donnés à la population indienne pour la période du 1er
avril 1970 au 31 octobre 1970.

4, 2.00
07
00

34,3 00 S

7 mois à 4,912.00

34,384.00

16,058.00
18,326.00

Paiement reçu pour facturation temporaire
du 1-4-70 au 31-8-70

16,058.00

18,326.00

EB/is

Edith Boulianne, comptabilité

OG	VOTE	RESPONSIBILITY CENTRE	ACTIVITY	SPECIAL COSTING CODE	BAND NO.	LINE OBJECT	AMOUNT	CR	VOUCHER NO.	BATCH NO.
201		379	1210	000	00	0408	18326.00		11499	20

Requisitioned pursuant to Section 31, of the Financial Administration Act and approved for payment subject to certification under Section 32 of the Financial Administration Act.

Certified pursuant to Section 32 of the Financial Administration Act. No item of this account has been previously certified.

DATE


AUTHORIZED OFFICER

DATE

AUTHORIZED OFFICER

**TO BE ATTACHED TO ALL PAYMENT
VOUCHERS AND INITIALED BEFORE
VOUCHER IS PROCESSED**

1. Payment is not in excess of allotment or appropriation, and is a lawful charge against allotment and complies with regulations.


.....
Finance Officer

3. Supported by delivery slip:

.....
Clerk

5. Payment is in accordance with: "Clerk"

- Contract _____
- Local P.O. _____
- Approval _____



2. Certification available "Resp. Prog. Off.":

- Material received _____
- Services rendered _____

4. Supported by invoices: "Clerk"

- 3 copies _____
- Letterhead _____
- Signature _____

6. Mathematical accuracy: "Clerk"

- Additions _____
- Extensions _____
- Transcription on P.V.  _____
- P.V. agreed with invoices  _____
- Reconcile P.V. with Batch Control _____

PAYMENT VOUCHER – DEMANDE DE PAIEMENT

Le Service Social du Saguenay
762 rue Tondé, Hauteville,
L. 10.

File No. — <i>N° de référence</i> 379/29-4 Général
Purchase order No. — <i>N° de commande</i>
Responsibility Centre — <i>Centre de responsabilité</i> 379/Sent-Illes

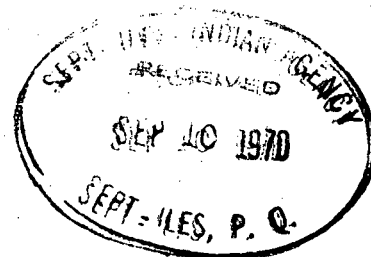
000336

BEST AVAILABLE COPY

Hauterive, 2 septembre 1970

Ministère des Affaires Indiennes
700 Laure, suite 19
Sept-Iles, Cté Manicouagan

Att.: M. J.M. Pauzé, surintendant



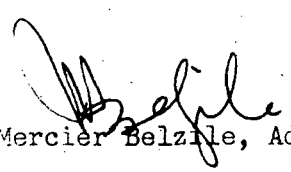
Doit à:

LE SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
768 rue Bossé, Hauterive, P. Qué.

1-4-70 au 31-8-70


Salaires payés		10,505.00
Bénéfices sociaux		675.00
Habitation	.00 T	915.00
Frais de bureau	10,505.00 675.00 915.00	408.00
Frais de voyage	408.00 3,095.00	3,095.00
Entrainement	460.00 16,058.00 T	460.00
		<hr/> 16,058.00

MB/js


Mercier Belzile, Adm. A., Cont.

**TO BE ATTACHED TO ALL PAYMENT
VOUCHERS AND INITIALED BEFORE
VOUCHER IS PROCESSED**

1. Payment is not in excess of allotment or appropriation, and is a lawful charge against allotment and complies with regulations.


.....
Finance Officer

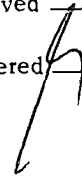
3. Supported by delivery slip:

.....
Clerk


5. Payment is in accordance with: "Clerk"

– Contract _____
– Local P.O. _____
– Approval _____

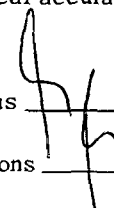

2. Certification available: "Resp. Prog. Off.":

– Material received _____
– Services rendered _____


4. Supported by invoices: "Clerk"

– 3 copies _____
– Letterhead _____
– Signature _____


6. Mathematical accuracy: "Clerk"

– Additions _____
– Extensions _____
– Transcription on P.V. _____
– P.V. agreed with invoices _____
– Reconcile P.V. with Batch Control _____



PAYMENT VOUCHER — DEMANDE DE PAIEMENT

do Serviço Social da Sanguensy
768 rue Dossé,
Hauterive, P. sué.

770/20-1

Purchase order No. - *N° de commande*Responsibility Centre – *Centre de responsabilité*

270/-out-1100

000339

BEST AVAILABLE COPY

Hauterive, 23 février 1970

Ministère des Affaires Indiennes
700 Lauro, Suite 19
Sept-Iles, Cté Manicouagan

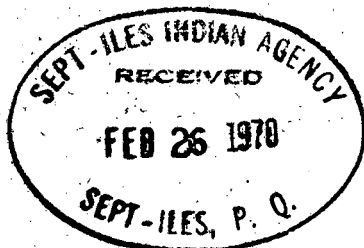
Att.: JM. Pauze, surintendant.

Doit à

LE SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
768 rue Bessé, Hauterive, P.Q.

Services donnés à la population indienne pour le mois de mars 1970.

Hauterive	796.78
Sept-Iles	900.65
Schefferville	796.03
	<hr/> 2,493.46



B. Balzile
Mencier Balzile, Adm. A.
Contrôleur

BEST AVAILABLE COPY

1. Payment is not in excess of allotment of appropriation, and is a lawful charge against allotment and complies with regulations.

.....
Finance Officer

2. Certification available-"Resp. Prog. Off."

- Material Received _____

- Services Rendered _____

3. Supported by delivery slip

4. Supported by invoices - "Clerk"

- 3 copies WJH

- letterhead _____

- signature _____

.....
Clerk

5. Payment is in accordance with: "Clerk"

- Contract WJH

- Local P.O. _____

- Approval _____

6. Mathematical Accuracy: "Clerk"

- Additions _____

- Extensions _____

- Transcription on P.V. WJH

- P.V. agreed with invoices WJH

- Reconcile P.V. with Batch Control _____

16/10/70
379/209-16

Prisonniers

Responsable de la vigilance + abandon	Intérêt de la procure Séparation	Morales	Chapman	Parent. Séances	Total
Garçons 14	6	9	1	1	31
Filles 25	0	12	7	4	48
					79

BEST AVAILABLE COPY

REUNION DU SOUS-COMITE DU PENSIONNAT INDIEN LE 14 OCTOBRE 1970.

Etaient présents: MM. B. Rossignol, représentant du Service Social du Saguenay.
J.M. Pauzé, représentant du Ministère des Affaires Indiennes.
D. Vachon, représentant des Indiens.
G. Ashini, Chef de Bersimis.
P. Pietacho, Chef de Mingan.
M. André, Chef des Montagnais de Schefferville.

M. B. Rossignol:

On pourrait se donner une fonction d'ici la prochaine réunion et il faudrait définir les besoins des jeunes Indiens.

Travail sur l'agenda.

M. Rossignol propose que M. J.M. Pauzé fasse un inventaire des cas sociaux qui sont actuellement au Pensionnat Indien de Maliotenam.

De même, le Service Social du Saguenay fournira également un relevé sur les cas sociaux qu'ils ont en main et qu'ils ont placés dans les foyers nourriciers indiens ou non-indiens.

M. Rossignol suggère aussi que Messieurs Mathieu André et Philippe Pietacho fassent un relevé des besoins des cas sociaux sur leur réserve respective. M. Mathieu André pourra demander de l'aide à M. Gaétan Gilbert, représentant du Service Social à Schefferville et M. Philippe Pietacho par le Curé de Mingan.

M. D. Vachon:

Nous, les Indiens, nous voulons garder le Pensionnat Indien en vue de protéger leur culture indienne.

M. B. Rossignol:

C'est très important car de ce point on pourra se demander à quoi va servir le Pensionnat car si les cas sociaux occupent une partie du Pensionnat, l'autre partie pourra peut-être servir pour la culture indienne.

M. B. Rossignol:

En résumé, je me propose de faire des recherches dans ce qu'il existe au Service Social du Saguenay et M. Pauzé pourra faire une synthèse en ce qui concerne les 60 cas sociaux qui sont au Pensionnat Indien actuellement, leur âge, la raison pourquoi ils sont placés au Pensionnat, etc.

Réunion du Comité du Pensionnat Indien les 13 et 14 octobre 1970.

Vocation du Pensionnat pour cas sociaux.

Le Pensionnat devra répondre à des cas sociaux définis par des spécialistes.

Suggestion: Formation d'un sous-comité d'étude composé d'un représentant Indien, d'un membre du Service Social du Saguenay et d'un membre du Ministère des Affaires Indiennes.

Suggestion: Confier l'administration du Pensionnat à une corporation formée d'Indiens quoique des Indiens n'en voient pas l'importance ou que ça soit essentiel.

Comité temporaire: Indien.
Représentant du Service Social du Saguenay.
Représentant du Ministère des Affaires Indiennes.

Comité légal: Indien.
Consultants. (Ministère des Affaires Indiennes, Service Social du Saguenay).

L'objectif de la journée c'est de passer une résolution qui contiendra les modalités du rôle, des fonctions du Pensionnat pour le futur.

Les gens réunis décident de former un comité composé de Daniel Vachon, représentant des Indiens, M. J.M. Pauzé, représentant du Ministère des Affaires Indiennes (à être entériné par le Surveillant de District), M. Bertrand Rossignol, représentant du Service Social du Saguenay.

Mandant du sous-comité:

- 1) Définir les besoins vs. institutions. Catégories de cas.
 Genre de solutions.
 Utilité d'une institution.
- 2) Genre de personnel.
- 3) Les modalités de gestion.
- 4) Financement.
- 5) Faire rapport de ce travail au plus tard le 31 décembre 1970.
- 6) La responsabilité de convoquer des réunions pour le comité.

Le comité réuni ne voit pas de nécessité de rencontrer Messieurs Lavertu et Méthot, le travail du comité sera expliqué à Messieurs Lavertu et Méthot par Messieurs A.R. Jolicoeur et B. Rossignol respectivement.

Le sous-comité procède à son travail pour établir des objectifs dans les séances à venir.



QUARTERLY RETURN - STUDENT RESIDENCES
RAPPORT TRIMESTRIEL - PENSIONNATS

File No - N° de dossier

Page No

N° de page

1

Quarter Ending - Trimestre se terminant le

30 septembre 1970

INSTRUCTIONS: Prepare in quadruplicate - Original Headquarters; Duplicate - Regional Superintendent of Schools; Triplicate - District Superintendent of Schools; Quadruplicate - School. Submit three copies to District Superintendent of Schools.

Dresser en quatre exemplaires. Remettre l'original au bureau central, le duplicata au surintendant régional des écoles, le triplicata au surintendant de district des écoles, le quadruplicata à l'école, ainsi que trois copies au surintendant de district des écoles.

BEST AVAILABLE COPY

Name of residence - Nom du pensionnat

Résidence des Etudiants Indiens, #352; Sept-Iles, Qué.

Authorized Enrolment
Inscription autorisée

140

Present Enrolment
Inscription actuelle

81

No. Days in Quarter
N° de jours du trimestre

22

Total Pupil - Days
(12 and under)
Total des jours
(12 ans et moins)

946

Total Pupil Days (13 and Over)
Total des jours-élèves
(13 ans et plus)

956

I HEREBY CERTIFY THAT THIS RETURN IS A TRUE STATEMENT OF ATTENDANCE FOR QUARTER INDICATED

JE CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES QUE LE PRÉSENT RAPPORT EST UN ÉTAT EXACT DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE PENDANT LE TRIMESTRE INDIQUÉ

30 septembre 1970

Date

Principal or Administrator - Directeur ou Administrateur

Register No N° de registre	Name - Nom	Date of birth Date de naissance	Band - Bande	Grade Année du cours	No of days resident N° de jours en résidence		Remarks - Observations
					12 and under 12 ans et moins	13 and over 13 ans et plus	
1	Hervieux Etienne	-50	BERSIMIS	Sc1	22		Defavorable negligens
2	St-Onge Antonio	-54		8	22		non-modes
3	Washish Bernard	-52		9	3		sorti 11-09-70
4	Ambroise Louis André	-61	MALIOTENAM	4	22		Defavorable - negligens
5	Aster Alexandre	-60		3	22		Santé ma
6	Aster Michel	-61		3	22		"
7	Fontaine Arthur	-58		7	22		" negligens
8	Fontaine Raoul	-60		4	22		"
9	Jérôme Mario	-61		2	22		" séparation
10	Michel Louis Berthin	-55		8		22	non-modes
11	McKenzie André	-56	non-modes	8		22	"
12	McKenzie Georges	-64	"	Mat	22		"
13	McKenzie Lucien	-60		5	22		" séparation
14	McKenzie Réal	-57		6		22	"
15	McKenzie Serge	-62		3	22		"
16	McKenzie William	-62	non-modes	3	22		non-modes
17	Régis Wellie	-57		5		22	non-modes
18	Rock Nicolas	-61		4	22		Def negligens
19	Rock Stephane	-60		5	22		Def negligens
20	Thomas Richard	-59		6	22		Def negligens
21	Vollant David	-62		3	22		Defavorable - negligens
22	Vollant Florent	-59	non-modes	5	22		"
23	Vollant Yvon	-57	"	6		22	"
24	Malek Jean	-54	NATASHQUAN	9		22	éloignement
25	Ambroise Lionel André	-62	SCHEFFERVILLE	3	22		non-modes
26	Ambroise Sylva	-59		3	22		"
27	McKenzie Victor	-54		9		22	sorti 20-09-70
28	Pinette Jean Guy	-61		2	22		Defavorable alcoolisme
29	Pinette Marcel	-63		1	22		"
30	St-Onge Jean	-55		7R		22	cours Scolaire S.D.
31	St-Onge Daniel	-61	SEPT-ILES	4	22		non-modes
32	Thisselmagan Daniel	-58		5	22		Def negligens
33	Thisselmagan Joseph	-56		7		22	"

s.19(1)



DEPARTMENT OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT
MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
INDIAN AFFAIRS BRANCH - DIRECTION DES AFFAIRES INDIENNES

QUARTERLY RETURN - STUDENT RESIDENCES
RAPPORT TRIMESTRIEL - PENSIONNATS

File No - N° de dossier	Page No N° de page 2
Quarter Ending - Trimestre se terminant le 30 septembre 1970	

INSTRUCTIONS: Prepare in quadruplicate - Original Headquarters; Duplicate - Regional Superintendent of Schools; Triplicate - District Superintendent of Schools; Quadruplicate - School. Submit three copies to District Superintendent of Schools.

Dresser en quatre exemplaires. Remettre l'original au bureau central, le duplicata au surintendant régional des écoles, le triplicata au surintendant de district des écoles, le quadruplicata à l'école, ainsi que trois copies au surintendant de district des écoles.

Name of residence - Nom du pensionnat

Résidence des Etudiants Indiens, # 352, Sept-Iles, Qué.

Authorized Enrolment Inscription autorisée 140	Present Enrolment Inscription actuelle 81	No. Days in Quarter N° de jours du trimestre 22	Total Pupil - Days (12 and under) Total des jours - élèves (12 ans et moins) 946	Total Pupil Days (13 and Over) Total des jours-élèves (13 ans et plus) 806
--	---	---	---	--

I HEREBY CERTIFY THAT THIS RETURN IS A TRUE STATEMENT OF ATTENDANCE FOR QUARTER INDICATED.

JE CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES QUE LE PRÉSENT RAPPORT EST UN ÉTAT EXACT DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE PENDANT LE TRIMESTRE INDIQUÉ

30 septembre 1970

Date

Principal or Administrator - Directeur ou Administrateur

Register No N° de registre	Name - Nom	Date of birth Date de naissance	Band - Bande	Grade Année du cours	No of days resident N° de jours en résidence		Remarks - Observations
					12 and under 12 ans et moins	13 and over 13 ans et plus	
01	Fontaine Angéline	57	BERSIMIS	9		22	nomades
02	Hervieux Bernadette	55		8		22	Def. negl.
03	Hervieux Louise	56		6		22	"
04	Hervieux-Micheline	59		3	22		Def. negl. négligence
05	St-Onge Agathe	53		9		22	nomades
06	Bellefleur Anne	52	LA ROMAINE	9		22	
07	Bellefleur Yvonne	55		9		22	
08	Lalo Angèle	53		9		22	
09	Lalo Marie Rose	53		9		22	Bon élève
010	Mark Hélène	55		9		22	
011	Mollen Marie Agathe	54		9		22	
012	Mollen Monique	55		9		22	
013	Ambroise Jacinthe	58	MALIOTENAM	6	22		Def. negl. négligence
014	Fontaine Agnès	62		3	22		"
015	Fontaine Martine	57		7		22	"
016	Fontaine Marie Thérèse	60		6	22		"
017	Fontaine Marise Rose	61		3	22		Def. negl. négligence
018	Fontaine Rosalie	54		9		22	Reintégration scolaire
019	Jourdain Guindalina	61		3	22		Def. negl. négligence
020	Jourdain Malvina	59		5	22		"
021	McKenzie Anita	58		7		22	nomades
022	McKenzie Germaine	55		8		22	Def. negl. négligence
023	McKenzie Cécile	54		9		22	Def. negl. négligence
024	McKenzie Jeanne D'Arc	59		6	22		"
025	McKenzie Marie Claire	57		7		22	"
026	McKenzie Sophie	61		5	22		"
027	Régis Precille	61		3	22		nomades
028	Régis Fernande	60		3	22		Def. negl. négligence
029	Rock Anne	60		5	22		nomades
030	Rock Carmen	55		9		22	nomades
031	Rock Diane	62		2	22		nomades
032	Rock Louise	62		3	22		alcooolisme
033	Rock Murielle	55		9		22	Def. negl. négligence
034	Thomas Patricia	53		8		22	"
035	Vollant Doris	54		10		22	Def. negl. négligence
036	Vollant Marie Anna	59		5	22		"
037	Vollant Linda	64		Mat	22		"
038	Vollant Sylvie	59		5	22		Def. negl. négligence
039	André Gisèle	49	SHEFFERVILLE	11		21	" alcooolisme
040	André Marie	53		10		22	nomades
041	Ambroise Anne Marie	57		7		22	"
042	Joseph Mischeline	56		7R		22	amis sociaux S.D.
043	McKenzie Marie Reine	55		7R		22	amis sociaux S.D.
044	Pinette Adèle	60		5	22		Def. negl. négligence
045	St-Onge Carmen	59	SEPT-ILES	5	22		nomades
046	St-Onge Marie Anne	62		3	22		"
047	St-Onge Pauline	63		Mat	22		"
048	Thisselmagan Marie	58		5	22		Def. negl. négligence

ELIENS AU PENSIONNAT INDIEN DE SEPT-ILES.

BEST AVAILABLE COPY

Nom	Sexe	Age	degré.	Orientation futuro.	Père.	No. de bande.	Adresse	Milieu familial.	Revenu d'occupation
Dolleflour, Anna.	F.	52.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	François.		Romaine.	Bon.	Eloignement.
Dolleflour, Elizabeth.	F.	53.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Charles.		Romaine.	Bon.	Eloignement.
Dolleflour, Yvonne.	F.	55.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Etienne.		Romaine.	Bon.	Eloignement.
Lalo, Angèle.	F.	53.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	François.		Romaine.	Bon.	Eloignement.
Lalo, Marie-Rose.	F.	53.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Mary.		Romaine.	Bon.	Eloignement.
Mark, Charlotte.	F.	52.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Joseph.		Romaine.	Moyen.	Eloignement.
Mark, Helenish.	F.	55.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	André.		Romaine.	Bon.	Eloignement.
Mollen, Marie Agathe.	F.	54.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Etienne.		Romaine.	Bon.	Eloignement.
Mollen, Monique.	F.	55.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Etienne.		Romaine.	Bon.	Eloignement.
Norvick, Micheline.	F.	58.	21 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Vincent.		Bernie.	Foyer désorganisé.	Négligence de parents.
Deuterron, Lina.	F.	55.	71 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Moïse.		Bernie.	Désfavorable.	Négligence de parents.
Norvick, Ercellina.	F.	54.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Charles.		Bernie.	Désfavorable.	Négligence de parents.
St-Onge, Agathe.	F.	53.	81 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Joseph Jacques.		Bernie.	Désfavorable.	Négligence de parents.
Vachon, Mario-Paulo.	F.	52.	91 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Vic Adèle.		Bernie.	Désfavorable.	Négligence de parents.
Reck, Jacqueline.	F.	53.	101 ^{me} .	Ecole Secondaire.	Alphonse.		Bernie.	Désfavorable.	Négligence de parents.

ELEVES AU PRESENTAT INDIRE DE SEPT-ILTS.

Nom	Sexe	Age	degré	Orientation future	Père	No. de bande	Adresse	Milieu familial	Raison d'admission
Compe Mario-Antoinette.	F.	55.	91ème.	Ecole Secondaire.	Philippo.		Berminio.		Nomade.
Labbé, Thérèse.	F.	52.	91ème.	Ecole Secondaire.	Joachim.		Bersimis.	Défavorable.	Négligence.
Labbé, Florida.	F.	54.	81ème.	Ecole Secondaire.	Joachim.		"	"	"
Collard, Elizabeth.	F.	52.	71ème.	Ecole Secondaire.	Louis.		"	"	Nomade.
Collard, Marie-France.	F.	5.	71ème.	Ecole Secondaire.	Louis.		"	"	"
Fontaine, Angéline.	F.	56.	81ème.	"	Mme Magloire.		"	"	"
André, Jean-Eudeo.	M.	59.	51ème.	Ecole Secondaire.	Jocoph.		Schofferville.		Nomade.
André, Pierrette.	F.	55.	81ème.	"	Grégoire.		Schefferville.		Académique.
Pinotte, Gérard.	F.	57.	41ème.	"	Vincent.		"	"	Alcoolique.
Pinotte, Marie-Adèle.	F.	60.	31ème.	"	"		"	"	Alcoolique.
Pinotte, Jean-Guy.	M.	61.	21ème.	"	"		"	"	Alcoolique.
Pinotte, Marcel.	M.	63.	11ère.	"	"		"	"	"
André, Gisèle.	F.	49.	31ème.	"	Jocoph.		"	"	Académique.
Lauront, Mario-Rachelle.	F.	52.	secondaire court 3.	Métier.	Philippo.		"	"	"

ÉLÈVES AU PRÉSENTAT INDIVI DE SEPT-ILLES.

Nom	Sexe	Âge	Degré	Orientation futuro.	Père.	No. de bando.	Adresse.	Milieu Familial.	Environ d'activités
André, Brigitte.	F.	55.	81220.	Ecole Secondaire.	Mathieu.		Schofferville.		Parente mat.
André, Jeanne-Marie.	F.	50.	12120.	C.G.E.P.	Mathieu.		Schofferville.		"
André, Marie.	F.	53.	81220.	Ecole Secondaire.	Mathieu.		Schofferville.		"
Ambroise Anna-Marie.	F.	57.	51220.	Ecole Secondaire.	Joseph.		Schofferville.		"
Ambroise Léonard.	M.	61.	51220.	Ecole Secondaire.	Vve Béline.		"		"
Ambroise, Mario Lina.	F.	53.	81220.	"	Joseph.		"		"
Jeanpierre, Auguste-Louis.	M.	56.	61220.	"			"		"
Jourdain, Abraham.	M.	58.	31220.	"	Vve Louise.		"		"
Jourdain, Mario-Anne.	F.	62.	21220.	"	Vve Louise.		"		"
Jourdain, Louis Horvé.	M.	60.	21220.	"	"		"		"
Jourdain, Pierre-Paul.	M.	57.	51220.	"	"		"		"
Maloch, Caroline.	F.	49.	11120.	Infirmerie.	Bastien.		Matashquan.	Bon.	Eloignement.
Horvieux, Joseph-Etienne.	M.	52.	61220.	Ecole Secondaire.	Vincent.		Borsimio.	Défavorable.	Négligence.
Horvieux, Marie-Louise.	F.	56.	51220.	Ecole Secondaire.	Vincent.		Borsimio.	"	"
Horvieux, Bernardette.	F.	55.	91220.	"	"		"	"	"
Colard, Paul-Émile.	M.	55.	61220.	"	Xavier.		"	"	Indifférence parente.

ELEVES AU PENSIONNAT INDIEN DE SEPT-ILES.

s.19(1)

Nom	Sexe.	Age.	Degré.	Orientation futuro.	Père.	No. de bande.	Adresse.	Milieu familial.	Enseignement d'admission.
Collard, Jean-Marie.	M.	52.	101 ^{ère} .	Ecole Secondaire.	Xavier.		Bernimio.	Défavorable.	Académique.
Horvieux, Denis.	M.	50.	Sec. 2.		Vincent.		Bernimio.	"	"
Horvieux, Bertrand.	M.	54.	Sec. 2.		Vincent.		"	"	"
St-Onge, Pierre-Paul.	M.	55.	61 ^{ère} Spéc.	Travail.	Charles Olivier.		"	Passable.	Caractériel.
Washish, Bernard.	M.	52.	81 ^{ère} .	Travail.	Forand Dominique.		"	Passable.	Abouctéisme.
St-Onge, Aimé.	M.	62.	11 ^{ère} .	Ecole Secondaire.	Jon Jacques.		"		Nomades.
St-Onge, Antonio.	M.	54.	71 ^{ère} .	Ecole Secondaire.	Jon Jacques.		"		Normées.
Dontorres, Normond.	M.	52.	101 ^{ère} .	Ecole Secondaire.	Moine.		"		Normées.
Dontorres, Ernest.	M.	50.	101 ^{ère} .	Ecole Secondaire.	Moine.		"		"
St-Onge, Daniel.	M.	51.	101 ^{ère} .	"	Ph. Jon.		"		"
Compé, Piorro-Paul.	M.	51.	111 ^{ère} .	"	Philippo.		"		"
Horvieux, Yvon.	M.	53.	61 ^{ère} Spéciale.	"	Nasaire.		"		"
Pestaine, Jean-Louis.	M.	51.	101 ^{ère} .	"	M. Magloire.		"		"
Riviera, Sergio.	M.	54.	51 ^{ère} Spéciale.	Travail.	M. Bartolomey Picard.		"	Défavorable.	Négligence.
Volant, David.	M.	62.	21 ^{ère} .	Ecole Secondaire.	Eugène.		Malieton.	"	"

BEST AVAILABLE
COPY

ELEVES AU PENITENTIAIR INDIEN DE SEPT-ILES.

s.19(1)

5...

Nom	Sexe	Age.	degré.	Orientation futuro.	Père.	No. de bonde.	Adresse.	Milieu familial.	Raison d'admission
Vollant, Marie-Anne.	F.	59.	4ième.	Ecole Secondaire.	Eugène.		Mallotenam.	Défavorable.	Négligence
Vollant, Sylvio.	F.	59.	4ième.	Ecole Secondaire.	Noel.		Mallotenam.	"	"
Vollant, Linda.	F.	64.	Mat.	"	Noel.		"	"	"
Michol, Louis-Bertin.	M.	55.	7ième.	"	Patrick.		"	"	Nomade.
Rock, Stéphane.	M.	60.	4ième.	"	Roméo.		"	"	Alcoolisme
Rock, Nicolas.	M.	61.	3ième.	"	Roméo.		"	"	"
Rock, Louise.	F.	62.	2ième.	"	Roméo.		"	"	"
Régis, Victoria.	F.	-55.	7ième.	"	Roméo.		"	"	"
Régis, Linc.	F.	-56.	6ième.	"	"		"	"	"
Régis, Jean-Louis.	M.	58.	4ième.	"	"		"	"	"
Régis, Coétan.	M.	60.	3ième.	"	"		"	"	"
Régis, Fleurette.	F.	61.	2ième.	"	"		"	"	"
Antor, Alexandre.	M.	60.	2ième.	"	Jon. Paul.		"	Défavorable.	Santé de la
Antor, Michel.	M.	61.	2ième.	"	"		"	"	"
Ambroise, Jocinthe.	F.	58.	5ième.	"	Jean Louis.		"	"	Négligence
Ambroise, André.	M.	61.	4ième.	"	"		"	"	"
Ambroise, Louis François.	M.	63.	2ième.	"	"		"	"	"

6...

BEST AVAILABLE COPY

s.19(1)

6...

ELEVES AU PENSIONNAT INDIEN DE SEPT-ILES.

Nom		Sexe	Age	Degré	Orientation futuro.	Père	No. de bande.	Adresse.	Milieu familial.	Raison d'admission
McKensie, Réol.	M.	57.	51ème.	Ecole Secondaire.	Francis.			Mallotenam.	Défavorable.	Séparation.
McKensie, Sergio.	M.	62.	21ème.	Ecole Secondaire.	"			"	"	"
McKensie, Lucio.	M.	60.	41ème.	"	"			"	"	"
McKensie, Marcello.	F.	-53.	Sec. court 2.		"			"	"	"
St-Onge, Daniel.	M.	61.	31ème.	Ecole Secondaire.	Pierre-Paul.			Sept-Iles.		Nomades.
St-Onge, Carmen.	F.	-59.	41ème.	"	"			Sept-Iles.		Nomades.
St-Onge, Marie-Anne.	F.	62.	21ème.	"	"			"		"
St-Onge, Pauline.	F.	63.	11ème.	"	"			"		"
Gérard, Mario.	M.	61.	21ème.	"	Lauréat J. Léo.			Mallotenam.	Séparation.	
Régis, Fernande.	F.	60.	21ème.	"	Wallace.			Mallotenam.	Défavorable.	Nomades.
Régis, Priscille.	F.	-61.	21ème.	"	"			"	"	"
Régis, Helie.	M.	57.	Classe spéciale.	Travail.	"			"	"	"
Vollant, Réginald.	M.	-60.	31ème.	Ecole Secondaire.	Thomas.			Mallotenam.	Nomades.	
Vollant, Florent.	M.	59.	41ème.	Ecole Secondaire.	"			"		"
Vollant, Yvon.	M.	57.	51ème.	"	"			"		"
McKenzie, Pierre.	M.	60.	41ème.	"	Barthelmy.			Mallotenam.	Nomades.	
McKenzie, André.	M.	56.	71ème.	"	"			"		"

7...

ELEVES AU PENSIONNAT INDIEN DE SEPT-ILES.

Nom	Sexe	Age	degré	Orientation future	Père	No. de bande	Adresse	Milieu familial	Raison d'admission
Fontaine, Rosalio	F.	54.	8ième	Ecole Secondaire	Ionie		Maliotenam		Réintégration scolaire.
McKenzie, Mario-Claire	F.	57.	6ième	Ecole Secondaire	Lauréat		Maliotenam	Défavorable	Négligence.
McKenzie, Joanne d'Arc	F.	59.	5ième	"	"		"	"	"
McKenzie, Georges	M.	64.	1ière	"	Bartholomy		"	"	Nomades.
McKenzie, Noella	F.	51.	11ième	"	"		"	"	"
McKenzie, Anita	F.	58.	6ième	"	"		"	"	"
McKenzie, Henriette	F.	54.	9ième	"	"		"	"	"
McKenzie, William	M.	62.	2ième	"	"		"	"	"
McKenzie, Pierre	M.	60.	4ième	"	"		"	"	"
McKenzie, André	M.	56.	7ième	"	"		"	"	"
McKenzie, Réal	M.	59.	5ième	"	"		"	"	"
Rock, Anna	F.	60.	4ième	"	Mme Georges		Maliotenam		Négligence.
Rock, Mariello	F.	55.	8ième	"	"		"		"
Rock, Diana	F.	62.	1ière	"	"		"		"
Fontaine, Raoul	M.	60.	3ième	"	Gérard Raymond		"	Défavorable	Négligence.
Fontaine, Mario-Rose	F.	61.	2ième	"	"		"	"	"
Rock, Carmen	F.	55.	8ième	"	Mme Lauréat		"		Nomades.

ELEVES AU PRESTIOTAT INDIEN DE SEPT-ILES.

Nom		Sexe.	Age.	degré.	Orientation futuro.	Père.	No. de bando.	Adresse.	Milieu familial.	Raïon d'admission
Vollant,	Jeanne-D'Arc.	F.	-50.	11ème.	Ecole Secondaire.	André.		Maliotenam.		Nomades.
Fontaine,	Arthur.	M.	-58.	6ème.	Ecole Secondaire.	Martin.		Maliotenam.		Nomades.
Fontaine,	Martin.	F.	-57.	6ème.	Ecole Secondaire.	"		"		"
Fontaine,	Thérèse.	F.	-60.	5ème.	"	"		"		"
Fontaine,	Agnès.	F.	-62.	2ème.	"	"		"	Défavorable.	"
Vollant,	Dorin.	F.	-54.	9ème.	"	Thomas.		"	Défavorable.	Négligence.
Vollant,	Adélin.	F.	-63.	1ère.	"	"		"	"	"
Jourdain,	Guendalina.	F.	-61.	2ème.	"	Georges.		"	Défavorable.	Négligence.
Jourdain,	Malvina.	F.	2-59.	4ème.	"	"		"	"	"
Jourdain,	Rosalie.	F.	-56.	7ème.	"	"		"	"	"
Jourdain,	Juliette.	F.	-57.	5ème.	"	"		"	"	"

Recapitulation des naissances durant les années mentionnées dans les Réserves de Bersimis, Sept-Iles, Montagnais de Schefferville, Fort Chimo, Les Escoumins, Mingan, Natashquan et Romaine.

Ages	Nés en	Sexe Masculin Total	Sexe Feminin Total	Grand total	Grand total
0	1970 (1er nov.)	47	57	104	
1	1969	77	91	168	
2	68	79	85	164	
3	67	77	92	169	
4	66	75	87	162	
5	65	90	87	177	
De 0 à 5 ans		445	499		944
6	1964	83	72	155	
7	63	85	72	157	
8	62	77	77	154	
De 6 à 8 ans		245	221		466
9	1961	67	65	132	
10	60	78	62	140	
11	59	60	75	135	
De 9 à 11 ans		205	202		407
12	1958	57	64	121	
13	57	55	63	118	
14	56	47	66	113	
15	55	62	63	125	
16	54	55	35	90	
De 12 à 16 ans		276	291		567
17	1953	50	60	110	
18	52	60	42	102	
De 17 à 18 ans		110	102		212
19	1951	45	27	72	
20	50	43	29	72	
21	49	41	53	94	
22	48	39	30	69	
23	47	40	43	83	
24	46	37	34	71	
25	45	37	34	71	
De 19 à 25 ans		282	250		532
De 25 ans et plus		808	703		1511
		2371	2268		4639

Récapitulation des naissances durant les années mentionnées dans les Réserves de Bersimis, Sept-Iles, Montagnais de Schefferville, Fort Chimo, Les Escoumins, Mingan, Natashquan et Romaine.

Ages	Nés en	Sexe Masculin Total	Sexe Feminin Total	Grand total	Grand total
0	1970 (1er nov.)	47	57	104	
1	1969	77	91	168	
2	68	79	85	164	
3	67	77	92	169	
4	66	75	87	162	
5	65	90	87	177	
De 0 à 5 ans		445	499		944
6	1964	83	72	155	
7	63	85	72	157	
8	62	77	77	154	
De 6 à 8 ans		245	221		466
9	1961	67	65	132	
10	60	78	62	140	
11	59	60	75	135	
De 9 à 11 ans		205	202		407
12	1958	57	64	121	
13	57	55	63	118	
14	56	47	66	113	
15	55	62	63	125	
16	54	55	35	90	
De 12 à 16 ans		276	291		567
17	1953	50	60	110	
18	52	60	42	102	
De 17 à 18 ans		110	102		212
19	1951	45	27	72	
20	50	43	29	72	
21	49	41	53	94	
22	48	39	30	69	
23	47	40	43	83	
24	46	37	34	71	
25	45	37	34	71	
De 19 à 25 ans		282	250		532
De 25 ans et plus		808	703		1511
		2371	2268		4639

Recapitulation des naissances durant les années mentionnées dans les Reserves de Perissin, Sept-Isles, Montserrat de Schaffsville, Port Chiquet, les Escoumiers, Monjeau, Matashigou et Romaine

Âges	Nés en	Mâles	Total mâles	Femelles	Total femelles	Grand Total.	Grand Total
0	1970 (1 ^{er} mai)	47		57		104	
1	1969	77		91		168	
2	68	79		85		164	
3	67	77		92		169	
4	66	75		87		162	
5	65	90		87		177	
de 0 à 5 ans			445		499		944
6	1964	83		72		155	
7	63	85		72		157	
8	62	77		77		154	
de 6 à 8 ans			245		221		466
9	1961	67		65		132	
10	10	78		62		140	
11	59	60		75		135	
de 9 à 11 ans			205		202		407
12	1958	57		64		121	
13	57	55		63		118	
14	56	47		66		113	
15	55	62		63		125	
16	54	55		35		90	
de 12 à 16 ans			276		291		567
17	1953	50		60		110	
18	52	60		42		102	
de 17 à 18 ans			110		102		212
19	1951	45		27		72	
20	50	43		29		72	
21	49	41		53		94	
22	48	39		30		69	
23	47	40		43		83	
24	46	37		34		71	
25	45	37		34		71	
de 19 à 25 ans			282		250		532
de 25 ans et plus			808		703		1511
			2371		2268		4639

Sept 1970 (1970)		Sept 1970			
M	F	M	F		
0 1970 = 15	15	30			
1 1969 = 30	33	= 63			
2 1968 = 25	28	= 53			
3 1967 = 25	33	= 58			
4 1966 = 24	34	= 58			
5 1965 = 31	22	= 53			
6 1964 = 32	25	= 57			
7 1963 = 27	27	= 54			
8 1962 = 25	25	= 50			
9 1961 = 22	21	= 43			
10 1960 = 28	23	= 51			
11 1959 = 21	24	= 50			
12 1958 = 19	19	= 38			
13 1957 = 15	19	= 34			
14 1956 = 18	20	= 38			
15 1955 = 14	22	= 36			
16 1954 = 17	12	= 29			
17 1953 = 18	17	= 35			
18 1952 = 18	14	= 32			
19 1951 = 10	7	= 17			
20 1950 = 15	13	= 28			
21 1949 = 10	16	= 26			
22 1948 = 12	9	= 21			
23 1947 = 7	17	= 24			
24 1946 = 10	10	= 20			
25 1945 = 13	12	= 25			
26 plus	500	522			
27 plus	271	243			
	772	765			

BEST AVAILABLE COPY

Bessonne

Age	Year	M	F	Total	1969 M	1969 F
0	1970 (1969)	13	17	30	11	11
1	64	19	28	47		
2	68	19	26	45		
3	67	22	29	51		
4	66	22	27	49		
5	65	26	24	50		
		121	151		272 M	F
6	1964	18	21	39	111	111
7	63	26	20	46		
8	62	21	19	40		
		65	60		125	
9	1961	24	21	45		
10	60	27	19	46		
11	59	23	28	51		
		74	68		142	
12	1958	23	25	48		
13	57	22	25	47		
14	56	16	28	44		
15	55	23	24	47		
16	54	20	21	41		
		104	123		227	
17	1953	13	24	37		
18	52	23	15	38		
		36	39		75	
19	1951	23	11	34		
20	50	19	10	29		
21	49	19	22	41		
22	48	20	9	29		
23	47	14	14	28		
24	46	14	13	27		
25	45	16	12	28		
		125	91	216		
25 plus		525	532	1057		
26 plus		289	226	515		
		814	758	1572		

Foot chums

Age	Year	M	F	Total	1969	F
0	1970	3	8	11	M	F
1	1969	7	9	16	1	1
2	1968	9	9	18		
3	1967	8	4	12		
4	1966	5	3	8		
5	1965	12	9	21	86	
		44	42			
6	1964	10	7	17		
7	1963	7	5	12	M	F
8	1962	9	7	16	111	111
		26	19	45		
9	1961	6	10	16		
10	1960	4	7	11		
11	1959	4	4	8	35	
		14	21			
12	1958	5	5	10		
13	1957	3	5	8		
14	1956	2	4	6		
15	1955	5	3	8		
16	1954	3	0	3		
		18	17	35		
17	1953	6	2	8		
18	1952	1	0	1		
		7	2	9		
19	1951	0	1	1		
20	1950	3	1	4		
21	1949	1	2	3		
22	1948	1	2	3		
23	1947	5	1	6		
24	1946	1	3	4		
25	1945	2	2	4		
		13	12	25		
26 + plus		122	113	235		
26 + plus		47	46	93		
		169	159	328		

Les Escoumiers

ages	Nos en	M	F	=	Total	
0	1970	0	1		1	
1	69	1	0		1	
2	68	1	2		3	
3	67	0	1		1	
4	66	4	1		5	
5	65	1	0	5	1	12 ^M 1970 F 1
6	1964	1	0		1	
7	63	1	1		2	
8	62	0	2	2	2	3
9	1961	1	0		1	
10	60	4	0		4	
11	59	0	2		2	
		4	2			6
12	1958	1	1		2	
13	57	0	2		2	
14	56	0	2		2	
15	55	3	0		3	
16	54	3	0		3	
		6	4			10
17	1953	1	1		2	
18	52	2	0		2	
		3	1			4
19	1951	3	2		5	
20	50	1	0		1	
21	49	2	4		6	
22	48	2	1		3	
23	47	2	3		5	
24	46	4	0		4	
25	45	1	1		2	
		15	11			26
26 + plus		36	25		61	
26 + plus		22	29		51	
		58	54		112	

Morgan

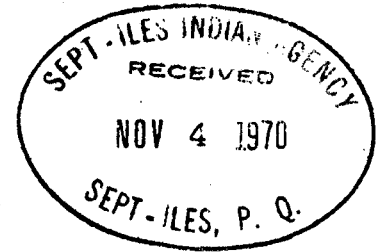
ages	Miner	M	F	=	Total		
0	1970	2	3		5		
1	1969	4	2		6		
2	1968	2	4		6		
3	1967	3	6		9		
4	1966	3	6		9		
5	1965	5	5		10		
		19	26		45		1970
6	1964	2	9		11		M
7	1963	7	3		10		11
8	1962	6	4		10		
		15	16		31		
9	1961	3	6		9		
10	1960	3	1		4		
11	1959	2	3		5		
		8	10		18		
12	1958	1	1		2		
13	57	6	1		7		
14	56	1	4		5		
15	55	3	1		4		
16	54	2	0		2		
		13	7		20		
17	1953	3	2		5		
18	52	5	0		5		
		8	2		10		
19	1951	4	1		5		
20	50	0	2		2		
21	49	2	4		6		
22	48	1	2		3		
23	47	1	3		4		
24	46	3	3		6		
25	45	2	1		3		
		13	16		29		
25+ plus		76	77		153		
26+ plus		45	44		89		
		121	121		242		

Matauskis

ages	Mes en	M	F	Total	1969
0	1970	4	7	11	M F
1	69	5	8	13	M F
2	68	12	9	21	
3	67	9	7	16	
4	66	7	4	11	
5	65	<u>6</u>	<u>11</u>	<u>17</u>	89 1970
		43	46		
6	1964	8	4	12	M F
7	63	6	6	12	M F
8	62	<u>5</u>	<u>7</u>	<u>12</u>	11 11
		19	17		36
9	1961	5	3	8	
10	60	7	5	12	
11	59	<u>7</u>	<u>4</u>	<u>11</u>	
		19	12		31
12	1958	5	6	11	
13	57	2	7	9	
14	56	5	3	8	
15	55	4	7	11	
16	54	<u>4</u>	<u>0</u>	<u>4</u>	
		20	23		43
17	1953	6	4	10	
18	52	<u>2</u>	<u>6</u>	<u>8</u>	
		8	10		18
19	1951	2	2	4	
20	50	0	1	1	
21	49	1	3	4	
22	48	0	4	4	
23	47	3	1	4	
24	46	1	2	3	
25	45	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	
		8	15		23
25 plus		117	123		240
26 plus		49	45		94
		<u>166</u>	<u>168</u>		<u>334</u>

Romaine

ages	Mission	M	F	=	Total	1969	
0	1970	10	6		16	M	F
1	69	10	11		22	1	11
2	68	11	7		18		
3	67	10	12		22		
4	66	10	12		22		
5	65	9	16	64	25	125	1970
6	1964	12	6		18	M	F
7	63	12	11		23	11	11
8	62	11	13		24		
		35	30		65		
9	1961	7	4		11		
10	60	5	7		12		
11	59	3	5		8		
		15	16		31		
12	1958	4	8		12		
13	57	7	4		11		
14	56	5	5		10		
15	55	10	6		16		
16	54	6	2		8		
		32	25		57		
17	1953	3	10		13		
18	52	9	7		16		
		12	17		29		
19	1951	3	3		6		
20	50	5	2		7		
21	49	6	2		8		
22	48	3	3		6		
23	47	8	4		12		
24	46	4	5		9		
25	45	2	4		6		
		31	21		52		
26+ plus		186	173		359		
26+ plus		85	70		155		
		271	243		514		



M. Floriant Gaudreault
Directeur
Service Social du Saguenay
C.P. 206
Hauterive, P.Q.

175, rue St-Jean
Chambre 100, Québec 4
379/29-1
(QD2)

Le 2 novembre 1970

Cher Monsieur,

Il me fait plaisir de vous inclure à la présente une copie dûment signée du contrat de service intervenu entre notre ministère et votre organisme afin de vous permettre de dispenser les services sociaux requis sur les réserves de la région de Sept-Iles.

Le montant du contrat a été établi à \$58,952.00 et couvre les frais de l'année financière actuelle se terminant le 31 mars 1971.

Vous pouvez dès maintenant diriger à notre bureau du district de Sept-Iles les comptes pertinents à ce contrat.

Vraiment vôtre,

Le Surveillant régional
du bien-être,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin.

c.c. District de Sept-Iles.

Incl.



The Honorable the Treasury Board
L'honorable Conseil du Trésor

Indian Affairs and Northern
Development
Department - Ministère

379/29-1 (C46)
File - Dossier

699915
T.B. Number - C.T. N°
SEP 14 1970
Date

SUBJECT: Authority to Enter into a Service Contract

PROPOSAL: To make available social welfare services to Indian individuals and families living on Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam and Escoumins reserves and in the communities of Schefferville and Mingan by entering into a contract with the Service Social du Saguenay for the period April 1, 1970 to March 31, 1971 and by annual renewal of the contract beginning April 1, 1971.

COST: April 1, 1970 to March 31, 1971 - \$58,952. In subsequent years in an amount determined on estimates submitted by the Service Social du Saguenay not to exceed \$70,000 per annum.

CHARGEABLE TO: Vote 5 Indian and Eskimo Affairs --Operating Expenditures

REMARKS: T.B. Minute 691363 dated September 3, 1969 authorized the Department of Indian Affairs and Northern Development to enter into a service contract with Le Service Social du Saguenay for the provision of welfare services to Indians on Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, and Escoumins Reserves and in the community of Schefferville for the fiscal year 1969-70 and annually thereafter at a rate not to exceed \$39,000.

During the current fiscal year the Service Social du Saguenay finds it necessary to increase their professional social work staff from 3 workers to 7 workers in order to provide more adequate services to Indian individuals, families and communities. It is estimated these expanded services will cost approximately \$59,000.

As in the 1969-70 service contract the Service Social du Saguenay agrees to provide personal and professional services to Indian residents of Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam and Escoumins reserves and also of Schefferville and Mingan. The services include individual and family counselling, consultation with welfare administrators and investigation of circumstances of recipients of financial assistance, protection and care of dependent and neglected children, presentation of cases to the Social Welfare Court, consultation and advice on welfare matters and community organization to Indian Band Councils and Committees.

.../2



APPROVED
BY THE
TREASURY BOARD

APPROUVÉ
PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR

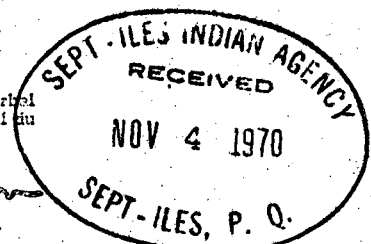
Certified
to be a true copy of a
Minute of a Meeting of the
Treasury Board on

1 X 70

Date

Copie conforme
d'un extrait du procès-verbal
d'une réunion du Conseil du
Trésor le

Secretary - Secrétaire



BEST AVAILABLE COPY

- 2 -

Salaries, travel, professional supervision, administrative and clerical services, office accommodation, equipment and supplies are included in the Departmental cost quoted above. Similar services are not available from any other agency or from the province.

The contract makes provision for payment of advances on a quarterly basis.

BEST AVAILABLE COPY

CONTRAT DE SERVICE INTERVENU ENTRE:

Le gouvernement du Canada, représenté par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien,

D'UNE PART

ET

Le Service Social du Saguenay

D'AUTRE PART.

En vertu du présent accord, le Service Social du Saguenay consent à assurer les services personnels et professionnels aux Indiens vivant dans les Réserves de Bersimis, Maliotenam, Schefferville et Mingan, au Québec. Ces services comprendront des interventions professionnelles (counselling) auprès des individus et des familles; des consultations auprès des administrateurs de bien-être social, ainsi que des enquêtes, si besoin est, de demandes d'assistance financière des Indiens; la protection et soins aux enfants négligés, délaissés ou délinquants; la présentation de cas à la Cour du Bien-Etre social; le placement d'adultes; toutes consultations et tous conseils donnés au comité de bien-être, aux conseils de bande indiennes et aux Indiens mêmes, sur des questions de bien-être, d'organisation communautaire et d'action sociale.

Le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien convient de payer au Service Social du Saguenay une somme ne dépassant pas \$58,952.00 pour l'année financière allant du 01-04-1970 au 31-03-1971, afin de couvrir les dépenses engagées par le personnel à plein temps du bien-être social, les services administratifs et de secrétariat, les services du personnel professionnel de l'Agence, les frais de voyages, ainsi que les consultations de spécialistes, si besoin est.

Le Service Social du Saguenay pourra soumettre, de temps à autre, au Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien, une demande d'avance que l'Agence de Service Social affectera au coût des services décrits au premier paragraphe.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au 31-03-1971, sauf résiliation anticipée par l'une quelconque des parties, pré-avis ayant été donné à l'autre partie au moins six mois avant la date d'échéance.

Le présent accord pourra être reconduit pour l'année financière 1971-72 sur la base d'une estimation budgétaire de frais, que le Service Social du Saguenay soumettra au plus tard le 15-04-1970.

Signé pour le compte du
Service Social du Saguenay

[Signature]
Florian Sauvé
témoin

Date: 26 juin 1970

Signé pour le compte du gouvernement
du Canada

[Signature]
C. E. Sheppard
témoin

Date: OCT 14 1970

000368

MEMORANDUM
GOVERNMENT OF CANADANOTE DE SERVICE
GOUVERNEMENT DU CANADAFROM
DEP.A. Poulin,
Surveillant de District,
Sept-Iles.TO
AM. Jean Bacque,
Conseiller en Education,
Bersimis.SUBJECT
SUJETContrat de Service -
Service Social du Saguenay.

OUR FILE - N/RÉFÉRENCE

379/29-16

YOUR FILE - V/RÉFÉRENCE

DATE

Le 9 novembre 1970.

REFER REPLY TO
ENVOYER LA RÉPONSE ÀTEL. NO.
TEL.

Ci-inclus vous trouverez une copie dûment signée du contrat de service intervenu entre notre Ministère et le Service Social du Saguenay.

Auriez-vous l'obligeance d'explicitier ce dit contrat au Conseil de bande de Bersimis afin qu'il soit informé et qu'il puisse être en mesure par la suite de vérifier si les services leur sont bien donnés.

ORIGINAL SIGNED BY

P. A. POULIN

P.A. Poulin.

MEMORANDUM

GOVERNMENT OF CANADA



NOTE DE SERVICE

GOUVERNEMENT DU CANADA

FROM
DE

P.A. Poulin,
Surveillant de District,
Sept-Iles.

TO
À

M. Rhéal Robert,
Schefferville.

SUBJECT
SUJET

Contrat de Service -
Service Social du Saguenay.

OUR FILE - N/RÉFÉRENCE

379/29-16

YOUR FILE - V/RÉFÉRENCE

DATE

Le 9 novembre 1970.

REFER REPLY TO
ENVOYER LA RÉPONSE ÀTEL. NO.
TÉL.

Ci-inclus vous trouverez une copie dûment signée du contrat de service intervenu entre notre Ministère et le Service Social du Saguenay.

Auriez-vous l'obligeance d'explicitier ce dit contrat aux conseils de bande afin qu'ils soient informés et qu'ils puissent être en mesure par la suite de vérifier si les services leur sont bien donnés.

ORIGINAL SIGNED BY
P. A. POULIN

P.A. Poulin.

M. Florian Gaudreault
Directeur
Service Social du Saguenay
768, rue Bossé
Hauterive, P.Q.

175, rue St-Jean
Chambre 100, Québec 4
379/29-16-1
(QD2)

Le 4 novembre 1970

Cher Monsieur,

Je vous inclus avec la présente un mémoire préparé par Monsieur R. Boulianne, Conseiller en Education du district de Sept-Iles, touchant sa perception personnelle des solutions qui devraient être apportées aux problèmes sociaux des Indiens vivant dans les réserves indiennes.

L'approche sur les réserves indiennes, précisée par Monsieur Boulianne, me semble valable sous bien des aspects, et je m'interroge si ce genre de travail ne pourrait être éventuellement inclus ou annexé à celui que vous poursuiviez sous les termes de nos contrats de services.

Je vous laisse ce document pour toute attention que vous voudrez bien lui apporter.

Vraiment vôtre,

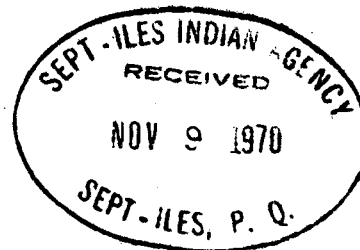
Le Surveillant régional
du bien-être,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin.

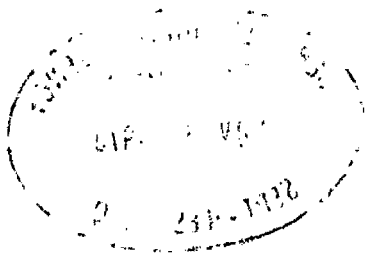
c.c. Monsieur R. Boulianne,
District de Sept-Iles.

Incl.
CTB:ml



OK
File 10/11/70

BEST AVAILABLE COPY



Bureau Régional,
Att: M. C.T. Blouin,
Québec.

Agence Indienne,
Sept-Îles.

Le 6 octobre 1970.

Aide travailleur social.

Considérant que le travailleur social ne peut être en contact direct avec la population indienne, dû au fait qu'il n'est pas de même race, de même langue et de même culture, je propose par la présente qu'une étude soit faite en vue d'ajouter au contrat signé entre le Ministère des Affaires Indiennes et le Service Social (du Saguenay) un aide ~~du~~ travailleur social désigné pour travailler auprès de la population indienne dans le même sens que nous avons à la section éducation, des aides-maternelles qui assistent l'institutrice dans ses fonctions. Je sais qu'un tel programme n'existe pas au niveau des districts où le Service Social dessert par contrat la population indienne.

Il est certain que des priorités sont déjà fixées au niveau régional pour tenter de résoudre le problème d'assistance sociale sur les réserves de la province sous quelque forme que ce soit; toutefois il serait certes profitable pour tous, officiers et Indiens, de penser à des solutions plus efficaces à court terme.

Malgré toutes les bonnes intentions de la personne assignée pour solutionner les problèmes sociaux chez les Indiens, de par le contrat Affaires Indiennes et Services Sociaux, nous ne pouvons croire globalement que les contacts établis permettent une efficacité maximale. Lorsque nous parlons de régler des problèmes sociaux (Indiens ou non-Indiens), nous parlons d'éducation. À l'éducation, nous savons que les tentatives de solutions appliquées par des non-Indiens n'apportent pas toujours les résultats escomptés. L'Indien, au départ, de par ses droits acquis ou acceptés et les différences énumérées plus haut, possède un statut particulier au Canada et mérite une attention particulière. C'est d'ailleurs pourquoi le Ministère des Affaires Indiennes existe.

Nous pouvons par contrat charger un organisme extérieur (privé) de s'occuper: 1) de trouver des foyers nourriciers aux enfants sans foyers; 2) de pourvoir aux besoins matériels et psychologiques des filles mères; 3) délinquants (problèmes existants); mais cette mesure n'établit pas les moyens de préventions et ne peut pénétrer les raisons réelles qui amènent les problèmes qui sont à mon sens grandissants et nous placent quotidiennement devant ces faits.

Mon humble avis est que le Service Social ne rejoint pas l'Indien d'assez près. Sur ce d'ailleurs, notre Ministère cherche encore des moyens d'atteindre davantage

BEST AVAILABLE COPY

2...

l'Indien sans pour cela y arriver à 100%. Le phénomène est très normal et surtout humain. C'est pourquoi la suggestion d'un aide animateur social (Indien) s'avère indispensable. "Il est facile de donner une bouteille de lait à un bébé qui pleure, mais ceci ne lui enlève pas nécessairement son mal de ventre..."

L'aide animateur social ne se doit pas être gradué en sciences sociales. Ses contacts et l'acceptation de la population doivent être les critères de base(choix). De plus, il doit pouvoir être parfaitement à l'aise avec les représentants des organismes qui doivent "dispenser des services", (expliquer et discuter des problèmes). Ses propres suggestions ne sont pas à négliger car la pratique, l'expérience, vaut souvent la théorie... Il se doit également d'être dynamique car il est plus facile de diriger des énergies existantes que d'en créer. Serait-il si mauvais de partir du milieu dans lequel les Indiens vivent et expriment eux-mêmes leurs besoins?

A la suite de cette mise au point, je souhaite que la suggestion pré-citée au sujet de l'aide animateur social soit discutée et appliquée au plus tôt si jugée satisfaisante...

ORIGINAL SIGNED BY
R. Boulianne

R. Boulianne,
Conseiller en Education.

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



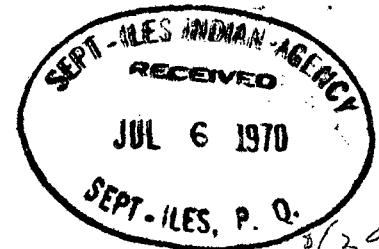
Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

QUEBEC, Le 2 juillet 1970.

Surveillant de District Intérimaire,
District de Sept-Iles.

our file / notre dossier 379/29-16-1 (QD2)
your file / votre dossier

RE: Contrat de Service -
Service Social du Saguenay.



Le 11 mars 1970 je recevais du Directeur du Service Social du Saguenay une proposition de contrat de service dont je vous inclus photocopie en annexe I.

En mai dernier, je rencontrais les dites autorités pour discuter, outre leur rôle dans l'éventuelle fermeture du pensionnat de Sept-Iles, le contenu du contrat afin d'en faire préciser les termes. Ma lettre du 3 juin 1970 que j'inclus en annexe II donne les conclusions auxquelles j'étais arrivé.

Le 30 juin dernier, le Service Social resoumettait une proposition pour un montant de \$61,966.00 moins un excédent de \$3,014.00 de l'an dernier laissant un prix net de \$58,952.00.

Certains facteurs expliquent l'augmentation du coût, puisqu'au cours des récents mois, nous avons intéressé le Service Social à certains de nos projets, tels que la relocalisation des Indiens de Schefferville; la réhabilitation des alcooliques à Schefferville et à Sept-Iles; le problème de la délinquance à Sept-Iles ainsi que la fermeture du pensionnat de Sept-Iles.

Un si vaste territoire exigerait aussi un rôle de ^{d'officier} liaison entre votre District et les différents travailleurs oeuvrant sur les réserves, étant donné le peu de résultat dans nos démarches à engager un travailleur social pour votre District.

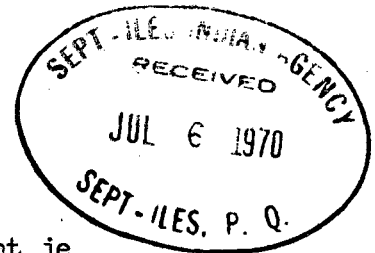
Nonobstant toutes ces raisons, je dois admettre que les problèmes sociaux des réserves concernées se perçoivent plus clairement, plus intensivement et en plus grand nombre qu'il y a quelques années, dû au fait que les Indiens participent plus étroitement à la société actuelle comme il y a un intérêt plus marqué de la société non-indienne au développement des communautés indiennes.

- 2 -

379/29-16-1 (QD2)

2-7-70

Surveillant de District Intérimaire,
District de Sept-Iles.



J'ai tenté de soustraire du contrat actuel certains frais dont je vous laisse la possibilité de commenter.

Ainsi, le salaire d'un aide social supplémentaire à Schefferville pourrait être enlevé, lequel coût pourrait être absorbé entièrement par l'agence pour le travail auprès des non-Indiens. Le poste d'un second aide social à Sept-Iles pourrait être absorbé par le travailleur social et agent de liaison à plein temps mentionné au contrat. La réduction de ces salaires en incluant les bénéfices à l'emploi et une partie de location de bureau amènerait une réduction de quelque \$10,000.00 dans le contrat, lequel s'élèverait encore à une somme de \$49,000.00.

La soumission de ce contrat à Ottawa exigera l'approbation du Conseil du Trésor, vu qu'il dépasse les \$39,000.00 limite accordée il y a un an.

Je dois admettre que le contrat actuel implique une nouvelle échelle de salaires vu que les employés de cette agence sont syndiqués.

Pour les raisons mentionnées à la lettre couverture de ce contrat, il m'est difficile encore de réduire le budget pour les frais de voyage et de séjour.

Vous êtes mieux placé pour évaluer l'impact du travail fait jusqu'à date par l'Agence de Service Social. Vos officiers ont-ils utilisés suffisamment les services de cette Agence et la proposition du contrat serait-elle une réponse plus adéquate aux problèmes des résidents de votre District?

Veuillez me laisser connaître vos commentaires.

Le Surveillant régional
du bien-être,

C.T. Blouin.

CTB:el

Pièces jointes.

21-11-115
Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

BEST AVAILABLE COPY

QUEBEC, Le 5 août 1970.

A tous les Surveillants de District,
les Surveillants de District Intérimaires
et les Surintendants d'Agence.

cur file / notre dossier 301/29-16 (QD2)
your file / votre dossier

RE: Face à l'abus des drogues.

JMP
C. Vallant

Il y a deux ans, un organisme de Montréal mettait sur pied un service dans le but de venir en aide à un grand nombre de jeunes qui, s'adonnant à la drogue, vivaient en marge de la société dans le centre de la ville et présentaient des problèmes connus d'ordre médical et psychiatrique. Ces jeunes étaient incapables ou refusaient de chercher de l'aide auprès des organismes déjà en place.

Monsieur Paul Caron, étudiant en médecine, qui a été appelé à oeuvrer au sein de ce Service a livré dans un rapport, ses observations:

CR
MP
JMB
"Contrairement à l'idéal des jeunes orienté vers la liberté, le bonheur et la poursuite de la beauté, les jeunes accueillis dans la section psychiatrique du Service sont malheureux, écrasés sous d'innombrables fardeaux et passent actuellement leur temps à chercher à résoudre des vieux problèmes personnels en changeant de genre de vie de façon radicale. La majorité de ces jeunes ont des problèmes qui donnent l'illusion d'être causés par la drogue, la promiscuité sexuelle, le manque d'argent, des relations humaines insatisfaisantes ou des démêlés avec différents secteurs du Système, comme la conscription (aux Etats-Unis), la police et les logeurs. Or, après seulement une petite enquête sommaire, il devient habituellement manifeste que ces sujets ont de véritables problèmes personnels dont l'origine remonte à l'enfance. L'histoire personnelle de ces derniers comprend souvent des éléments comme un foyer désuni, un traumatisme infantile et un manque d'amis intimes au cours de l'adolescence. On a déjà dit que le genre de vie inconstante que plusieurs d'entre eux mènent conduit à l'instabilité affective, à la maladie mentale et à de fréquents problèmes d'ordre psychiatrique. De prime abord, sa présente collectivité semble corroborer notre affirmation. Nous, du Service pour les jeunes, avons tiré une conclusion différente à partir du fait qu'un si grand nombre de nos clients viennent nous voir à cause de problèmes qui ont commencé avant qu'ils ne quittent leur famille. Nous croyons que ce genre de vie ne cause pas la maladie mentale, mais c'est plutôt la maladie mentale qui n'est pas exclue de ce genre de vie.

RECEIVED
AUG 11 1970
SEPT-ILES, P. Q.

.../2

000377

- 2 -

301/29-16 (QD2)


5-8-70

A tous les Surveillants de District,
les Surveillants de District Intérimaires,
et les Surintendants d'Agence.

Entre eux, il y a une tendance plus marquée à accepter les autres comme des connaissances ou même comme amis intimes malgré leurs manières étranges, leur inconstance affective ou même leurs symptômes de délire véritable. C'est ce sentiment de tolérance envers la déviance s'écartant des normes acceptées et aussi l'ouverture d'esprit des gens de la collectivité desservie par le Service pour les jeunes, qui donnent autant de succès à la psychothérapie et la rendent profitable à la fois pour le malade et pour le médecin".

Cette lecture m'a personnellement impressionné et m'a fait réalisé l'avantage d'avoir des gens qui travaillent à l'équilibre de la famille et au bien-être des enfants qui y vivent.

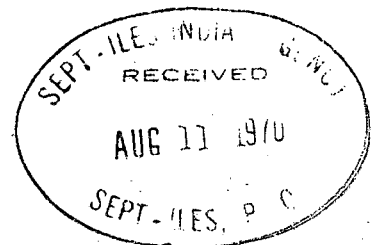
Le Surveillant régional
du bien-être,



C.T. Blouin.

CTB:el

N/B: Référence "Hygiène Mentale au Canada", supplément # 64.



Bureau Régional,
Québec.

379/29-16

District de Sept-Iles.

Le 17 juillet 1970.

Contrat de services -
Service Social du Saguenay.

Vous trouverez ci-après un compte-rendu et nos commentaires sur des points importants discutés lors de la réunion du 14 juillet dernier au bureau-chef du Service Social du Saguenay à Hauterive entre les représentants de cet organisme et ceux de notre Ministère.

1. Augmentation du personnel à Sept-Iles et à Schefferville.

Le Service Social du Saguenay estime qu'il sera nécessaire pour l'année 1970-71 d'ajouter à Schefferville un aide social dont le rôle serait plutôt d'ordre social et/ou communautaire afin de permettre au praticien actuellement en place de se limiter aux interventions d'ordre clinique auprès des individus et des familles.

A Sept-Iles, on demande l'addition d'un aide social et d'un travailleur social.

Le rôle de l'aide social permettrait de mieux répondre aux besoins en matière d'intervention clinique et d'organisation communautaire. Quant au rôle du travailleur social, il serait consultatif en matière de services auprès des réserves indiennes. Il aurait entre autre comme fonction d'assurer la liaison avec le Ministère des Affaires Indiennes et autres ministères, de superviser le personnel du Service Social affecté aux services auprès des réserves, il aurait également à coordonner ces services et un rôle d'information auprès des conseils de bande. De même il aurait à jouer auprès de l'Agence du District de Sept-Iles un rôle de consultant, devant ainsi disposer d'au moins deux jours par semaine à cette dernière tâche.

Nous croyons que l'addition de ce personnel est valable dans les circonstances actuelles et permettra à l'Agence du Service Social de jouer un rôle qui était auparavant dévolu aux officiers de notre Ministère surtout dans certains domaines qui devaient normalement être du ressort d'un organisme de service social.

.../

.../2

2. L'addition d'un aide social à Mingan.

L'extension des services du Service Social du Saguenay auprès des réserves de la Côte Nord dans une programmation de trois ans exige que dès maintenant un aide social soit attaché à la filiale de Havre St-Pierre pour répondre aux besoins de la population indienne de Mingan. Il est certain que le rôle de cet aide social ne sera pas strictement d'ordre clinique car il aura également à faire un déblayage à la base sur la réserve, soit auprès des dirigeants de l'endroit et auprès de la population en général.

Cet aide social aurait à répondre en même temps aux besoins des indiens de Pointe Parent si la population de cet endroit en fait la demande.

Quant à nous, nous croyons que cette dernière demande du Service Social si elle peut paraître inutile aux yeux de certains demeure néanmoins conforme à la politique du Ministère c'est-à-dire donner autant que faire se peut les mêmes services aux indiens qu'à la population non-indienne des environs.

ORIGINAL SIGNED BY
J. M. PAUZE

J.M. Pausé,
Surveillant de District "Int."



MEMORANDUM

CLASSIFICATION

TO
A

M. J.M. Pauzé,
Surveillant de District "Int."

YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No.
Notre dossier 379/29-4

FROM
De

District de Sept-Iles.

DATE

Le 7 juillet 1970.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Pensionnat Indien de Maliotenam

Vous trouverez ci-après quelques commentaires se rapportant au mémoire de M. C.T. Blouin du 30 juin 1970.

A mon avis, il existe quatre solutions possibles pour rendre matériellement réalisable le projet de foyer de groupe.

Premièrement, prendre les maisons du Ministère actuellement occupées par les membres du personnel et les céder directement au Service Social pour une période limitée et renouvelable.

Deuxièmement, prendre ces maisons, les céder à la bande de Sept-Iles qui à son tour les céderait à l'organisme concerné.

Dans les deux solutions, je préfère la première pour éviter les complications, étant donné que la bande connaît actuellement une pénurie d'habitations.

Troisièmement, le Ministère construit des maisons et les cède directement au Service Social.

Quatrièmement, le Ministère cède ses maisons à la bande qui les cède pour une certaine période de temps au Service Social du Saguenay.

Quant à moi, dans la situation actuelle, seule la solution no. 1 me paraît applicable et préférable.


Camil Vollant,
Officier de bien-être.

1
X

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



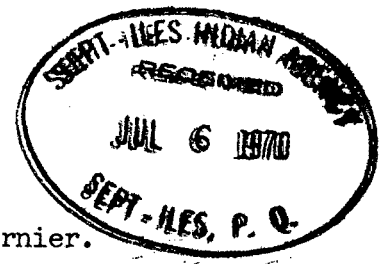
Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

QUEBEC, Le 30 juin 1970. *J.M.*

Surveillant de District Intérimaire,
District de Sept-Iles.

our file / notre dossier 379/29-4 (QD2)
your file / votre dossier 379/29-4

RE: Pensionnat indien de Malioténam.



Je réfère à mon mémoire du 2 juin et au vôtre du 9 juin dernier.

J'avais cru que certaines maisons du Ministère actuellement occupées par des membres de notre personnel pourraient être mises à la disposition du Service Social et être utilisées comme foyer de groupe, exemple, locaux de R.C.M.P., Service de Santé ou autres. En second lieu, s'il advenait que nous construisions des maisons pour les Indiens à Sept-Iles ou à Malioténam, le Conseil de Bande accepterait-il que ces maisons construites soient, pour une période limitée (3 à 5 ans) remises au Service Social pour leur permettre de les utiliser comme foyer de groupe.

Nous entendons par foyer de groupe une unité familiale dont les responsables seraient un couple marié indien ou non-indien qui accepterait d'avoir la garde comme tout foyer nourricier de 5 à 10 enfants indiens d'âge différent.

Cette unité familiale diffère du foyer nourricier habituel du fait que la famille, père, mère et enfants n'est pas constituée comme tel mais créée spécialement pour répondre à un besoin de placement découlant de la fermeture éventuelle du pensionnat de Sept-Iles.

Outre ce moyen envisagé, il a été discuté avec le Service Social d'utiliser des foyers nourriciers réguliers (se font de plus en plus rares) ou encore les services d'aide domestique à domicile suivant les cas.

Pourriez-vous m'informer si ces possibilités de foyer de groupe peuvent exister matériellement.

[Handwritten signature]
b-7-70

Le Surveillant régional
du bien-être,

[Handwritten signature]

CTB:el

C.T. Blouin.

000382

Le Service Social du Saguenay

769 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

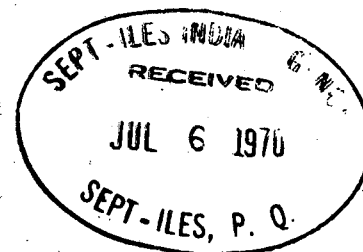
TEL: 589-2013

Le 12 juin 1970

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Monsieur Claude T. Blouin, t.s.p.
Ministère des Affaires Indiennes
175 rue St-Jean, Ch. 100
Québec 4

SEPT-ILES
405, Brochu
TEL: 962-2578



Objet: Contrat de services

HAVRE ST-PIERRE
C. P. 183
TEL: 445

Cher Monsieur,

Suite à nos conversations de dates récentes
nous exprimons ci-après les données relatives à l'objet précité.

CHIFFERVILLE
Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

1 Programme de services

1.1 Personnel

1.1.1 Consultant régional en matière de services auprès des réserves indiennes.

Ce poste, occupé par un travailleur social, comporterait les fonctions suivantes:

-agent de liaison du Service Social du Saguenay avec l'agence indienne de Sept-Iles et le Ministère;

-supervision et consultation auprès de notre personnel affecté aux services auprès des Réserves;

BEST AVAILABLE COPY

- rencontres d'information, de consultation et de programmation avec les Conseils de bande;
- interprétation des services donnés par le Service Social du Saguenay auprès des Conseils de bande, de la population tant indienne que non-indienne;
- création et développement des services auprès des Réserves indiennes;
- coordination des services que le Service Social du Saguenay dispense auprès des Indiens;

Dans notre demande d'octroi, le poste budgétaire "supervision et consultation" sera donc éliminé, puisqu'une personne à plein temps accomplirait cette fonction.

1.1.2 Réserves de Bersimis et Escoumins:

Nous ne croyons pas devoir augmenter le personnel à ces endroits.

1.1.3 Etablissements de Sept-Iles et Maliotenam:

Notre agence dispose déjà des services d'une technicienne diplômée pour les services à Sept-Iles.

Un rapide estimé des services rendus et à rendre démontre la nécessité d'addition d'un (e) aide social (e) pour:

- mieux répondre actuellement aux besoins en matière d'intervention clinique et d'organisation communautaire;
- la fermeture du pensionnat de Maliotenam;
- le développement des services de foyers nourriciers, de foyers de groupes, d'auxiliaires familiales, etc.;
- la continuation des services auprès des alcooliques;
- des contacts et un dialogue plus constant avec le Conseil de bande et le personnel de l'agence indienne de Sept-Iles.



9238 JUN 30 1970 000384

BEST AVAILABLE COPY

1.1.4 Etablissement de Schefferville:

Déjà, nous disposons des services d'un praticien en service social à Schefferville.

Cependant, certaines circonstances et faits démontrent la nécessité d'ajouter un employé supplémentaire dans ce milieu:

-la relocalisation de la Réserve va nécessiter un travail d'approche auprès des indiens, dans le sens de l'interprétation du phénomène, de l'intégration des Indiens au nouveau milieu, et de l'adaptation des non-indiens à une présence continue des Indiens.

-en conséquence, le travail du "comité de consultation sociale" devrait se faire sur une base régulière et étudier les problèmes qui se poseront et si possible prévoir ces questions.

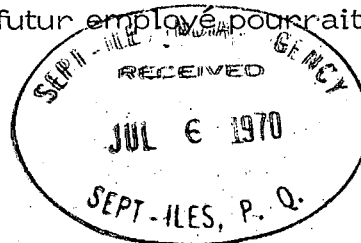
-intervention individuelle auprès des Indiens en situation problème.

-travail auprès du Conseil de bande.

-enfin, l'implantation de Services à Schefferville date de deux ans. Déjà, deux employés se sont succédés. Nous avons d'ailleurs dû les repatrier pour des raisons humanitaires. Dans ces régions isolées, il nous apparaît que l'isolement ne peut être uniquement compensé par une rémunération supérieure. Il faut ajouter des éléments de contacts professionnels quotidiens, mettre sur pied des techniques d'amélioration du travail social. Nos employés de Sept-Iles et Havre St-Pierre sont ou seront reliés à l'équipe de leur filiale. Les distances de Schefferville avec Sept-Iles ne militent pas en faveur de ces liens professionnels à une équipe, même si des rencontres se font à toutes les quinze semaines.

1.1.5 Réserve de Mingan, de Pointe Parent et de la Romaine:

L'extension des services sur la Basse Côte-Nord pourrait se faire par une programmation de trois ans, en commençant, en 1970-71, par la réserve de Mingan, située à 22 milles environ de notre bureau de Havre St-Pierre, où notre futur employé pourrait recevoir su-



BEST AVAILABLE COPY

pervision et avoir pied-à-terre. L'année suivante, l'agence débute-rait ses services à Pointe Parent et en 72-73, à la Romaine.

Il est entendu d'avance que si des demandes de services concrets se présentaient pour ces deux dernières réserves, que le personnel de notre filiale de Havre St-Pierre ferait le nécessaire pour y répondre.

Il peut paraître exagéré d'utiliser les services à plein temps d'un employé pour Mingan, mais nous estimons qu'il y a un travail de déblayage à faire à la base sur la réserve, soit auprès des leaders, et un travail clinique auprès des cas qui sont restés sans solution: adoption, évaluation des foyers nourriciers, aide ménagère, etc..

Si une année de services nous fait constater que ce même employé pourrait cumuler la réponse à des besoins pour Pointe Parent, nous ferons en sorte qu'il en soit ainsi.

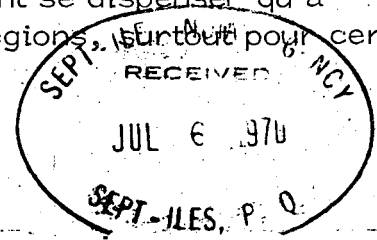
Dans cette programmation triennale des services, les officiers du bien-être et de santé de votre Ministère nous seront d'une grande utilité, par leur connaissance de ces milieux et par la référence de cas.

2. Contrat de services:

Notre contrat de services est inclus au présent envoi, de même que le coût dudit contrat.

- 2.1 Les frais de supervision et de consultation sont éliminés; ces fonctions seront assumées par le consultant régional.
- 2.2 Le surplus budgétaire de l'année 68-69, soit \$3014.00, est diminué de notre demande totale d'octroi.
- 2.3 Nous avons clarifié les "frais de bureau"; par ailleurs, nous croyons que le nombre d'employés actuel et futur justifie l'inclusion d'une sténo-dactylo (la norme que nous recherchons se situe à une (1) sténo-dactylo pour trois (3) praticiens sociaux).

Dans une région aussi diversifiée et étendue que la nôtre, nous estimons que les services ne peuvent se dispenser qu'à des coûts relativement supérieurs à d'autres régions, surtout pour certains postes budgétaires.



000386

BEST AVAILABLE COPY

De même, la population amérindienne est dispersée en plusieurs localités, et s'identifie assez facilement par ses valeurs socio-culturelles d'une réserve à l'autre.

Si d'autres informations vous étaient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

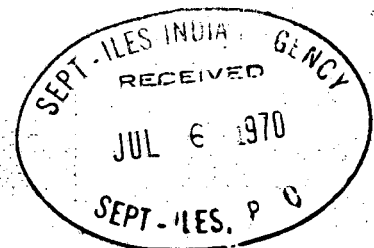
Votre dévoué,

Le directeur général

Florian Gaudreault
Florian Gaudreault, t.s.p.

FG/da

N.B. Documents ci-joint: 1 budget
2 statistiques 69-70
3 contrat de services



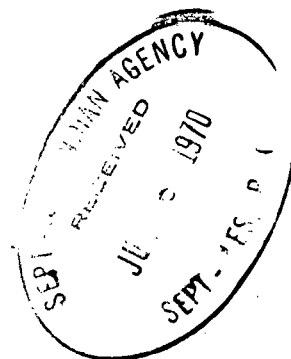
BEST AVAILABLE COPY

SOMMAIRE DES REVENUS ET DÉPENSES

19 - 19

DESCRIPTION	Budget approuvé 68-69	BUDGET APPROUVÉ 1969-1970	BUDGET, DEMANDE 1970-1971	A L'USAGE DU MINISTÈRE	
1- REVENUS					
2- GOUVERNEMENT DU CANADA					
3- CAMPAGNE DE CHARITÉ					
4- MUNICIPALITÉS					
5- AUTRES					
Surplus 68-69			3,014.00		
6- TOTAL DES REVENUS			3,014.00		
7- DÉPENSES					
8- SALAIRES cf. liste du personnel et salaire	11,296	19,605.	45,524.		
9- BÉNÉFICES D'EMPLOI note 1	1,034	1,292	3,288.		
10- HABITATION note 2	1,420	875	3,650.		
11- FRAIS DE BUREAU note 3	2,850	1,550.	979.		
12- FRAIS DE VOYAGE ET AUTO note 4		2,000.	7,425.		
13- RECRUTEMENT ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL					
14- REPRÉSENTATION - PROMOTION					
15- HONORAIRES PROFESSIONNELS					
16- AUTRES DÉPENSES					
Entraînement note 5	2,750	900.	1,100		
17- SOUS-TOTAL DES DÉPENSES	24,800.	29,922.	61,966.		
18- SERVICE DE LA DETTE					
19- DÉPENSES EXTRAORDINAIRES					
20- TOTAL DES DÉPENSES	24,800.	29,922.	61,966.		
21- CÔÛT NET D'OPÉRATIONS	24,800.	29,922.	58,952.		

BEST AVAILABLE COPY



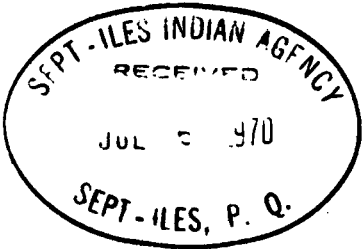
SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
LISTE DU PERSONNEL ET DES SALAIRES

1970/1971

- NOMS - (PAR ORDRE DES POSTES INDIQUÉS DANS L'ANALYSE DES EFFECTIFS)	Â G E	ÉTAT C I V I L	P O S T E	S C O L A R I T É	TITRE PROFESSIONNEL ACTUEL	ANNÉE D'EXPÉRIENCE			19 - 19			SALAIRE, DEMANDE 19 - 19		C O D E	À L'USAGÉ DU MINISTÈRE	EXPLI C A T I O N
						SOUS TITRE ACTUEL	DANS LA FONCTION MÉN- TIONNÉE	AU SEIN DE L'AGENCE	BUDGET APPROUVÉ		SALAIRE DE BASE (ANNUEL)	Hrs par sem.	SALAIRE ANNUEL			
									Durée de l'emploi	MONTANT						
Aide social			Schef. 13		aide social	1	1	1	12m.	5,580.	5,580.	32½	7,350.00			
Aide social			Bers. 12		aide social	1	1	1	12m.	5,280.	5,280.	32½	5,700.00			
Technicien en assistance sociale			S.I. 15		T.A.S.	1	1	1	12m.	6,345.	6,345.	32½	6,630.00			
Additions:																
Schefferville			Schef.		T.A.S.	0	0	0	7m.			32½	3,821.00			
Sept-Iles			S.I.		T.A.S.	0	0	0	7m.			32½	3,722.00			
Mingan			Mingan		aide social	0	0	0	7m.			32½	3,945.00			
Sept-Iles				18	T.S.P.	3	1	2	7m.			32½	9,780.00			
Territoire					sténo-dactylo	2	2	2	7m.			32½	4,576.00			
N.B. Notre agence est actuellement à négocier un nouveau contrat de travail, qui sera probablement rétroactif au 30-04-1969.																
Nous nous en tenons donc à une échelle que proposera la partie patronale, et ajoutons une allocation d'éloignement pour																
Schefferville et Mingan, et pour le poste de T.S.P..																
													45,524.00			

CODE	A.G. - ADMINISTRATION GÉNÉRALE	E - ENFANT	F - FAMILLE	P.A. - PERSONNES ÂGÉES	A - ADOPTION	A.S. - AUTRES SERVICES	S.C. - SCOLAIRE
------	--------------------------------	------------	-------------	------------------------	--------------	------------------------	-----------------

BEST AVAILABLE COPY



XXXXXXXXXXXXX

EXPLICATIONS

1970 - 1971

EXPLICATIONS NO			
1	Bénéfices à l'emploi:		
	fonds de pension 5% de \$45,524. =	2,276.00	
	assurance-vie-maladie \$60.00/année X 7	420.00	
	rentes du Québec \$84.60 X 7	592.00	3,288.00
2	Habitation ou location de bureau:		
	Schefferville: =	gratuit	
	Sept-Iles: 11,000. X 3 =	2,750.00	
	Hauterive: 18,000. X 1 ¹² =	900.00	3,650.00
	20		
3	Frais de bureau: (papeterie, affranchissement et téléphone + location de mobilier)	\$39,163 X 1	979.00
		40	
4	Frais de voyage et de séjour:		
	Hauterive - Bersimis = 75 voyages à 70 milles à 14¢ =	735.00	
	Sept-Iles -approximatif-	350.00	
	Schefferville -10 voyages Sept-Iles à 150.00	1,500.00	
	Mingan, Pointe Parent et Romaine -26 voyages à Sept-Iles =	2,340.00	
	T.S.P. -territoire	2,500.00	7,425.00



SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

EXPLICATIONS

1970-1971

EXPLICATIONS NO			
5	Entraînement au cours d'emploi:		
	Hauterive	250.	
	Sept-Iles	500.	
	Schefferville	350.	
	Basse Côte-Nord		1,100.00

8-1348

1969 (81)

1550	
110	
335	
235	
430	
320	
400	
1120	
4500	

BEST AVAILABLE COPY



BEST AVAILABLE COPY

AFFAIRES INDIENNES

(Schéma de présentation des statistiques)

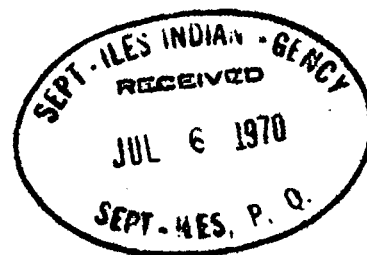
1. -

Présentation des statistiques

Nombre de cas indiens traités par le Service Social du Saguenay
à Sept-Îles et Malioténam, Bersimis et Schefferville.

Janvier 1969 à Novembre 1969

Mois	Sept-Îles et Malioténam	Bersimis	Schefferville	Total
Janvier	65	85	9	159
Février	65	30	9	104
Mars	90	28	10	128
Avril	95	27	27	149
Mai	93	39	25	157
Juin	82	39	15	136
Juillet	102	29	16	147
Août	54	38	6	98
Septembre	83	44	9	136
Octobre	105	40	13	158
Novembre	115	42	28	185
TOTAL	949	441	167	1557
Moyenne mensuelle	86.27	40.09	15.18	141.54



BEST AVAILABLE COPY

2.-

Etat de nos services à Schefferville

Il ressort du tableau précédent, une nette disproportion entre le nombre mensuel moyen de "cas" traités à Schefferville par rapport à Sept-Iles (+ Malioténam) et Bersimis. Ce décalage, toutefois, est trompeur pour plusieurs raisons dont nous n'énumérons ici que les plus frappantes.

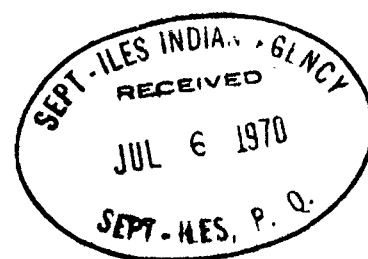
3.-

Raisons expliquant la disproportion

La raison principale tient à la nature particulière du travail effectué par notre employé à Schefferville (nouvel arrivé). Son travail est conditionné par des facteurs ethniques et culturels, par le type de services qu'on lui demande et par des facteurs d'ordre humanitaire et administratif.

- Facteurs ethniques et culturels: Notre employé est un blanc, et dans bien des cas, ses contacts avec la population indienne nécessitent la présence d'un interprète. Il en résulte une augmentation de la durée des entrevues et aussi de leur nombre. On doit compter aussi sur une complication de l'approche et des démarches d'aide causée par la présence d'une tierce personne qui peut être parente ou amie de la clientèle. Nous faisons abstraction des complications posées par des symboles et des représentations différentes qui ne manquent pas de surgir.

- Type de services: Beaucoup de consultations sont données au hasard d'une rencontre sur le territoire et ne sont pas, de ce fait, compilées dans nos statistiques. En fait, le niveau d'intervention joue aussi un rôle important dans l'explication de cette disproportion. Le plus souvent, les services de notre employé doivent s'insérer dans des activités concrètes de participation (ex: réunions sociales, entretiens informels, rencontres avec le conseil de bande, activités de sports et de loisirs, etc.). C'est une façon quasi-essentielle pour notre employé de mieux se faire connaître et accepter, en préparant ainsi le terrain à une éventuelle approche clinique ou sociale qui soit vraiment efficace et rentable. Là encore, on ne comptabilise pas le travail.



BEST AVAILABLE COPY

- Facteurs d'ordre humanitaire et administratif: L'isolement à Schefferville, si on ne veut pas qu'il dégénère en ennui, stérile, doit être rompu périodiquement par des voyages à l'extérieur. Cette nécessité est dictée en plus par des exigences administratives et professionnelles. Ces sorties, à Sept-Îles en particulier, se font deux fois par mois et prennent jusqu'à six jours du temps de l'employé. La disponibilité et le rendement de notre praticien à Schefferville n'en peuvent être que proportionnellement diminués.

4. -

Addition d'un praticien supplémentaire

Cette addition est dictée par des impératifs d'efficacité, en même temps que d'accessibilité de nos services. Nous estimons entre autres qu'une équipe d'au moins deux (2) praticiens à plus de chance d'assurer la permanence et la rentabilité des services en territoire isolé comme Schefferville. L'idée de l'équipe implique en outre une meilleure division des tâches en fonction des priorités de besoins de la population ainsi qu'une suppléance en cas d'absence à l'extérieur d'un des praticiens.

Cf. Lettre de monsieur Gaudreault, pour plus de précisions à ce sujet.



BEST AVAILABLE COPY

CONTRAT DE SERVICE INTERVENU ENTRE:

Le gouvernement du Canada, représenté par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien,

D'UNE PART

ET

Le Service Social du Saguenay

D'AUTRE PART.

En vertu du présent accord, le Service Social du Saguenay consent à assurer les services personnels et professionnels aux Indiens vivant dans les Réserves de Bersimis, Mallotenam, Schefferville et Mingan, au Québec. Ces services comprendront des interventions professionnelles (counselling) auprès des individus et des familles; des consultations auprès des administrateurs de bien-être social, ainsi que des enquêtes, si besoin est, de demandes d'assistance financière des Indiens; la protection et soins aux enfants négligés, délaissés ou délinquants; la présentation de cas à la Cour du Bien-Etre social; le placement d'adultes; toutes consultations et tous conseils donnés au comité de bien-être, aux conseils de bandes indiennes et aux Indiens mêmes, sur des questions de bien-être, d'organisation communautaire et d'action sociale.

Le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien convient de payer au Service Social du Saguenay une somme ne dépassant pas \$58,952.00 pour l'année financière allant du 01-04-1970 au 31-03-1971, afin de couvrir les dépenses engagées par le personnel à plein temps du bien-être social, les services administratifs et de secrétariat, les services du personnel professionnel de l'Agence, les frais de voyages, ainsi que les consultations de spécialistes, si besoin est.

Le Service Social du Saguenay pourra soumettre, de temps à autre, au Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien, une demande d'avance que l'Agence de Service Social affectera au coût des services décrits au premier paragraphe.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au 31-03-1971, sauf résiliation anticipée par l'une quelconque des parties, pré-avis ayant été donné à l'autre partie au moins six mois avant la date d'échéance.

Le présent accord pourra être reconduit pour l'année financière 1971-72 sur la base d'une estimation budgétaire de frais, que le Service Social du Saguenay soumettra au plus tard le 15-04-1970.

Signé pour le compte du
Service Social du Saguenay

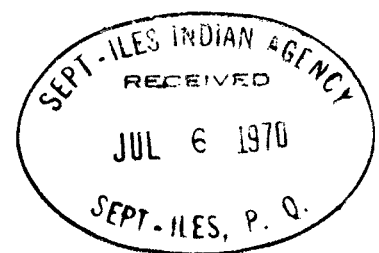
Signé pour le compte du gouvernement
du Canada

Florian Landuany
témoin

témoin

Date: 26 juin 1970

Date: _____ 000402



ANNEXE 1

Le Service Social du Saguenay

768 RUE BOSSE
HAUTERIVE, QUE.
TEL: 585-2013

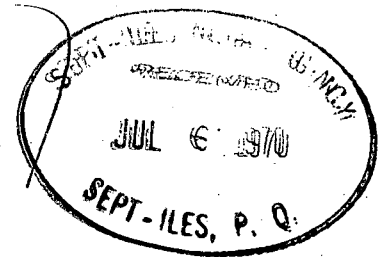
BEST AVAILABLE COPY

L e 26 février 1970.

(379/29-16-1)

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Monsieur Claude T. Blouin, t.s.p.
Ministère des Affaires Indiennes
Et du Nord Canadien
175 rue St-Jean, Ch. 100
Québec 4



SEPT-ILES
546, Dequen
TEL: 562-2576

Cher Monsieur,

HAVRE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445

Nous vous soumettons un budget de
couvrant les dépenses d'opération des services auprès des
réserves indiennes de Escoumins, Bersimis, Sept-Iles et
Maliotenam, Schefferville et Mingan.

RIVIERE ST-AUGUSTIN
Cté Duplessis

Le rapport statistique ci-joint touche les
réserves à qui nous offrons les services de notre agence.
Pour intensifier le travail auprès des Conseils de bande et
de la population indienne, nous estimons qu'il est nécessaire
d'augmenter du personnel:

- a) à Schefferville
- b) à Maliotenam.

SHEFFERVILLE
Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

L'extension des services sur la Basse Côte-
Nord pourrait se faire par une programmation de trois ans,
en commençant, en 1970-71, par la réserve de Mingan, située
à 22 milles environ de notre bureau de Havre St-Pierre, où
notre futur employé pourrait recevoir supervision et avoir
pied-à-terre. L'année suivante, l'agence débiterait ses ser-
vices à Pointe Parent et en 72-73, à la Romaine.

PORT-CARTIER
Hôtel de Ville

BEST AVAILABLE COPY

Il est entendu d'avance que si des demandes de services concrets se présentaient pour ces deux dernières réserves, que le personnel de notre filiale de Havre St-Pierre ferait le nécessaire pour y répondre.

Il peut paraître exagéré d'utiliser les services à plein temps d'un employé pour Mingan, mais nous estimons qu'il y a un travail de déblayage à faire à la base sur la réserve, soit auprès des leaders, et un travail clinique auprès de cas qui sont restés sans solution: adoption, évaluation de foyers nourriciers, aide ménagère, etc..

Si une année de services nous fait constater que ce même employé pourrait cumuler la réponse à des besoins pour Pointe Parent, nous ferons en sorte qu'il en soit ainsi.

Dans cette programmation triennale des services, les officiers de bien-être et de santé de votre Ministère nous seront d'une grande utilité, par leur connaissance de ces milieux et par la référence de cas.

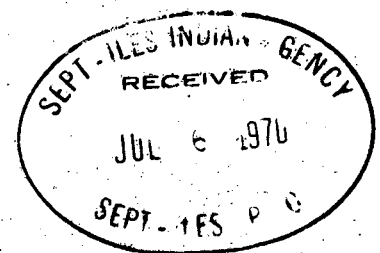
Comme nous soumettons un budget plus élevé que celui de l'année 69-70, nous attendrons une réponse pour embaucher le personnel supplémentaire demandé. Nous souhaitons une acceptation pour le premier septembre prochain; c'est ce qui explique que nous budgétions les nouveaux postes pour 7 mois d'opération. De plus, il faut tenir compte des possibilités de recrutement du personnel.

Si d'autres informations vous étaient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Le directeur général

FG/da

Florian Gaudreault
Florian Gaudreault, t.s.p..



3619 MAR 11 1970

000405

CONTRAT DE SERVICE INTERVENU ENTRE:

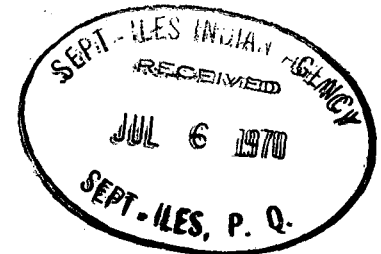
Le gouvernement du Canada, représenté par le ministère des Affaires indiennes
et du Nord canadien,

BEST AVAILABLE COPY

D'UNE PART,

ET

Le SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY



D'AUTRE PART.

En vertu du présent accord, Le Service Social du Saguenay..... consent à assurer les services personnels et professionnels aux Indiens vivant dans les réserves de Bersimis, Maliotenam, Schefferville et Mingan..., au Québec. Ces services comprendront des interventions professionnelles (counselling) auprès des individus et des familles; des consultations auprès des administrateurs de bien-être social, ainsi que des enquêtes, si besoin est, de demandes d'assistance financière des Indiens; la protection et soins aux enfants négligés, délaissés ou délinquants; la présentation de cas à la Cour du Bien-Être social; le placement d'adultes; toutes consultations et tous conseils donnés au comité de bien-être, aux conseils de bandes indiennes et aux Indiens mêmes, sur des questions de bien-être, d'organisation communautaire et d'action sociale.

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien convient de payer au Service Social du Saguenay....., une somme ne dépassant pas \$..... pour l'année financière allant du 01-04-1970..... au 31-03-1971....., afin de couvrir les dépenses engagées par le personnel à plein temps du bien-être social, les services administratifs et de secrétariat, les services du personnel professionnel de l'Agence, les frais de voyage, ainsi que les consultations de spécialistes, si besoin est.

Le Service Social du Saguenay..... pourra soumettre, de temps à autre, au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, une demande d'avance que l'Agence de Service Social affectera au coût des services décrits au premier paragraphe.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au 31-03-1971....., sauf résiliation anticipée par l'une quelconque des parties, pré-avis ayant été donné à l'autre partie au moins six mois avant la date d'échéance.

Le présent accord pourra être reconduit pour l'année financière 1971-72..... sur la base d'une estimation budgétaire de frais, que Le Service Social du Saguenay..... soumettra au plus tard le 15-04-1970.....

Signé pour le compte du
Service Social du Saguenay.....

Signé pour le compte du gouvernement
du Canada

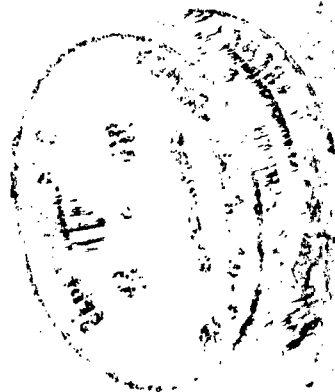
Témoin

Témoin

Date

000406

BEST AVAILABLE COPY



BEST
AVAILABLE
COPY

INDIENS PAR UNITE ADMINISTRATIVE
STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

SCHEFFERVILLE

Janvier 1969 à Décembre 1969

STATUT

ENTREES DES CAS

CAS BENEFICIANT DE SERVICES

TOTAL

PRATICIEN

global
des cas
du
praticien

des cas du praticien

Document disclosed under the Access to Information Act / Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF			TOTAL
						Faute de temps	Plan de travail	A fermer	
Janvier 69	2	2		4	2	2		4	9
Février		2		2	5		2	7	9
Mars	1			1	4		3	7	10
Avril	7	9		16	2			2	27
Mai	3	4		7	16			16	25
Juin									15
Juillet	1			1	3			3	16
Août	2			2	3			3	6
Septembre	2		2	4	5			5	9
Octobre	4			4	9			9	17
Novembre	12			12	16			16	28
TOTAL	34	17	2	53	65	2	5	72	166

X MENSUELLE

0.18

4.81

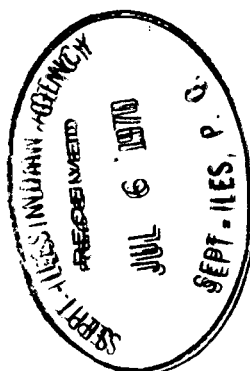
5.90

0.18

0.45

6.54

15.10



BEST AVAILABLE
COPY

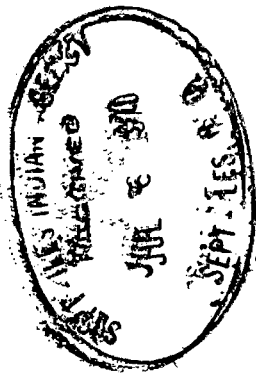
INDIENS

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

Janvier 1969 à Décembre 1969

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF			TOTAL
						faute de temps	Plan de travail	A fermer	
Janvier 69	12	3	30	45	31	6	19		56
Février	6	3		9	90		3		93
Mars	8	13	4	25	96		4		100
Avril	12	9		21	97		10	6	113
Mai	7	5		12	110		10	5	125
Juin	1			1	76		11	10	97
Juillet	7	2	25	34	22			2	24
Août	6	2	21	29	52		10	2	64
Septembre	8	1	50	59	70				70
Octobre	8			8	148			2	150
Novembre	27	1		28	131	9	2	8	150
TOTAL	102	39	130	271	923	15	69	35	1042
X MENSUELLE	9.27	3.54	11.81	24.63	83.9	1.36	6.27	3.18	94.72
									141.54

BEST AVAILABLE COPY



BEST AVAILABLE
COPY

INDIENS PAR UNITE ADMINISTRATIVE
STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

BERSIMIS

Janvier 1969 à Décembre 1969

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF			TOTAL
						Faute de temps	Plan de travail	A fermer	
Janvier 69			30	30					85
Février					27		1		30
Mars					26		1		28
Avril					26		1		27
Mai					31			2	33
Juin					18			3	21
Juillet	6	2		8	19			2	21
Août					32			2	34
Septembre					37				37
Octobre				1	37			2	39
Novembre		1		5	32			1	33
TOTAL	11	3	30	44	285		3	12	300
X MENSUELLE	1.00	0.27	2.72	4.00	25.90	0.27		1.09	27.27
									40.09

INDIENS PAR UNITE ADMINISTRATIVE
STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

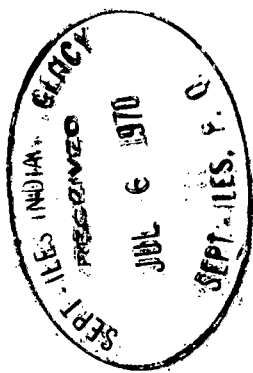
BEST
AVAILABLE
COPY

SEPT-ILES ET MALIOTENAM

Janvier 1969 à Décembre 1969

STATUT PRAICTIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIANT DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF		TOTAL	
						Faute de temps	Plan de travail		
Janvier 69	10	1		11	29	4	19	52	65
Février	6	1		7	58			58	65
Mars	7	13	4	24	66			66	90
Avril	5			5	69		9	84	95
Mai	4	1		5	63		10	76	93
Juin	1			1	58		11	76	82
Juillet			25	25					102
Août	4	2	21	27	17		10	27	54
Septembre	6	1	48	55	28			28	83
Octobre	3			3	102			102	105
Novembre	11			11	83	9	2	101	115
TOTAL	57	19	98	174	573	13	61	670	949
X MENSUELLE	5.18	1.72	8.90	15.81	52.09	1.18	5.54	60.90	86.27

BEST AVAILABLE COPY

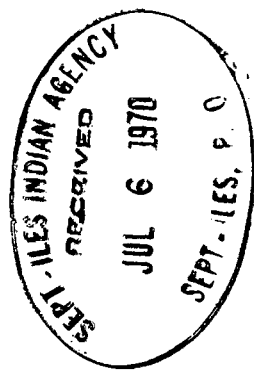


SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

SOMMAIRE DES REVENUS ET DÉPENSES

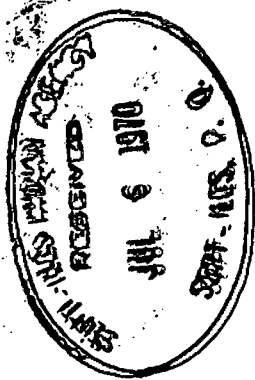
~~12~~ - 12

REGION	Budget approuvé 68-69	BUDGET APPROUVE 1969-70	BUDGET DEMANDE 1970-71	A L'USAGE DU MINISTRE	
RE CENT DU CANADA CHARTER					
BEST AVAILABLE COPY					
TOTAL DES REVENUS					
DEPENSES					
cf liste du person- nel et salaire	11,296.	19,605.	30,945.		
EMPLOI note 1	1,034.	1,292.	2,354.		
note 2	1,420.	875.	2,442.		
BUREAU note 3	2,850.	1,550.	3,158.		
VOYAGE ET AUTO note 4		2,000.	4,928.		
ENTRETIEN ET PERFECTIONNE- MENT DU PERSONNEL					
PROMOTION					
PROFESSIONNELS					
PLUSES					
Supervision note 5	5,450.	3,700.	5,500.		
Entrainement note 6	2,750.	900.	1,100.		
TOTAL DES DEPENSES	24,800.	29,922.	50,424.		
LA DETTE					
EXTRAORDINAIRES					
TOTAL DES DEPENSES					
COUT NET D'OPERATIONS	24,800.	29,922.	50,424.		



000417

BEST AVAILABLE COPY



SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

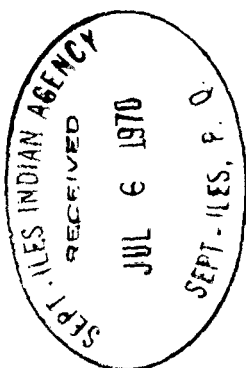
EXPLICATIONS

1970-1971

BEST AVAILABLE COPY

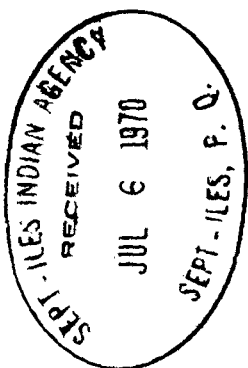
Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

EXPLICATIONS NO				
1	Bénéfices à l'emploi:			
	Fonds de pension 5% de \$32,610.00 =		1,631.00	
	Assurance-vie-maladie \$60.00/année X 5 =		300.00	
	Rentes du Québec \$84.60 X 5 =		423.00	2,354.00
2	Habitation ou location de bureau			
	Schefferville	gratuit		
	Sept-Iles: \$11,000. X 2 =		1,833.00	
	Hauterive: \$12,180. X 1 =		609.00	2,442.00
			20	
3	Frais de bureau: (papeterie, affranchissement et téléphone + location de mobilier)	\$39,163. X 1		3,158.00
			20	
4	Frais de voyage et de séjour:			
	Hauterive - Bersimis = 75 voyages à 70 milles à 14¢		735.00	
	Sept-Iles - approximatif-		350.00	
	Schefferville - 10 voyages -Sept-Iles à 150.		1,500.00	
	Mingan, Pte Parent et Romaine -26 voyages à Sept-Iles		2,340.00	4,925.00



4

BEST AVAILABLE COPY



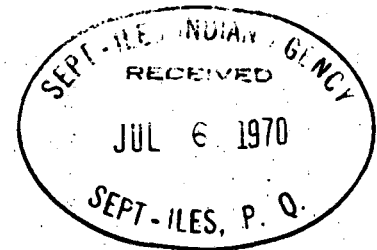
BEST AVAILABLE COPY

175, rue St-Jean, Chambre 100,
Québec 4, P.Q.

Le 3 juin 1970.

Monsieur Florian Gaudreault, t.s.p.
Service Social du Saguenay,
768, rue Bossé,
Hauterive, P.Q.

379/29-16-1 (QD2)



Cher Monsieur,

Pour faire suite à ma visite du 11 mai dernier, au cours de laquelle nous avons discuté des termes du contrat de service pour l'année fiscale 1970-71, j'aimerais souligner ici certains points sur lesquels nous sommes tombés d'accord.

Le Conseil du Trésor a l'an dernier accepté que le dit contrat de service avec votre Agence puisse être renouvelé pour l'année subséquente à un taux ne dépassant pas \$39,000.00. Si le contrat de service dépasse ce montant, il devra nécessairement apporter des éléments supportant l'augmentation du coût.

Ainsi, j'aimerais que les tableaux statistiques soient refaits pour mieux illustrer le travail qui s'est fait au niveau des différentes succursales et en plus qu'on indique les facteurs qui jouent, (par exemple Schefferville) dans l'augmentation du coût des services.

Le projet de localiser un aide social au Havre St-Pierre pour desservir la réserve de Mingan a reçu peu d'encouragement de notre personnel de Sept-Îles, qui m'a informé que le nombre de cas sociaux sur cette réserve ne supportait pas cette dépense. Je crois qu'à cette étape, il faudra reviser les termes de référence du travail de cet employé et avoir une meilleure vue des problèmes au niveau des trois réserves de la Basse côte nord.

L'aide social nécessaire pour sept mois additionnels à Schefferville et celui pour le même nombre de mois dans la localité de Sept-Îles, devra aussi être supporté plus complètement.

Donner on ?

.../2

BEST AVAILABLE COPY

- 2 -

379/29-16-1 (QD2)

3-6-70

Monsieur Florian Gaudreault, t.s.p.
Service Social du Saguenay.

Il est de plus en plus évident qu'il sera nécessaire d'intensifier les relations avec le personnel administratif de notre bureau de Sept-Iles ainsi qu'avec les administrateurs des Conseils de Bande. La réalisation de ces deux éléments ne pourra se faire, à mon avis, que par le truchement d'un coordinateur surveillant du Service Social aux Indiens dans votre région.

Je compte recevoir au cours des prochaines semaines votre projet révisé du contrat de service.

Vous remerciant de votre précieuse collaboration, je demeure,

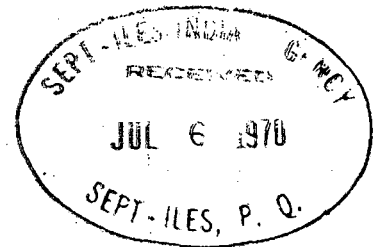
Vraiment vôtre,

Le Surveillant régional
du bien-être,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

CTB:el

C.T. Blouin



ACCORD CONCERNANT UN CONTRAT DE SERVICE ENTRE

Le gouvernement au Canada représenté par le ministère des Affaires indiennes
et du Nord canadien

ET,

D'UNE PART

Le Service social du Saguenay, Hauterive (Québec)

D'AUTRE PART

Aux termes du présent accord, le Service social du Saguenay, Hauterive, accepte d'assurer des services personnels et professionnels aux Indiens des réserves de Bersimis, Sept-Iles, Malioténam et Les Escoumins, de même qu'à ceux de l'établissement de Schefferville, au Québec. Les services comprendront des consultations particulières et des consultations familiales; des consultations avec les administrateurs du bien-être et au besoin, des enquêtes, sur l'octroi de l'assistance aux requérants; la protection et le soin des enfants négligés, à charge ou délinquants; la présentation des cas à la Cour du ^{BIEN-ÊTRE} ~~Service~~ social; le placement des adultes; les consultations avec les conseils de bande indiens et les comités de bien-être et des conseils sur les questions de bien-être et d'organisation de la collectivité.

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien accepte de payer au Service social du Saguenay, Hauterive, une somme ne devant pas excéder \$29,923.00 pour l'année financière commençant le 1^{er} avril 1969 et se terminant le 31 mars 1970, afin de couvrir les dépenses des travailleurs sociaux à plein temps, les services de secrétariat et d'administration, de même que, au besoin, les services de consultation des spécialistes. Le Service social du Saguenay pourra de temps à autre soumettre au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien une demande d'avance imputable par l'agence social sur le coût des services décrits au paragraphe I.

L'accord demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1970, à moins que l'une ou l'autre des parties n'y mette fin en avertissant l'autre partie par écrit au moins un mois avant la date d'expiration.

L'accord pourra être négocié de nouveau pour l'année financière 1970-71 d'après une estimation des dépenses soumise par le Service social du Saguenay, Hauterive (Québec) au plus tard le 1^{er} mars 1970.

Clouin Landeau
Signé au nom du Service social du
Saguenay, Hauterive (Québec)

J. J. J. J.
Signé au nom du gouvernement du
Canada

[Signature]
Témoins

[Signature]
Témoins

29 octobre 1969
Date

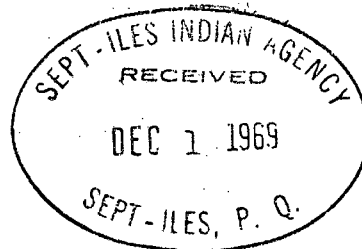
21. 11. 1969
Date

175, rue St-Jean, Chambre 100,
Québec 4, P.Q.

Monsieur Roger Boudreault, directeur
Service Social du Saguenay,
Filiale de Sept-Iles
546, rue Dequen,
Sept-Iles, P.Q.

379/29-16-1, 301/29-16
(QD2)

Le 28 novembre 1969.



RE: Politiques concernant le placement
d'enfants.

Cher Monsieur,

A l'occasion de notre téléphone concernant le cas de Jean Pilot placé à Shawinigan, j'ai souligné certaines procédures qui doivent être mises de l'avant lors du placement d'un enfant indien.

Lorsqu'un enfant est placé par une Agence de Service Social, il est important que cette dernière s'assure d'un droit de garde du dit enfant, soit par un ordre de la Cour du Bien-être Social ou une formule appropriée signée par les parents de l'enfant.

Un enfant placé pour motif de bien-être par une Agence de Service Social tombe sous la responsabilité entière de cette Agence en ce qui concerne le choix du foyer, l'orientation scolaire, le vêtement, etc...

Notre section de l'éducation n'a autorité d'intervenir dans ces cas que pour vous assurer que les coûts de scolarité non prévus à l'intérieur du per diem chargé pour cet enfant vous soient octroyés (frais de cours, transport, volumes scolaires, etc...).

Les vêtements de l'enfant sont fournis à même le per diem et le trousseau d'arrivée à même le fond commun. S'il advenait que ce fond commun ne puisse répondre à tous les frais des trousseaux d'arrivée des enfants indiens placés sous votre responsabilité, veuillez m'en aviser afin que nous puissions conclure un arrangement pour solutionner ce problème financier.

Le Ministère des Affaires Indiennes accepte les taux per diem établis par la Province, classes F-1, F-2, F-3 et F-5 suivant l'âge de l'enfant. Les taux établis parallèlement à la Province dans la classe F-4 doivent recevoir l'autorisation du Travailleur Social Régional des Affaires Indiennes et être motivée en conséquence.

BEST AVAILABLE COPY

- 2 -

379/29-16-1 & 301/29-16
(QD2)

Monsieur Roger Boudreault, directeur.

28-11-69

L'Agence de Service Social initie la formule de placement en un original et copies, lesquels sont dirigés dans tous les cas au Bureau de District des Affaires Indiennes pour autorisation financière.

Advenant qu'un cas qui est confié nécessite un placement dans une autre région, il appartient à votre Agence de conclure des arrangements avec tout autre Agence de Service Social qui surveillera le cas. Suivant votre désir, cette autre Agence pourra diriger directement ses comptes à votre Agence ou encore au Bureau local des Affaires Indiennes.


Vous remercient de votre étroite collaboration, je demeure,

Vraiment vôtre,

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin.

c.c. District de Sept-Iles. 

/cl

MEMORANDUM

CLASSIFICATION



Surveillant de District Intérimaire,
District de Sept-Iles.

YOUR FILE No.
Votre dossier
379/16-1

OUR FILE No.
Notre dossier
379/29-16-1 (QD2)

DATE

Le 27 novembre 1969.

FROM
De

Bureau Régional, Québec.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Rencontre - Service Social, Conseil
de Bande et Agence Indienne, 3 juin
1969.

J'accuse réception du rapport corrigé des minutes de la réunion
précitée.

Veuillez, s'il-vous-plaît, amender vos copies ainsi:

Page 5, paragraphe 4:

..."Le Conseil de Bande de Bersimis reçoit près de \$250,000.00
en octroi du Ministère".

Page 6, paragraphe 6:

Notez l'intervention de Monsieur Rock avant la phrase débutant
par..."De plus, on s'occupe des discussions de familles, etc...".

Page 9, paragraphe 4:

Changez "Monsieur Rock de Bersimis" pour "Mlle Thérèse Rock, repré-
sentant le Service Social."

Page 11, paragraphe 1:

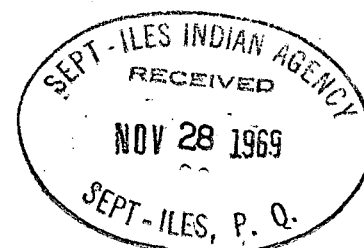
Changez le mot "pour assurance-vie" par assurance-groupe.

Vous remerciant de votre collaboration, je demeure,

Vraiment vôtre,

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

C.T. Elouin.



000428



MEMORANDUM

CLASSIFICATION

TO
A

Surintendant-en-Charge,
District de Sept-Iles.

Att'n: Mme Annette Fortin.



YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No.
Notre dossier

379/29-16-1 (QD2)

DATE

Le 8 août 1969.

FROM
De

Bureau Régional, Québec.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Contrat de Service - Service
Social du Saguenay.

Des circonstances imprévues m'ont empêché de commenter votre texte du 27 juin dernier sur le sujet précité.

Je vous inclus des copies avec amendements à la plume et d'autres qui ont été refaites dans le but de simplifier le rapport.

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

C.T. Blouin.

Pièces jointes.

2 cc. à lui. 8, 3^o oct/69

Réunion du personnel social affecté aux Affaires Indiennes avec l'Agence Indienne de Sept-Iles, les chefs de bandes et quelques représentants des Affaires Indiennes.

Date: mardi, le 3 juin, 1969

Endroit: à la salle d'étude du Pensionnat de Maliotenam

Heure : 9:30 à 12:00 et 1:00 à 18:30

Etaient présents à cette réunion, messieurs:

BACON, Salomon	: Chef de la Réserve Indienne de Bersimis
BLOUIN, C.T.	: Surveillant Régional des Programmes Sociaux, Bureau Régional - Québec.
BOUDREAULT, Roger	: Directeur de filiale de Sept-Iles, Service Social du Saguenay
FORTIN, Annette	: Secrétaire du Surveillant de District "intérimaire" - Sept-Iles
GAUDREAULT, Florian	: Directeur-général du Service Social du Saguenay
GREGOIRE, Jean-Baptiste	: Gérant de Bande - Schefferville
NEVILLE, B.	: Directeur-adjoint des Affaires communautaires Ottawa
PARADIS, Claude	: Directeur des Etudes, Agence Indienne - Sept-Iles
PAUZE, J.M.	: Surveillant de District - "intérimaire", Sept-Iles
ROBERT, Rhéal	: Assistant-Surintendant, Agence Indienne - Schefferville
ROCK, Jean-Paul	: Gérant de Bande de Bersimis
ROCK, Paul	: Administrateur de Bien-Etre, Réserve Indienne de Bersimis
ROCK, Sylvestre	: Administrateur de Bien-Etre, Réserve Indienne de Sept-Iles
ROCK, Thérèse	: Aide sociale, Service Social du Saguenay
ROSS, Mme David	: Conseillère de la Bande Indienne des Escoumins
ROSSIGNOL, Bertrand	: Travailleur social de Schefferville
TOUTANT, M.	: Officier de Bien-Etre, Agence Indienne, Sept-Iles
VOLLANT, Camil	: Aide social, Service Social du Saguenay

Un mot de bienvenue est adressé à tous les participants par monsieur C.T. Blouin qui ouvre officiellement la session. Il demande à chacun des participants de se présenter au groupe en donnant son nom, ses fonctions, sa place de travail, afin que tous et chacun participent à cette réunion de famille plutôt que politique. Chacun est invité à prendre la parole s'il le désire afin que s'établisse le dialogue désiré entre les Indiens, le personnel des Affaires Indiennes et les représentants du Service Social dans les problèmes qui préoccupent les Indiens et qui exigent des solutions pratiques.

... /

- 2 -

Monsieur B. Neville, directeur-adjoint aux Affaires Communautaires à Ottawa est présenté au groupe.

Monsieur C.T. Blouin soumet le plan général de la journée. Après un exposé sur l'organisation et les services déployés sur les réserves indiennes par le Ministère, le Service Social sera invité à exposer sa propre structure et les services qu'il rend, en général, à la population. Ces vues seront suivies de problèmes présentés par les aides-sociaux à l'oeuvre, Monsieur Camil Volland et Thérèse Rock.

Les Indiens sont invités à soumettre immédiatement d'autres points qu'ils aimeraient voir discuter au cours de la journée et MM. Claude Paradis et Maurice Toutant de l'Agence de Sept-Iles seront invités à faire un exposé de leur travail dans leur secteur propre.

Monsieur Sylvestre Rock qui représente le Chef Daniel Vachon qui assiste présentement à une réunion à Ottawa nous déclare n'avoir rien de spécial à signaler. Monsieur Jean-Baptiste Grégoire, J.P. Rock et Paul Rock respectivement de Schefferville et Bersimis auraient à présenter des problèmes particuliers au cours de cette réunion.

L'organigramme des bureaux principaux d'Ottawa du Ministère des Affaires Indiennes est exposé aux participants par Monsieur C.T. Blouin.

On sait que le Ministère est représenté au niveau de chaque province par un bureau régional sauf pour les trois provinces de l'est, i.e. le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse et l'Ile du Prince-Edouard qui ont un bureau central à Amherst.

On retrouve sensiblement au niveau régional les mêmes fonctions qui existent à Ottawa. Chaque bureau régional est subdivisé en bureaux de district lesquels ont la responsabilité d'un certain nombre de réserves indiennes. Au niveau de chaque réserve, suivant le cas, on rencontre le Conseil de Bande avec divers employés tels que gérants, administrateurs, comptables, hommes d'entretien, etc. (Voir organigramme d'Ottawa).

Monsieur R.F. Davey est en charge de l'éducation à Ottawa et le Dr. D.A. Munro, en charge de la section des affaires communautaires. Monsieur W.E. Armstrong est responsable des opérations. La section du développement économique d'Ottawa est sous la responsabilité de Monsieur Bergevin.

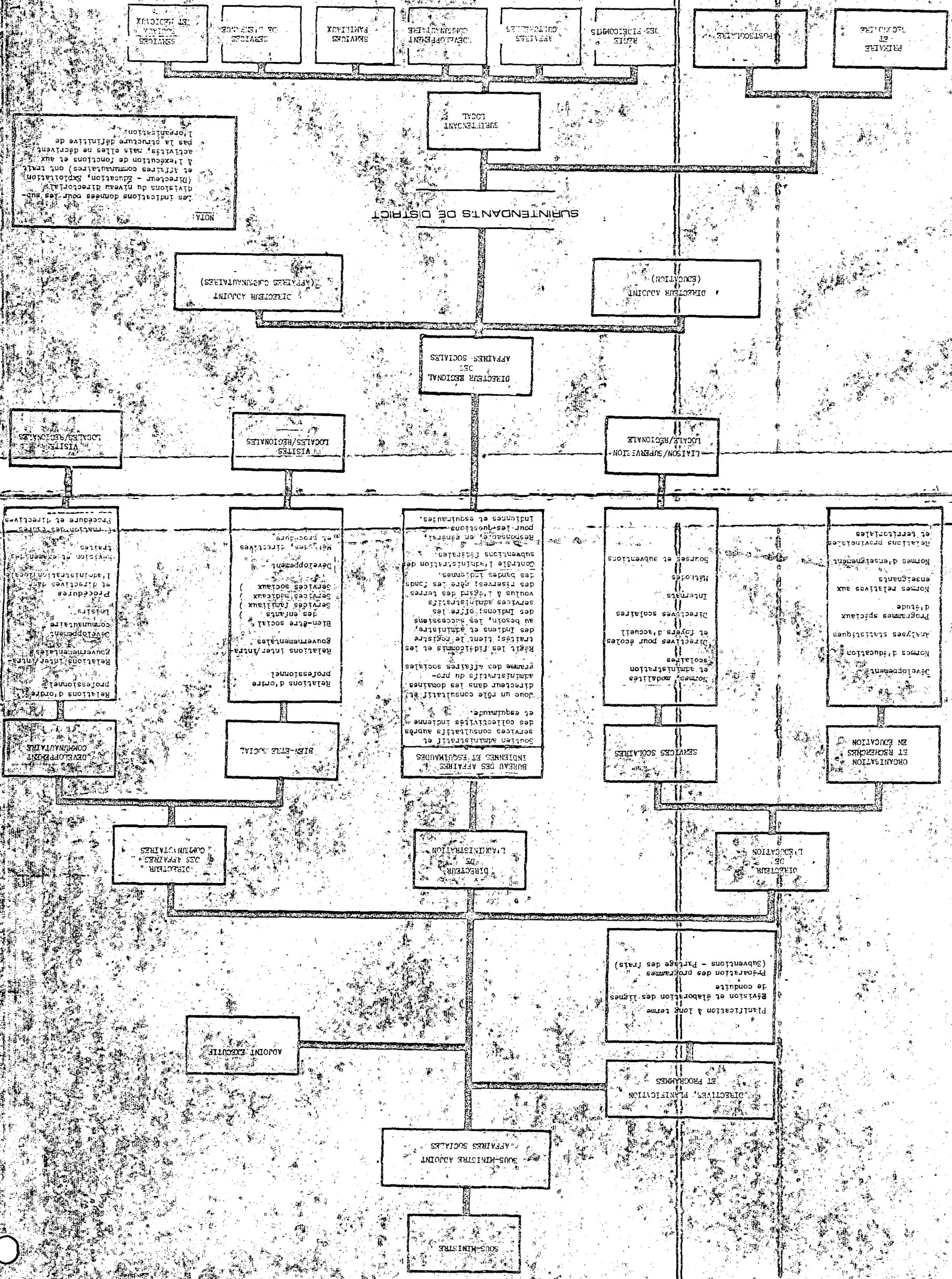
A titre d'exemple, Monsieur Claude Paradis relève de la section de l'éducation d'Ottawa et Monsieur Maurice Pauzé du directeur des opérations d'Ottawa - tous deux via Bureau régional.

La section des affaires communautaires nous intéresse plus particulièrement dans ses divisions qui comprennent:

- a. service de bien-être
- b. développement communautaire
- c. section culturelle
- d. gouvernement local

... /

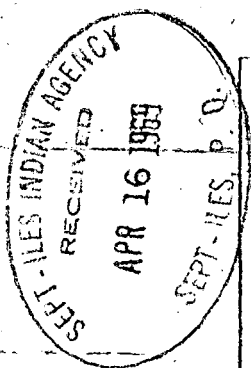
000431



BEST AVAILABLE COPY

EDUCATION SERVICES - QUEBEC REGIONAL OFFICE

ORGANIZATION CHART



Regional Superintendent
of Education
Mr. A.R. Jolicoeur

Secretary
ST 4
Miss L. Ivers

Administrative
Assistant
Mr. H. Grenier

Sup't. of Voc. Training
& Spec. Services
Mr. A. Gill

Supervisor of
Adult Education
Mr. M. St-Amant

Vocational
Counsellor
Mr. R. Demers

Supervisor of Place-
ment & Relocation
Mr. B. Dufour

Secretary
ST 4
Miss C. Dufour

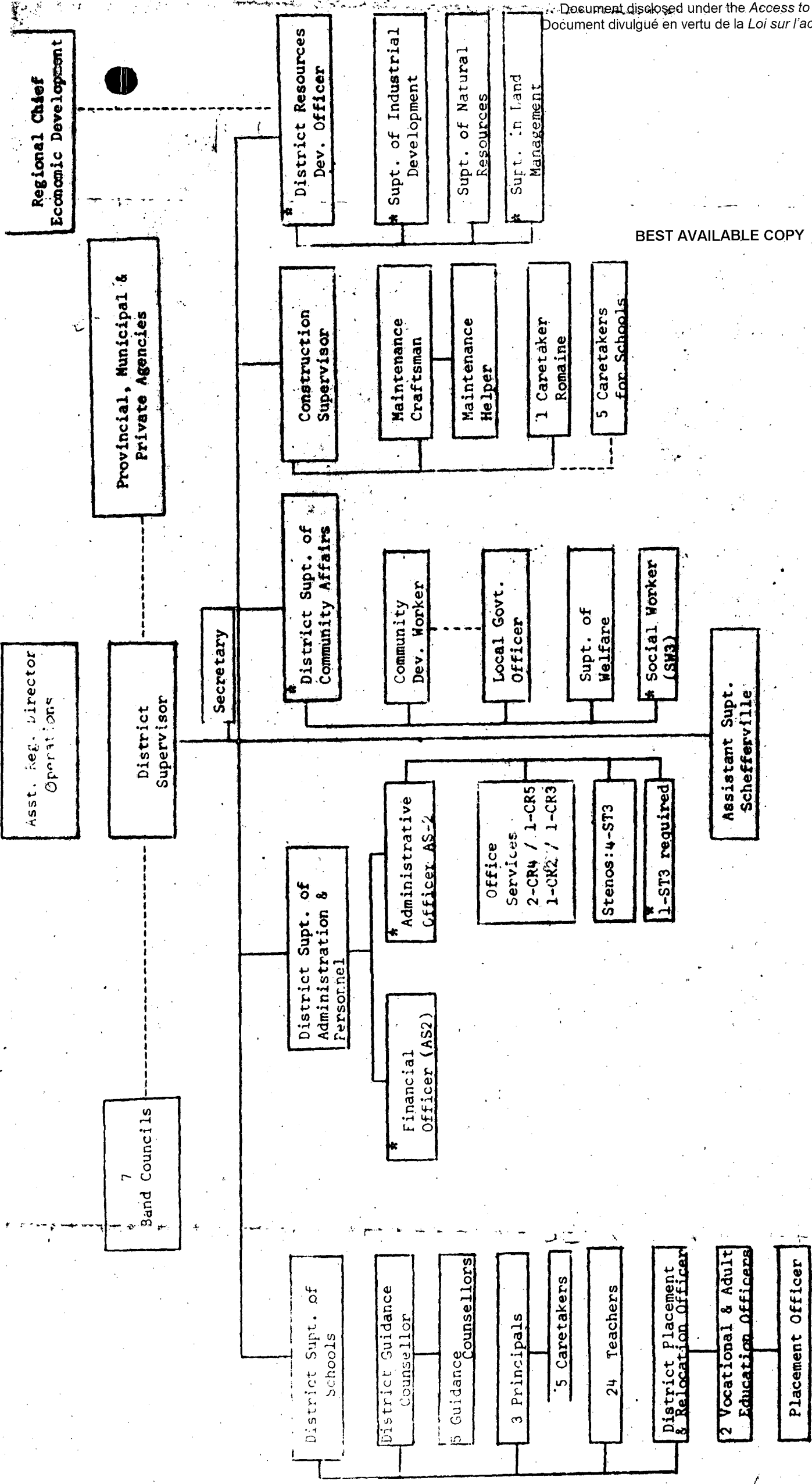
Superintendent
of Schools
Mr. V. Comeau

Language Arts
Specialist
Miss L. Monfette

Counselling
Services Officer
Mr. J. Couture

Supervisor
of Guidance
Mr. L. Poulin

Education Clerk
CR 4
Miss B. Tétreau



BEST AVAILABLE COPY

* - New Positions Required

- 3 -

Le service de bien-être comprend lui-même un service financier, un service d'assistance publique et nous y incluons les services de réhabilitation et les services sociaux professionnels.

Tous les services ci-haut énumérés ont un représentant au Bureau régional de Québec. Monsieur R.L. Boulanger est directeur général, assisté de J.J. LeVert et A.R. Jolicoeur et Mlle C. L'Heureux, respectivement en charge des affaires communautaires, de l'éducation et de l'administration. Sous la direction de J.J. LeVert, il y a L. Morisset qui s'occupe des aspects économiques et C.T. Blouin, responsable du développement communautaire avec Y. Leclerc et du bien-être avec R. Bellefeuille. Monsieur A. Nollet est l'ingénieur régional.

Monsieur J.M. Pauzé, Surveillant de district-"intérimaire" de l'Agence indienne, district de Sept-Iles, explique les fonctions de l'Agence. Il y a tout d'abord le Surveillant de district "intérimaire" qui est moi-même, A. Blouin à l'administration, Claude Paradis qui est surintendant de l'éducation, J.L.R. Paradis, surintendant du développement et Maurice Toutant, officier de bien-être. La section "éducation" comprend le secteur de la formation professionnelle, c'est-à-dire MM. R. Boulianne et P.E. Saindon, de même que le secteur du Placement confié à Jean-Marc Robert. Sept conseils de bande collaborent avec notre Agence en ce qui concerne le travail sur les réserves; des réunions sont tenues; les indiens désirent planifier leurs tâches et, avec eux, nous préparons le budget prévu pour les années à venir. Le Service du Génie est représenté à Sept-Iles par R. Nadeau et il voit à ce que nos procédures soient suivies, que le Conseil prépare une liste de priorités pour le logement et ce qu'on désire au point de vue administration, etc. etc. R. Klein, notre officier en développement communautaire, relève de C.T. Blouin de Québec, qui, normalement, devrait travailler au niveau de notre district. Monsieur Rhéal Robert est mon assistant à Schefferville. Il n'y a pas d'officier en développement pour le gouvernement local mais on s'attend à une nomination bientôt.

Claude Paradis:

Mon rôle consiste à coordonner le travail des institutrices des écoles fédérales suivantes: Bersimis, pré-maternelle à la 5^{ième} année, de même qu'à Maliotenam, Mingan, pré-maternelle et maternelle, Natashquan allant jusqu'à la 4^{ième} année et Schefferville, pré-maternelle et maternelle. Les étudiants d'un niveau plus élevé fréquentent les écoles provinciales. Là, encore, par l'entremise d'un conseil pédagogique, nous veillons à ce que ces étudiants reçoivent la meilleure éducation possible. Qu'il n'existe pas de différence entre l'enseignement qu'on leur donne et celui donné aux non-indiens. Nous avons des rencontres fréquentes avec les commissions scolaires, les gens qui y travaillent; des réunions avec les professeurs, les écoles provinciales et fédérales, afin qu'ils comprennent la mentalité indienne. Au point de vue post-scolaire et formation professionnelle, P. Saindon et R. Boulianne s'occupent des étudiants ou étudiantes qui suivent des cours en commerce, en coiffure, cours d'infirmières et, les garçons à Rivière-du-Loup apprennent différents métiers. Ils s'occupent aussi de l'éducation des

... /

- 4 -

adultes, l'éducation permanente, et, sont en relation avec le Centre de Main-d'Oeuvre et différents organismes; les cours pour adultes sont payés par les Affaires Indiennes ou le Centre de Main-d'Oeuvre.

La section du placement s'occupe de placer les étudiants qui sont prêts à travailler; on s'occupe aussi des adultes. Cette section travaille en étroite collaboration avec la formation professionnelle.

Comme conclusion, n'étant pas des spécialistes, on a besoin du Service Social et on doit savoir son fonctionnement. Qu'est-ce qu'un cas social? Qu'est-ce qu'un cas de délinquance juvénile? Nous voulons leur organiser des cours pour leur aider dans la vie. On a besoin du Service Social, et, soyez assuré de notre collaboration à 100%. Je suggérerais une réunion avec le Service Social au moins une fois par mois pour discuter d'un cas et prendre une journée pour le solutionner. Monsieur A. Blouin nous informe que Claude Paradis est responsable au niveau du district et la tâche qu'il a pourrait s'appeler "préparation des indiens". Il prend l'enfant très jeune et s'occupe de sa formation. Il y a aussi l'école secondaire avec qui on passe des contrats avec la commission scolaire. Nous avons aussi une entente avec la commission scolaire locale pour que les étudiants indiens puissent fréquenter ces écoles. Il y a aussi un contrat de passé avec l'école secondaire, les affaires indiennes et le service de placement d'étudiants qui sont prêts à travailler. Il y a aussi le service d'éducation aux adultes pour les cours du soir et même du jour pour la formation professionnelle pour cours de mécanicien, coiffure, école normale, etc. etc.

Maurice Toutant:

Il faudrait améliorer les conditions sociales sur les réserves, par exemple: logement adéquat, nourriture, chauffage, vêtement, maximum d'hygiène, etc. etc. Avoir la collaboration de divers groupes du ministère et le service de placement (service social), le ministère du bien-être et de la famille, les pensions de vieillesse, l'allocation familiale, invalides, aveugles, handicapés, etc. etc. R. Nadeau s'occupe de la construction d'où le domaine du logement; Claude Paradis s'occupe de l'assiduité dans les écoles; allocation familiale avec placement concernant les allocations de bien-être - s'assurer que tout a été fait pour le placement des indiens qui ne sont pas au travail - les assister autant que possible; avoir recours au Service Social s'il y a lieu, améliorer tout le personnel, les conditions sociales sur les réserves. Il y a pénurie de travailleuses sociales dans les réserves de Sept-Iles, Bersimis, Schefferville, La Basse Côte-Nord. Je suis le seul dans ce domaine, assisté du Service Social de Placement pour enfants. Il serait bon qu'on ait plus de personnel et répartir le travail en conséquence. J'espère que le ministère va faire un effort sur ce côté-là car le rôle est très difficile à définir, et, très lugubre parfois; on a à régler les cas de successions, etc. etc.

... /

- 5 -

Claude Paradis:

Monsieur Paradis fait rapport qu'il a eu un téléphone de Schefferville qu'un enfant n'était plus admis à l'école parce qu'il était très mal habillé, malpropre, etc., et, à moins que l'enfant ne soit mieux habillé et plus propre, il ne serait plus admis à l'école. Etant donné que l'enfant va à l'école là où il demeure, je n'ai pas le droit de donner de l'argent; ce cas est donc discuté avec M. Toutant. Monsieur Toutant dit qu'étant donné que l'enfant est de Sept-Iles, qu'il demeure à Schefferville, il faut communiquer avec Jean-Baptiste Grégoire afin qu'il fasse le nécessaire pour régler le problème. Il a fallu communiquer avec 5 personnes pour trouver la solution de ce cas.

Pour l'information du Service Social, C.T. Blouin continue en donnant les informations suivantes:

Population des Réserves

Les Escoumins	105
Bersimis	1,500
Sept-Iles	420
Maliotenam	640
Schefferville	700
Mingan	230
Natashquan	320
La Romaine	415
St-Augustin & Blanc Sablon	70

Chaque réserve est représenté par un Conseil de bande formé d'un chef et d'un nombre de conseillers par 100 de population. Le minimum est 2 conseillers et d'un maximum de 12.

Depuis un certain nombre d'années, le Fédéral a transféré certaines sommes d'argent aux conseils de bandes pour leur permettre d'administrer certains programmes; ainsi, le Conseil de bande de Bersimis reçoit près de \$250,000.00 au poste de l'assistance publique. *EN OCTROI DU MINISTRE*

Le Conseil de bande fait des règlements et administre différents services tels que routes, aqueducs, police, récréation, transport scolaire, etc. etc. Un comité scolaire existe et administre des fonds pour des activités extra-scolaires.

Le Conseil de bande peut engager différentes personnes pour voir à la bonne marche de ses services, soient: gérants de bandes, administrateurs de bien-être, secrétaires, comptables, hommes d'entretien, chauffeurs d'autobus, etc. etc. Monsieur Paul Rock, par exemple, est administrateur du bien-être pour la réserve de Bersimis et Jean-Paul Rock est gérant de la bande. Tous deux sont responsables de leurs activités au Conseil de bande de Bersimis.

... /

- 6 -

Jean-Paul Rock:

Comme gérant, je vois à ce que les argents soient bien utilisés et les livres bien tenus; on travaille étroitement avec le Conseil de bande pour l'épanouissement des affaires.

Quand le Conseil désire que le chef adopte un projet, que la majorité accepte, tout marche bien. Les plaintes sont soumises, en général, au chef et aux conseillers. Le chef parle au nom d'un groupe, au nom de la population; il parle aussi aux assemblées générales et aux réunions. Le Conseil de bande est représenté par Daniel Vachon. Lorsque les indiens veulent de l'aide, ils viennent au bureau.

Paul Rock:

Je suis administrateur du bien-être. Je m'occupe de la nourriture, du vêtement, etc. etc. J'ai des consultations avec les indiens qui viennent me demander de l'aide. Si c'est pour de la nourriture, du vêtement ou du chauffage, je demande les raisons. Le Conseil a adopté un règlement pour que le chauffage arrête au début de juin et recommence à l'automne.

B. Neville:

Si quelqu'un demande quelque chose et qu'on constate que la personne n'en a pas besoin et que celle-ci n'accepte pas le refus, qu'est-ce qu'on fait?

A ce moment-là, on consulte le Conseil et le Conseil discute avec le chef. Les règlements du ministère sont appliqués par le Conseil de bande. Il y a toujours un représentant à Sept-Iles qui nous dit comment procéder.

Monsieur Rock travaille déjà depuis 30 ans et a une grande expérience dans ce domaine.

Monsieur Blouin demande si les taux qui sont appliqués couvrent les besoins des indiens. On a répondu "NON". Ces taux couvrent à peu près 50% des besoins et, si on augmentait ces taux de \$20.00 sur ce qui nous est accordé, on serait plus à l'aise. De plus, on s'occupe des discussions de familles, de cas de séparation, du placement d'enfants au pensionnat, etc. etc. C'est Mlle Thérèse Rock qui m'assiste.

J.M. Pauzé:

On nous demande des copies de règlements sur le bien-être à appliquer dans les réserves. On ne peut faire parvenir les règlements dans les réserves tant que ceux-ci ne seront pas officiels.

Exposé du Service Social du Saguenay:

Le Service Social explique ensuite ses structures, le travail qu'il fait et il y a discussion générale sur plusieurs points. Monsieur Florian Gaudreault est le directeur du Service Social à Hauterive. Le Service

... /

- 7 -

existe depuis 1952 et est incorporé d'après une loi provinciale qui s'appelle Loi des Compagnies du Québec, lui donnant un caractère d'autonomie. La loi exige une assemblée générale composée de 5 personnes invitées à venir en assemblée générale des membres, à élire un conseil d'administration pour le Service Social du Saguenay. Le comité exécutif se composera de 20 membres qui s'occuperont de l'administration de l'Agence et de l'administration générale. Il y a un adjoint qui s'occupe du secrétariat et de la comptabilité. Les sociologues s'occupent de la recherche et des statistiques. Le bureau central est à Hauterive avec filiale à Forestville qui, à l'exception de Bersimis, couvre le territoire qui s'étend jusqu'à Tadoussac. A Sept-Iles, une autre filiale dont le directeur est M. Boudreault. Sept-Iles a des bureaux à différents endroits pour s'occuper de problèmes sociaux; à Schefferville, Havre St-Pierre, Rivière St-Augustin et Port Cartier. A Hauterive, le territoire qu'on couvre est le plus peuplé. L'administration générale est à cet endroit et le travail social se fait en collaboration avec certaines personnes du territoire.

Il y a des services à la population, services à la famille, c'est-à-dire problèmes de mésententes conjugales, troubles de ménage, etc., au niveau strictement de la famille. L'objectif de notre agence sociale est la famille. Notre but est de faire conserver l'harmonie dans les familles ou l'améliorer. Si on place un enfant, on le place temporairement afin qu'il revienne dans sa famille ou encore qu'il soit placé dans un foyer nourricier. Il y a d'autres catégories d'enfants, d'autres sortes de problèmes. Certains ont des problèmes d'apprentissage à l'intérieur de la famille, alcoolisme, concubinage, etc., et il faut que notre Service s'en occupe. On s'occupe également de tous les enfants ayant un quotient beaucoup plus bas que la normale. Il y a aussi les enfants handicapés physiquement, paralysés, souffrant de paraplégie ou d'encéphalite, etc. etc. C'est une grosse majorité de notre clientèle. On s'occupe aussi des mères célibataires, parents non-mariés et aussi à faire adopter les enfants illégitimes. Notre Service s'occupe aussi de trouver les familles qui sont en mesure d'adopter un enfant, lui donner l'affection, la nourriture et qui ont l'argent nécessaire, etc. etc., enfin, lui trouver un foyer substitut. On procure l'assistance financière à domicile dans le cas de foyers nourriciers. Nous avons vu dans les journaux que le Ministre Cloutier avait fait passer la Loi d'Aide Sociale en regroupant non seulement la Loi d'Assurance Chômage actuelle mais aussi les pensions des Mères Nécessiteuses, Loi des Aveugles, Allocations d'Invalides, etc. etc.; cette loi regroupe cet ensemble de programmes sociaux qui est une loi unique. Le Service Social du Saguenay discontinuera d'administrer ce service; c'est le gouvernement qui s'en occupera dorénavant. Les transferts se font actuellement au Ministère du Bien-Etre. Les formules sont déjà envoyées à ce Ministère. Il y a 3 bureaux locaux du Ministère du Bien-Etre pour les affaires indiennes; un bureau à Hauterive, 1 à Schefferville et 1 à Sept-Iles. Les agences sociales au Québec sont à peu près uniques. En Ontario, les agences sont connues sous le nom de "Children's Aid Societies". Pour le reste du Canada, le Service Social est rattaché au Ministère du Bien-Etre. A Québec, c'est une chose privée - 95% de son budget provient des fonds du Ministère de la Famille et du Bien-Etre du Québec. Le Service

... /

- 8 -

Social reçoit des octrois ministériels ou statutaires pour voir au coût de nos services. A Hauterive, nous commencerons bientôt à grouper les personnes qui peuvent aider des familles durant un temps limité, de 2 à 3 semaines, 1 à 3 mois ou pouvant faire du travail à plein temps, ceci pour éviter de placer les enfants dans les institutions et pouvant ainsi aider à conserver l'union dans les familles; initier la ménagère à vaquer aux soins du ménage, etc. etc. En octobre prochain, on procèdera au reclassement des assistés sociaux. On s'occupera du retour à la vie normale dans les familles, des possibilités pour les personnes d'obtenir du travail en leur faisant passer des tests au préalable et s'occuper de l'orientation sur le marché du travail pour un certain nombre de personnes vivant au crochet de l'état. Nous sommes actuellement en pourparlers avec la commission scolaire régionale afin d'instaurer un service social. Nous aurons du personnel qui s'occupera des enfants dont le rendement scolaire est diminué ou arrêté en raison de problèmes familiaux, ceci, à l'intérieur de l'école. Les personnes affectées à ce travail s'occuperont aussi des cas d'indiens. On s'occupera d'aider et d'orienter les professeurs et leur montrer comment traiter des problèmes sociaux avec les enfants indiens. On lancera des invitations à plusieurs organismes pour avoir des assemblées générales sur ce sujet, soient aux Chambres de Commerce, au Conseil de Développement, aux organismes locaux, au Club Richelieu, Chevaliers de Colomb, etc. etc. Cette fois, on invitera les chefs de bandes et les personnes s'occupant des affaires indiennes du territoire.

Actuellement, nous avons 567 enfants placés en foyers nourriciers de Tadoussac à Blanc-Sablon. 180 enfants sont dans des institutions un peu partout dans le Québec. Un certain nombre de ces enfants seront rapatriés à Hauterive. 100 personnes sont au Pavillon de la Falaise. On ajoutera un centre d'hébergement pour l'orientation et l'évaluation des enfants présentant des troubles caractériels ou pour toute autre raison; ils seront suivis par des psychiatres, médecins, et seront orientés vers un milieu adapté à leur état. \$2,800,000.00 par année sera affecté à l'assurance chômage et le placement. 567 enfants représentent un montant très important. Un enfant coûte de \$70.00 à \$72.00 par mois, en moyenne. Pour le placement d'un indien, tous les frais sont remboursés par le gouvernement fédéral.

On fait la remarque ici que l'assistance est d'environ 5 à 6 mois par année à Sept-Iles, Baie-Comeau, etc. Il y a environ un mois, on avait 4,000 personnes à assister.

69 employés font partie du Service Social à Hauterive. Il y a 10 employés à Forestville, 42 à Hauterive, 13 à Baie-Comeau et un personnel pour le travail social à Sept-Iles, Schefferville et Port Cartier. A Sept-Iles, les travailleurs sociaux sont Monsieur Boudreault, Sr Denise Peirrier, Mlles Larouche et Bazin et quelqu'autres. 44 personnes sont à notre service mais ce n'est pas suffisant. On voudrait 6 travailleurs sociaux, 10 techniciens en assistance sociale au niveau collégial; quelques-uns ont acquis une scolarité particulière par des programmes d'entraînement. 10 ont obtenu un diplôme en assistance sociale. On estime à environ 2,000 le nombre de travailleuses pour le bien-être au Québec. On ne mentionne pas ici ceux qui travaillent dans les hôpitaux, cliniques, milieu scolaire, industries, etc. etc. Si le Service Social manque de finance, il y a friction entre le Service Social du Saguenay et

- 9 -

le Ministère du Bien-Etre. Le Ministère du Bien-Etre a prévu \$20,000,000. cette année alors qu'il en faudrait \$30,000,000. pour arriver à nos fins. Il y a 45 agences du Service Social couvrant le Québec.

Monsieur Bertrand Rossignol représentant de Schefferville nous dit qu'il s'efforce à donner le plus d'assistance possible aux indiens et aux non-indiens au niveau de la famille et des époux qui sont sans travail. Nous avons des discussions avec les professeurs enseignant aux indiens, avec ceux qui sont renvoyés de l'école, des consultations avec les parents, etc. etc. Nous aidons également aux mères célibataires. Nous essayons de faire comprendre aux dirigeants que les indiens établis à Schefferville sont beaucoup plus avantagés que ceux établis sur les réserves (à environ 3 milles de la ville) et que les contacts se font plus facilement avec eux. Sur la réserve, les services d'aqueduc et d'égout sont inadéquats. Il y a 30% des familles sur la réserve qui doivent être déménagées à Schefferville.

Richard Klein s'occupe du travail communautaire. Il y a plusieurs projets d'animation en vue d'améliorer les relations "blanc-indien" à Schefferville, (mais, le Service Social ne remplace pas les parents).

Mlle Thérèse Rock
~~Monsieur Rock~~ de Bersimis et représentant le Service Social nous informe qu'il procure tous les services possibles que l'Agence offre aux indiens. Il donne les mêmes services qu'un non-indien bénéficierait auprès du Service Social. Il fait des contacts auprès de différents organismes qui peuvent aider aux personnes voulant de l'aide. L'excellente collaboration du Ministère des Affaires Indiennes facilite notre tâche, mais, il faut également la collaboration des parents; si on ne l'obtient pas, il faut avoir recours, dans certains cas, à la Cour du Bien-Etre.

Mlle Thérèse Rock dit que les foyers nourriciers sont très mal informés. Il nous faudrait de l'aide des Affaires Indiennes pour le placement des vieillards, pour animation sociale, réunions, élaboration de différents programmes, etc. etc. Nous avons à nous occuper d'un cas d'adoption qui est présentement en Cour. Les indiens devraient être plus informés sur toutes les questions qui traitent de bien-être, de l'adoption, de l'assistance, etc. etc. A. Bersimis, on a formé une association se composant de 30 femmes qui s'occupent d'activités sociales pour les indiennes.

On ajoute ici que dans les réserves de Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam et Schefferville, plusieurs enfants placés dans des foyers nourriciers retournent plus tard dans leurs familles. 25% des enfants sont placés pour raisons d'ordre physique et mental. Dans certains cas, on a besoin de soins médicaux à domicile. 20% des cas de séparation sont dus à l'alcool. 55% sont dus à la mésentente entre les parents. On place souvent un enfant parce qu'il a des problèmes personnels. Un jeune enfant est mieux dans un foyer nourricier et quand il devient plus âgé on le place dans une institution. Le Service Social vient aussi en aide pendant 2 à 3 mois pour dépanner une famille qui a subi une épreuve quelconque et on lui aide à reprendre les activités familiales normales.

... /

- 10 -

MM. Blouin et Gaudreault:

Qu'est-ce que les indiens aimeraient avoir sur les réserves et sont-ils satisfaits de ce que le Service Social du Saguenay leur offre?

Monsieur Rock de Bersimis: :

Si l'administrateur du bien-être juge que la famille n'a pas assez d'assistance, est-ce que le Service Social pourrait donner plus?

On expose ici un problème d'une femme qui reçoit la pension des mères nécessiteuses et qui vit en concubinage (ici, la discussion va bon train en ce qui regarde ce problème) et des conseils sont donnés à monsieur Rock.

Ici, Madame David Ross des Escoumins explique sa situation. Elle dit être éligible à une pension des mères nécessiteuses et que son garçon, à venir jusqu'à date, lui donnait son chèque de paye. On lui demande pourquoi elle n'a pas demandé du secours avant. Elle répond que son garçon se marie et qu'il ne pourra plus continuer à lui donner son chèque de paye comme il le faisait auparavant. Elle dit que le Service Social et les Affaires Indiennes lui ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire de plus. Elle a rempli la formule pour la pension des mères nécessiteuses mais on n'a pas augmenté sa pension. Elle reçoit présentement \$130.00 par mois et elle a 4 enfants qui vont à l'école et elle reçoit \$22.00 d'allocation pour son mari invalide. On lui a suggéré de soumettre une nouvelle demande pour surplus et de la soumettre à monsieur Blouin.

Monsieur Blouin explique ensuite la taux du "relief". Une épouse ou personne de 18 ans et plus reçoit \$20.00 par mois si elle vit avec le chef de famille. Un adulte seul, chef de famille, reçoit \$30.00 par mois pour la nourriture. Toute personne en bas de 18 ans reçoit \$15.00 par mois et à compter du 8ième dépendant, \$10.00 par mois. On accorde \$5.00 par personne pour le vêtement. En ce qui concerne le chauffage, il y a des maisons qui coûtent \$25.00, \$18.00 et \$12.00 selon le cas.

Monsieur M. Toutant:

Il serait bon d'affecter plus de personnel dans les réserves de Schefferville, Bersimis, Sept-Iles et Maliotenam. Il n'y a pas assez de travailleurs sociaux pour répondre aux besoins concernant le placement. Référer tous les cas au Service Social qui va s'en occuper. On place souvent l'enfant mais on ne s'occupe pas de la famille. Le Service Social ne connaît pas les besoins des réserves. Il devrait y avoir un bureau de ce Service sur chacune des réserves afin de pouvoir aller dans les familles indiennes et faire des contacts avec les chefs de bandes et du surveillant de district. "intérimaire" des Affaires Indiennes, monsieur J.M. Pauzé, indépendamment des réserves.

... /

- 11 -

Contrat de Service:

On a présentement de 15 à 30 cas de problèmes sociaux auxquels il nous faut trouver une solution. En quatre ans, on s'est acquis des professionnels en plus grand nombre. On paye actuellement en salaire pour les réserves de Bersimis, Schefferville, Sept-Iles et Maliotenam, une somme d'environ \$17,000.00; pour comptables et secrétaires, \$2,400.00 de plus; pour assurance ~~général~~, assurance-maladie, régime de rentes, \$875.00; pour les bureaux, timbres, téléphones, longues distances auxquels il nous faudrait ajouter des filières, dactylos, pupitres, chaises, etc. \$350.00 et on pourvoit aux frais de voyages et de transport. On engage des professionnels en supplément pour consultation. On prévoit \$3,700.00 dans le budget pour entraînement du personnel social. On trouve que le budget soumis est raisonnable.

Ici, on s'adresse tout spécialement aux représentants des indiens des réserves. Lorsque vous avez besoin de consultation sur des problèmes sociaux, que vous avez quelques difficultés, il serait bon d'avoir une réunion par mois avec MM. Toutant et Paradis pour faciliter le travail qu'il y aurait à faire et apporter une solution à vos problèmes. Demander aussi aux conseils de bandes de discuter de vos problèmes au moins une fois par mois avec le Service Social et les Affaires Indiennes. L'Association qu'on a formée à Bersimis nous donne un excellent exemple. Un comité peut être formé sur chaque réserve afin d'essayer de résoudre vos difficultés et ce comité peut apporter des solutions à vos problèmes. Il nous faut également augmenter le budget destiné à la réhabilitation des indiens handicapés. Un contrat de service peut être passé à cet effet. Il faudra également améliorer le service des loisirs sur toutes les réserves.

Monsieur Boudreault du Service Social nous dit qu'il constate beaucoup de perte de temps auprès des 2 populations en ce qui regarde le travail sur un cas; il faudrait travailler sur l'organisation communautaire, termes de loisirs, consultation budgétaire, aide à la mère, organisation de son foyer, etc. etc.; si on pouvait aider l'ensemble de la population, on aurait moins de cas individuels.

L'effort du côté de Bersimis pour former des groupes est un parfait exemple. D'après le rapport de monsieur Rossignol de Schefferville, exposer la situation de chaque réserve. A Maliotenam, on trouve qu'il nous faut intervenir et donner priorité au niveau groupe comme groupe social. Il faut beaucoup de collaboration des conseils de bandes, agence indienne, etc. Dans les tiroirs de MM. Rossignol et Vollant, on trouve un paquet de plans pour améliorer les réserves. Un comité doit être formé à Bersimis pour la réalisation de tout ceci, mais, ça prend des ressources en personnel, organisation et un certain temps pour mettre le tout en marche. Il y a beaucoup de choses qui ne plairont pas aux chefs de bandes, aux conseillers, aux surintendants, parce que ça va déranger certaines routines, etc. etc. Si on parvient à créer tout ceci, on connaîtra plus facilement les problèmes des indiens et on pourra discuter plus

... /

- 12 -

aisément des moyens à prendre pour en venir à des solutions pratiques. Du côté population blanche, des choses vont être mises à jour et ça va faire mal à certains capitalistes, en d'autres termes, à certaines gens qui exploitent les pauvres. Le Conseil économique du Canada a démontré qu'on exploitait les indiens, mais, ce problème va être étudié.

Monsieur C.T. Blouin remercie monsieur B. Neville d'Ottawa d'avoir assisté à cette réunion, le personnel représentant les affaires indiennes, les chefs de bandes, et, toutes les personnes représentant la population en général sur les réserves.

Monsieur Neville dit qu'il est venu pour apprendre et écouter plus que pour participer aux discussions. Je suis un peu nouveau dans le Ministère des Affaires Indiennes et j'apprends moi-même les problèmes des indiens. Si je peux vous aider dans vos difficultés par les moyens que disposent les Affaires Indiennes à Ottawa, je serai très heureux de le faire. Je remercie monsieur Blouin de m'avoir invité ici.

apf/



ACTION REQUEST - FICHE DE SERVICE

GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

FILE NO.—DOSSIER N°

DATE

379/16-1

30 oct./69

TO—À

M. C.T. Blouin,
Bureau Régional - Québec

FROM—DE

Agence Indienne - Sept-Iles



PLEASE CALL
PRIÈRE D'APPELER

TEL. NO.—N° TEL.

EXTENSION—POSTE



WANTS TO SEE YOU
DÉSIRE VOUS VOIR

DATE

TIME—HEURE



WILL CALL AGAIN
DOIT RAPPELER



ACTION
DONNER SUITE



APPROVAL
APPROBATION



COMMENTS
COMMENTAIRES



DRAFT REPLY
PROJET DE RÉPONSE



MAKE
FAIRECOPIES



NOTE AND FILE
NOTER ET CLASSER



NOTE & RETURN
NOTER ET RETOURNER



NOTE & FORWARD
NOTER ET FAIRE SUIVRE

Suite à votre lettre du 8 août/69. Pour votre
gouverne, 2 copies du rapport avec les correc-
tions que vous y avez apportées.

cc fjs
pour/J.M. Pauzé, Surveillant de District "int."

CALL RECEIVED BY
MESSAGE REÇU PAR

TIME
HEURE

000445

DEPARTMENT OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT

Le Service Social du Régiment
7768 rue Desaf, 700.

services donnés à la population indienne pour les mois d'avril 1969 à octobre 1969.

PAYMENT VOUCHER

RESPONSIBILITY CENTRE

FILE NO.

95-52/615

PURCHASE ORDER NO.

379/504-1108

copy attached

[illegible]

Requisitioned pursuant to Section 31 of the Financial Administration Act; and approved for payment subject to certification under Section 32 of the Financial Administration Act.

Certified pursuant to Section 32 of the Financial Administration Act, No. item
this account has been previously certified.

DATE _____

AUTHORIZED OFFICER

DATE _____

AUTHORIZED OFFICER

24 26-10-1969

FOR TREASURY USE ONLY

AUDITED

APPROVED

CHEQUE NO.

000446

FILE NO.

BEST AVAILABLE COPY

Le Service Social du Saguenay

768 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

Hauterive, 22 octobre 1969

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Ministère des Affaires Indiennes
700 Laure, Suite 19
Sept-Iles, Cté Duplessis

SEPT-ILES
546, Duquen
TEL: 962-2578

Att.: J.M. Pause, surintendant.

Doit à

HAVRE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445

LE SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
768, rue Bossé, Hauterive, P.Q.

RIVIERE ST-AUGUSTIN
Cté Duplessis

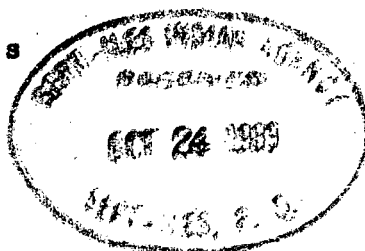
Services donnés à la population indienne pour les mois d'avril 1969
à octobre 1969 inclusivement.

SHEFFERVILLE
Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

Hauterive	7 mois à 796.82	5,577.74
Sept-Iles	7 mois à 900.65	6,304.55
Schefferville	7 mois à 796.07	5,572.49
		<hr/> 17,454.78

PORT-CARTIER
Hôtel de Ville

MB/js



Marc Belzile
Mercier Belzile, Adm. A. Contrôleur.

32 1/2 5-76



The Honorable the Treasury Board
L'honorable Conseil du Trésor

Indian Affairs and
Northern Development

Department - Ministère

PA

379/29-1

File - Dossier

691263

T.B. Number - C.T. N°

JUL 31 1969

SUBJECT: AUTHORITY TO ENTER INTO A SERVICE CONTRACT

PROPOSAL: To make available social welfare services to Indian individuals and families living on Bersimis, Sept-Iles, Malioténam and Escoumins Reserves and in the community of Schefferville by entering into a contract with the Service Social du Saguenay, for the period April 1, 1969 to March 31, 1970 and by annual renewal of the contract beginning April 1, 1970.

COST: April 1, 1969 to March 31, 1970 - \$29,923.00.
In subsequent years, in an amount determined on estimates submitted by the agency not to exceed \$39,000 per annum.

CHARGEABLE
TO: Vote 5, Administration, Operation and Maintenance.

REMARKS: Le Service Social du Saguenay agrees to provide personal and professional services to the Indian population of Bersimis, Sept-Iles, Malioténam and Escoumins Reserves and in the community of Schefferville. Experience for the calendar year indicates that the annual case load is approximately 1300 cases. The services include individual and family counselling, consultation with welfare administrators and investigation of circumstances of relief applicants, protection and care of dependent and neglected children, presentation of cases to the Social Welfare Court, consultation and advice on welfare matters and community organization to Indian Band Councils and Committees.

The agency agrees to provide a welfare worker to devote full time to serving Indian people at each of the following locations: Hauterive, Sept-Iles and Schefferville. Salaries, travel, professional supervision, administrative and clerical services, office accommodation, equipment and supplies are included in the Departmental cost quoted above. Similar services are not available from any other agency or from the province.

The contract makes provision for payment of advances on a quarterly basis.

TRÉSORIER
TREASURY BOARD

Certified
to be a true copy of a
minute of a Meeting of the
Treasury Board on

Cette certifie
être une copie exacte d'un
procès-verbal d'une séance du Conseil du
Trésor le

3 JUL 69

Date

P. P. [Signature]
Comptroller

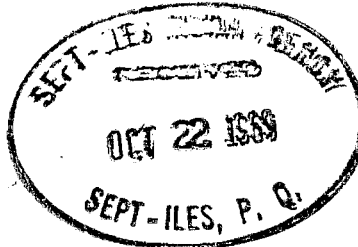
BEST AVAILABLE COPY

175, rue St-Jean, Chambre 100,
Québec 4, P.Q.

e.v
MT
M
Service Social du Saguenay
Monsieur Florian Gaudreault, directeur
768, rue Bossé
Hauterive, P.Q.

379/29-16-1 (QD2)

Le 21 octobre 1969.



Cher monsieur,

Veillez trouver ci-inclus le contrat de service dont les termes, après revision par Ottawa ont été légèrement amendés surtout à l'espace requis à la signature par nos Quartiers Généraux.

Veillez s'il-vous-plaît me retourner les copies ci-incluses dûment signées qui vous parviendront re-signées par nos autorités d'Ottawa d'ici quelques jours.

Veillez noter que le contrat a été dûment approuvé pour la période du 1 avril 1969 au 31 mars 1970 pour une somme globale de \$29,923.00.

Vous pouvez dès maintenant envoyer vos comptes pour les services rendus au Surintendant de l'agence de Sept-Iles.

Bien à vous,

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

Att'n: Surveillant de District Intérimaire,
District de Sept-Iles.

Pour votre information.

C.T. Blouin.

Pièces jointes.

c.c. Sept-Iles District.
/el

P/Le Surveillant Rég. des Prog. Sociaux,
C.T. Blouin.

21-10-69 /el



The Honorable the Treasury Board
L'honorable Conseil du Trésor

Indian Affairs and
Northern Development

Department - Ministère

Handwritten initials

379/29-1

File - Dossier

691363

T.B. Number - C.T. No

~~JUL 31 1969~~

SUBJECT: AUTHORITY TO ENTER INTO A SERVICE CONTRACT

PROPOSAL: To make available social welfare services to Indian individuals and families living on Bersimis, Sept-Iles, Maloténam and Escoumins Reserves and in the community of Schefferville by entering into a contract with the Service Social du Saguenay, for the period April 1, 1969 to March 31, 1970 and by annual renewal of the contract beginning April 1, 1970.

COST: April 1, 1969 to March 31, 1970 - \$29,923.00.
In subsequent years, in an amount determined on estimates submitted by the agency not to exceed \$39,000 per annum.

CHARGEABLE
TO:

Vote 5, Administration, Operation and Maintenance.

REMARKS:

Le Service Social du Saguenay agrees to provide personal and professional services to the Indian population of Bersimis, Sept-Iles, Maloténam and Escoumins Reserves and in the community of Schefferville. Experience for the calendar year indicates that the annual case load is approximately 1300 cases. The services include individual and family counselling, consultation with welfare administrators and investigation of circumstances of relief applicants, protection and care of dependent and neglected children, presentation of cases to the Social Welfare Court, consultation and advice on welfare matters and community organization to Indian Band Councils and Committees.

The agency agrees to provide a welfare worker to devote full time to serving Indian people at each of the following locations: Hauterive, Sept-Iles and Schefferville. Salaries, travel, professional supervision, administrative and clerical services, office accommodation, equipment and supplies are included in the Departmental cost quoted above. Similar services are not available from any other agency or from the province.

The contract makes provision for payment of advances on a quarterly basis.

THE TREASURY BOARD
LE CONSEIL DU TRÉSOR

Certified
to be a true copy of a
minute of a meeting of the
Treasury Board or

Copie certifiée
être une véritable copie
d'une séance du Conseil du
Trésor

31X 69

File

Handwritten signature

BEST AVAILABLE COPY



The Honorable the Treasury Board
L'honorable Conseil du Trésor

Indian Affairs and
Northern Development

Department - Ministère

[Signature]

379/29-1

File - Dossier

691363
T.B. Number - C.T. N°

~~JUL 31 1969~~

SUBJECT: AUTHORITY TO ENTER INTO A SERVICE CONTRACT

PROPOSAL: To make available social welfare services to Indian individuals and families living on Bersimis, Sept-Iles, Malioténam and Escoumins Reserves and in the community of Schefferville by entering into a contract with the Service Social du Saguenay, for the period April 1, 1969 to March 31, 1970 and by annual renewal of the contract beginning April 1, 1970.

COST: April 1, 1969 to March 31, 1970 - \$29,923.00.
In subsequent years, in an amount determined on estimates submitted by the agency not to exceed \$39,000 per annum.

CHARGEABLE TO: Vote 5, Administration, Operation and Maintenance.

REMARKS: Le Service Social du Saguenay agrees to provide personal and professional services to the Indian population of Bersimis, Sept-Iles, Malioténam and Escoumins Reserves and in the community of Schefferville. Experience for the calendar year indicates that the annual case load is approximately 1300 cases. The services include individual and family counselling, consultation with welfare administrators and investigation of circumstances of relief applicants, protection and care of dependent and neglected children, presentation of cases to the Social Welfare Court, consultation and advice on welfare matters and community organization to Indian Band Councils and Committees.

The agency agrees to provide a welfare worker to devote full time to serving Indian people at each of the following locations: Hauterive, Sept-Iles and Schefferville. Salaries, travel, professional supervision, administrative and clerical services, office accommodation, equipment and supplies are included in the Departmental cost quoted above. Similar services are not available from any other agency or from the province.

The contract makes provision for payment of advances on a quarterly basis.

BY THE
TREASURY BOARD

PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR

Certified
to be a true copy of a
Minute of a Meeting of the
Treasury Board or

Copie conforme
d'un extrait du procès-verbal
d'une réunion du Conseil du
Trésor

3 IX 69

Date

[Signature]
Secretary - Secrétaire

MEMORANDUM

CLASSIFICATION

TO
ASurveillant de District Intérimaire,
District de Sept-Iles.YOUR FILE No.
Votre dossierAtt'n: Monsieur B. Vien,
Conseiller d'emploi.OUR FILE No.
Notre dossier

371/29-16-1 (QD2)

DATE

Le 9 septembre 1969.

FROM
De

Bureau Régional, Québec.

FOLD

SUBJECT
SujetAide-Social, Service Social de
l'Ouest Québécois Inc. Région
du Témiscamingue.

La lettre ci-incluse se passe de commentaire. Si vous avez quelques candidats ayant un minimum d'une llième année, ayant un sens social développé et intéressé à travailler comme aide de cas à Ville-Marie, j'apprécieraais en être informé.

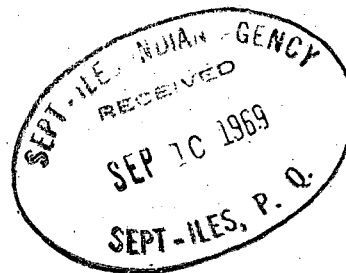
La succursale du Service Social de l'Ouest Québécois est située à Ville-Marie et l'aide social indien aura à visiter les réserves et les établissements indiens de Kipawa, de Winneway et de Notre-Dame-du-Nord.

La connaissance de l'anglais et du français est nécessaire. Toutefois, un manque d'une de ces deux langues pourra être compensé par des cours et un entraînement dans un milieu approprié.

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

C.T. Blouin.

Pièce jointe.



Le Service Social de l'Ouest Québécois Inc.

Services à la Famille et à l'Enfance et Service d'Adoption

282, 1ère Avenue Est Amos, Qué. Tél. 732-3244

Amos, le 3 septembre 1969.

M. Claude Plouin,
Département des Affaires Indiennes,
175, rue St-Jean,
Chambre 100,
Québec 4, P.Q.

Cher Monsieur,

La présente est pour vous aviser que nous avons dû remercier M. John Grant du bureau de Ville-Marie de ses services à compter du 19 septembre prochain.

Nous tentons actuellement d'engager un nouvel employé, ce qui n'est pas facile comme vous le savez dans la région. En attendant, il nous sera impossible de donner les services aux réserves du Témiscamingue comme nous l'avions prévu et c'est à notre grand regret.

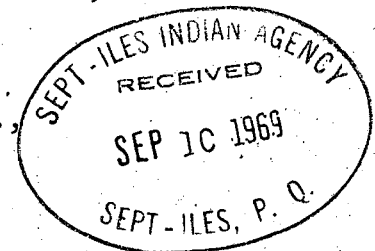
Si vous aviez des candidats intéressants à nous suggérer pour ce poste, nous apprécierions grandement cette collaboration.

Veuillez croire que nous ferons tout en notre possible pour donner des services au plus tôt au Témiscamingue.

Bien vôtre,

LE SERVICE SOCIAL DE L'OUEST QUEBECOIS INC.,

Gilbert Gagnon
GILBERT GAGNON, T.S.P.,
Directeur général,



Copie: M. Jean Bourrassa,
Département des Affaires Indiennes,
Bureau de Val d'Or.

12616 SEP 463

BEST AVAILABLE COPY

Le Surveillant Régional des
Programmes Sociaux,
Bureau Régional - Québec

379/29-16 (QD2)

379/20-16

Affaires Indiennes
District de Sept-Iles

le 27 juin, 1969

Contrat de Service -
Service Social du Saguenay

Suite à votre lettre du 5 juin dernier.

Sous même pli, un original et une copie du brouillon de la réunion du 3 juin relativement au sujet précité. Vous pourrez garder cet original et me retourner la copie avec vos corrections, additions ou suppressions, s'il y a lieu. Sur réception de cette copie dûment corrigée, je vous ferai parvenir aussitôt que possible le travail final à simple espace à moins d'avis contraire.

J'ajoute à la présente l'organigramme de notre Agence de Sept-Iles révisé tout dernièrement. J'apprécierais beaucoup que vous ajoutiez à ce brouillon l'organigramme du Bureau Régional - Québec car je n'ai pu trouver ici que l'organigramme se rapportant à l'éducation. Il serait bon que vous nous en faisiez parvenir une copie pour notre gouverneur et celui d'Ottawa également.

Espérant le tout à votre entière satisfaction et dans l'espoir de vous lire sous peu, je vous prie de me croire,

votre bien dévouée,



pour/le Surintendant-en-charge,
J.M. PAUZÉ,
District de Sept-Iles

JMF/apf
incl. 2

BEST AVAILABLE COPY

B R O U I L L O N

Page 1

Réunion du personnel social affecté aux Affaires Indiennes avec l'Agence Indienne de Sept-Iles, les chefs de bande et quelques représentants des Affaires Indiennes.

Date : mardi, le 3 juin, 1969

Endroit: à la salle d'étude du Pensionnat de Maliotenam

Heure : 9:30 à 12:00 et 1:00 à 18:30

Etaient présents à cette réunion, messieurs:

BACON, Salomon	: Chef de la Réserve Indienne de Bersimis
BLOUIN, C.T.	: Surveillant Régional des Programmes Sociaux, Bureau Régional, Québec.
BOUDREAULT, Roger	: Surintendant du Service Social de Sept-Iles
FORTIN, Annette	; Secrétaire du Surintendant-en-charge, Agence Indienne Sept-Iles.
GAUDREAULT, Florian	: Directeur-général du Service Social du Saguenay
GREGOIRE, Jean-Baptiste	: Gérant de Bande, Schefferville
NEVILLE, Bud	: Directeur-adjoint des Affaires communautaires, Ottawa
PARADIS, Claude	: Directeur des Etudes, Agence Indienne, Sept-Iles
PAUZE, J.M.	: Surintendant-en-charge, Agence Indienne, Sept-Iles
ROBERT, Rhéal	: Assistant-Surintendant, Agence Indienne, Schefferville
ROCK, Jean-Paul	: Gérant de Bande de Bersimis
ROCK, Paul	: Administrateur de Bien-Etre, Réserve Indienne de Bersimis
ROCK, Sylvestre	: Administrateur de Bien-Etre, Réserve Indienne de Sept-Iles
ROCK, Thérèse	: Travailleuse sociale de Hauterive
ROSS, Mme David	: Conseillère de la Bande Indienne des Escoumins
ROSSIGNOL, Bertrand	: Travailleur social de Schefferville
TOUTANT, M.	: Officier de Bien-Etre, Agence Indienne, Sept-Iles
VOLLANT, Camil	: Assistant-travailleur social à Sept-Iles

BEST AVAILABLE COPY

Page 2

Monsieur C.T. Blouin adresse un mot de bienvenue à l'assistance et demande à chacun des membres de se présenter, de donner sa fonction et de dire pour qui il travaille. Monsieur Blouin continue en disant que ce n'était pas une réunion politique mais bien une réunion de famille. Chacun pourra adresser la parole s'il le désire. On veut donner la chance à tous les indiens des réserves de discuter avec le personnel des Affaires Indiennes, les représentants du Service Social, des problèmes qui les préoccupent le plus et essayer de trouver des solutions pratiques pouvant leur aider et leur rendre la tâche plus facile.

Monsieur Bud Neville, directeur-adjoint des Affaires Communautaires d'Ottawa est parmi nous ainsi que les représentants des conseils de bande de différentes réserves.

Agenda: De quoi va-t-on parler?

En tout premier lieu, monsieur Roger Boudreault du Service Social va vous donner un exposé démontrant la structure de son service, le genre de personnel s'y rattachant et comment le Service Social rend service à la population indienne et le travail qui se fait auprès des indiens. C'est exposé terminé, on vous dira ensuite qu'est-ce qu'on peut faire de plus, une fois que vous nous aurez exposé vos problèmes et comment le département des Affaires Indiennes travaille en collaboration avec le Service Social. Lorsque vous voudrez adresser la parole, soyez bien à l'aise. S'il y a d'autres sujets qui ne sont pas mentionnés sur l'Agenda et que vous aimeriez discuter, veuillez nous en faire part. Etant donné que tous les représentants de l'Agence Indienne sont ici, je demanderais à messieurs Claude Paradis et M. Toutant d'exposer le travail qu'ils ont à accomplir et pour comprendre plus clairement les programmes à discuter.

... /

000456

BEST AVAILABLE COPY

Page 3

Monsieur Sylvestre Rock, représentant le Chef Daniel Vachon, n'avait rien de spécial. Monsieur Jean-Baptiste Grégoire, gérant de bande à Schefferville déclare qu'il avait certains problèmes à discuter. Monsieur Jean-Paul et Monsieur Paul Rock déclarent avoir certains problèmes, entr'autre, un très difficile à résoudre.

Monsieur C.T. Blouin explique ensuite au tableau que le département des Affaires Indiennes à ses bureaux principaux à Ottawa et, pour faciliter leur travail, le département a installé un bureau régional par province, soit: à Vancouver, Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Ontario, Province de Québec, Provinces Maritimes, l'Ile du Prince-Edouard, le Nouveau-Brunswick etc.etc. Ces bureaux représentent les fonctions d'Ottawa. Dans la Province de Québec on a, en plus du bureau régional à Québec, le bureau de district, soit l'Agence des Affaires Indiennes à Sept-Iles dont le surintendant-en-charge est monsieur J.M. Pauzé, et, le district comprend un certain nombre de réserves se composant d'un conseil de bande, gérant de bande, administrateur et officier de bien-être ayant différentes tâches, soit un représentant de police, un représentant pour service d'aqueduc et d'égout, etc. etc.

La structure: bureau-chef à Ottawa, bureau régional à Québec, bureau de district et réserves. Nous incluons un organigramme pour plus de renseignement. (Je demanderai plus tard à monsieur Pauzé d'expliquer les différents services.) A Ottawa, il y a trois sections principales, soient: les Affaires Sociales, Conservation (des parcs) et le Développement Economique, mais, seulement deux sections intéressent les affaires indiennes 1) les affaires sociales et 2) le développement économique. Les affaires sociales ont donc 2 divisions: l'éducation et les affaires communautaires. Ces 2 divisions se consultent mutuellement pour assurer la bonne marche de ces 2 opérations.

BEST AVAILABLE COPY

Page 4

Monsieur R.F. Davey s'occupe de l'éducation et le Dr. D.A. Munro est le directeur des Affaires Communautaires à Ottawa. Monsieur W.E. Armstrong est en charge des opérations à Ottawa.

Le développement économique à Ottawa a 2 secteurs dont un est administré par monsieur Bergevin. Les fonctions de monsieur Claude Paradis de Sept-Iles relèvent donc de monsieur Davey. Les fonctions de monsieur Pauzé relèvent donc de monsieur Armstrong au niveau du district de Sept-Iles.

Les Affaires communautaires à Ottawa se divisent en plusieurs sections:

1. Service de Bien-Etre
2. Développement communautaire (animation sociale)
3. Département culturel
4. Logement
5. Gouvernement local. (ceci est nouveau). C'est une section qui encourage la formation des organismes administratifs, qui ressemble, par exemple, à un conseil de ville. On a engagé un officier pour administrer les Affaires Indiennes dans certaines réserves.

Le Service de Bien-Etre comprend le service financier, logement, relief ou ration, professionnel et réhabilitation. Le service social au niveau régional est administré par messieurs R.L. Boulanger et J.J. LeVert. Monsieur A.R. Jolicoeur est le surintendant-général de l'éducation. J'aurais dû ajouter ici que monsieur LeVert s'occupe également des affaires communautaires. Monsieur Y. Leclerc s'occupe de l'animation, pension de vieillesse, etc., et monsieur A. Nollet est notre ingénieur régional.

Monsieur J.M. Pauzé, surintendant-en-charge de l'Agence Indienne, district de Sept-Iles explique les fonctions de l'Agence. Il y a tout d'abord le surintendant-en-charge qui est moi-même, A. Blouin, à l'administration, Claude Paradis, surintendant de l'éducation, J.L.R. Paradis, surintendant du développement et M. Toutant, officier de Bien-Etre. La section Education comprend le

000458

BEST AVAILABLE COPY

Page 5

secteur de la Formation Professionnelle, c'est-à-dire messieurs R. Boulianne et P.E. Saindon, de même que le secteur du Placement confié à monsieur Jean-Marc Robert. Sept conseils de bande collaborent avec notre Agence en ce qui concerne le travail sur les réserves, des réunions sont tenues, les indiens désirent planifier leurs tâches et, avec eux, nous préparons le budget prévu pour les années à venir. Le Service du Génie est représenté à Sept-Iles par R. Nadeau et voit à ce que nos procédures soient suivies, que le Conseil prépare une liste de priorité pour le logement et ce qu'on désire au point de vue administration, etc. etc. R. Kline, qui est notre officier en développement communautaire, relève de C.T. Blouin de Québec et qui, normalement, devrait travailler au niveau de notre district. Monsieur Rhéal Robert est mon assistant à Schefferville. Il n'y a pas d'officier en développement pour le gouvernement local mais on s'attend à une nomination bientôt.

Claude Paradis: Mon rôle consiste à coordonner le travail des institutrices des écoles fédérales suivantes: Bersimis, pré-maternelle à la 5ième année, de même qu'à Maliotenam, Mingan, pré-maternelle et maternelle, Natashquan, allant jusqu'à la 4ième année et Schefferville pré-maternelle et maternelle. Les étudiants d'un niveau plus élevé fréquentent les écoles provinciales. Là, encore, par l'entremise d'un conseil pédagogique, nous veillons à ce que ces étudiants reçoivent la meilleure éducation possible. Qu'il n'existe pas de différence entre l'enseignement qu'on leur donne et celui donné aux non-indiens. Nous avons des rencontres fréquentes avec les commissions scolaires, les gens qui y travaillent, des réunions avec les professeurs, les écoles provinciales et fédérales, afin qu'ils comprennent la mentalité indienne. Au point de vue post-scolaire et formation professionnelle, MM. Saindon et Boulianne s'occupent des étudiants ou étudiantes qui suivent des cours en commerce, coiffure, cours d'infirmières^{et} les garçons à Rivière-du-Loup qui apprennent

000459

... /

BEST AVAILABLE COPY

Page 6

différents métiers. Ils s'occupent aussi de l'éducation des adultes, l'éducation permanente, et sont en relation avec le Centre de la Main-d'Oeuvre, avec différents organismes; les cours pour adultes sont payés par les Affaires Indiennes ou le Centre de la Main-d'Oeuvre.

La Section du Placement s'occupe du placement des étudiants qui sont prêts à travailler et aussi des adultes. Cette section travaille en collaboration étroite avec la formation professionnelle.

Comme conclusion, n'étant pas des spécialistes, on a besoin du Service Social et on doit savoir son fonctionnement. Qu'est-ce qu'un cas social? Qu'est-ce qu'un cas de délinquance juvénile? Nous voulons leur organiser des cours pour les aider dans la vie. On a besoin du Service Social et soyez assuré de notre collaboration à 100%. Je suggérerais une réunion avec le Service Social au moins une fois par mois pour discuter d'un cas et prendre une journée pour le solutionner. Monsieur Blouin nous informe que Claude Paradis est responsable au niveau du district et la tâche qu'il a pourrait s'appeler: "Préparation des Indiens". Il prend l'enfant très jeune et s'occupe de sa formation. Il y a aussi l'école secondaire avec qui on passe des contrats avec la Commission Scolaire. Nous avons aussi entente avec la Commission Scolaire locale pour que les étudiants Indiens puissent fréquenter ces écoles. Il y a aussi un contrat de passé avec l'école secondaire, les Affaires Indiennes et le service de placement d'étudiants prêts à travailler. Il y a aussi de Service d'Education aux adultes pour les cours du soir et même du jour pour la formation professionnelle pour cours de mécanicien, coiffure, école normale, etc. etc,

... /

BEST AVAILABLE COPY

Page 7

Monsieur Toutant:

Il faudrait améliorer les conditions sociales sur les réserves, logement adéquat, nourriture, chauffage, vêtement, maximum d'hygiène. Avoir la collaboration de divers groupes du ministère et le Service de Placement (Service Social) et le Ministère du Bien-Etre et de la Famille, les pensions de vieillesse, l'allocation familiale, invalides, aveugles, handicapés; R. Nadeau s'occupe de la construction d'où le domaine du logement, Claude Paradis s'occupe de l'assiduité dans les écoles, - allocation familiale avec placement concernant les allocations de bien-être, s'assurer que tout a été fait pour le placement des indiens qui ne sont pas au travail, les assister autant que possible, avoir recours au Service Social s'il y a lieu, amélioré tout le personnel, les conditions sociales sur les réserves. Il y a pénurie de travailleuses sociales dans les réserves de Sept-Iles, Bersimis, Schefferville, La Basse Côte-Nord; je suis le seul dans ce domaine assisté du Service Social de Placement pour enfants. Il serait bon qu'on ait plus de personnel et répartir le travail en conséquence. J'espère que le Ministère va faire un effort sur ce côté-là car le rôle est très difficile à définir, très lugubre parfois; on a à régler les cas de successions, etc. etc.

Claude Paradis fait rapport qu'il a eu un téléphone de Schefferville qu'un enfant n'était plus admis à l'école parce qu'il était très mal habillé, malpropre, etc., et qu'à moins que l'enfant ne soit mieux habillé et plus propre, il ne serait plus admis à l'école. Etant donné que l'enfant va à l'école là où il demeure, je n'ai pas le droit de donner de l'argent - le cas est donc discuté avec M. Toutant. M. Toutant dit qu'étant donné que l'enfant est de Sept-Iles qu'il demeure à Schefferville, de communiquer avec Jean-Baptiste Grégoire afin qu'il fasse le nécessaire pour régler le problème. Il a fallu communiquer avec 4 ou 5 personnes pour trouver une solution.

... /

000461

BEST AVAILABLE COPY

Page 8

Monsieur Blouin:

Ceci est un exemple pour savoir comment faire le contact immédiatement, soit directement au Conseil de Bande de qui relève le cas. Monsieur Blouin continue en disant: "A qui s'adresse-t-on?"....aux Indiens qui veulent vivre, tout simplement. Les Indiens ne doivent pas être considérés moins que nous, les Canadiens.

Voici la population des Réserves: Escoumins: 105 - Bersimis: 150 - Sept-Iles 420 - Maliotenam: 640 - Schefferville: 700 - Mingan: 230 - Natashquan: 320 - Romaine: 415 - St-Augustin et Blanc-Sablon: 70. Chaque réserve est représenté par un Conseil de Bande qui est formé d'un chef élu pour le terme de 2 ans et des conseillers. Il y a un conseiller par 100 de population et un maximum de 12 et pas moins de 2 conseillers. Le Conseil voit au transfert de l'argent et l'administration. Le Conseil de Bande de Bersimis a près de \$250,000.00 en assistance générale. Il opère cet argent, administre le bien-être équivalent à celui établi comme auparavant par notre département. Il établit des règlements, administre l'entretien des routes, système d'eau, organise la police, terrains de jeux, achat de matériel, personnel pour transport scolaire; le comité scolaire reçoit des fonds et s'occupe de certaines activités extra-scolaire; en d'autre terme, le chef, les conseillers et employés de la bande s'engagent avec l'argent qu'on leur donne, d'administrer le budget le mieux possible pour le bien de tous. Le personnel comprend des administrateurs, gérants de bande, administrateurs de bien-être, secrétaires ou sténographes, constables, hommes d'entretien, chauffeurs d'autobus, préposés au service d'eau, etc.etc.

BEST AVAILABLE COPY

Page 9

Le personnel est responsable, au Conseil de Bande, comme administrateur, et, le Conseil de Bande est responsable des argents. Monsieur Jean-Paul Rock est responsable des argents du gouvernement. L'argent rapporté par des propriétés est placé à Ottawa pour être administré et, cet argent est versé dans les fonds de la bande.

A Bersimis, il y a le commerce du bois. Le Conseil de Bande a passé un contrat avec des compagnies forestières des environs. Les fonds de capital sont placés à 5% d'intérêt et sont remis aux fonds du revenu de la Bande de Bersimis pour être dépensés par ceux-ci.

Monsieur Rock:

Le gérant voit à ce que les argents soient bien utilisés, les livres bien tenus; on travaille étroitement avec le Conseil de Bande pour l'épanouissement des affaires.

Chef de Bersimis:

Quand le Conseil désire que le chef adopte un projet, que la majorité accepte le projet, tout marche bien. Les plaintes sont soumises, en général, au chef et aux conseillers. Le chef parle au nom d'un groupe, au nom de la population, il parle aussi aux assemblées générales et aux réunions. Le Conseil de Bande est représenté par Monsieur Daniel Vachon. Lorsque les Indiens veulent obtenir de l'aide, ils viennent au bureau.

Monsieur Paul Rock:

Je suis administrateur du bien-être. Comme tel, je m'occupe de la nourriture, du vêtement, etc. etc; j'ai des consultations avec les Indiens qui viennent me voir pour de l'aide. Je demande les raisons pour cette demande d'aide, si c'est pour du vêtement, de la nourriture ou du chauffage. Le Conseil a adopté un règlement pour que le chauffage arrête au début de juin et recommence à l'automne.

Monsieur Bud Neville:

Si quelqu'un demande quelque chose et qu'on constate que la personne n'en a pas besoin et que celle-ci n'accepte pas le refus, qu'est-ce qu'on fait?

A ce moment-là, on consulte avec le Conseil et le Conseil discute avec le Chef. Les règlements du Ministère sont appliqués par le Conseil de Bande. Il y a toujours un représentant à Sept-Iles qui nous dit comment procéder. Monsieur Rock travaille déjà depuis 30 ans et a une grande expérience dans ce domaine.

Monsieur Blouin demande si les taux qui sont appliqués couvrent les besoins des Indiens. On a répondu "NON". Ces taux couvrent à peu près 50% des besoins et, si on augmentait ces taux de \$20.00 sur ce qui nous est accordé, on serait plus à l'aise. De plus, on s'occupe des discussions de familles, de cas de séparation, placement d'enfants au pensionnat, etc. etc. C'est Mlle Thérèse Rock qui m'assiste.

Monsieur Pauzé:

On nous demande des copies de règlements sur le bien-être à appliquer dans les réserves. On ne peut faire parvenir les règlements dans les réserves tant que ceux-ci ne seront pas officiels.

Le Service Social explique ensuite ses structures, le travail qu'il fait et il y a discussion générale sur plusieurs points. Monsieur Florian Gaudreault est le directeur du Service Social à Hauterive. Le Service existe depuis 1952 et est incorporé d'après une loi provinciale qui s'appelle Loi des Compagnies du Québec, lui donnant un caractère d'autonomie. La loi exige une assemblée générale composée de 5 personnes invitées à venir en assemblée générale des membres qui élira un conseil d'administration composé par le Service Social du Saguenay. Le comité exécutif se composera de 20 membres qui s'occuperont de l'administration de l'Agence et de l'administration générale. Il y a un adjoint qui s'occupe du secrétariat et de la comptabilité. Les sociologues s'occupent de la région et des statistiques.

BEST AVAILABLE COPY

Page 11

Le Bureau central est à Hauterive avec filiale à Forestville et, à l'exception de Bersimis, couvre le territoire qui s'étend jusqu'à Tadoussac. A Sept-Iles, une autre filiale et dont le directeur est M. Boudreault. Sept-Iles a des bureaux à différents endroits qui s'occupent des problèmes sociaux à Schefferville, Havre St-Pierre à Rivière St-Augustin et Port Cartier. A Hauterive, le territoire qu'on couvre est le plus peuplé. L'administration générale est à cet endroit et le travail social se fait en collaboration avec certaines personnes du territoire. Il y a des services à la population, services à la famille, c'est-à-dire problèmes de mésententes conjugales, troubles de ménage, etc., au niveau strictement de la famille. L'Objectif de notre agence sociale est la famille. Notre but est de faire conserver l'harmonie dans les familles ou l'améliorer. Si on place un enfant, on le place temporairement afin qu'il revienne dans sa famille ou encore qu'il soit placé dans un foyer nourricier - il est placé en adoption. Il y a d'autres catégories d'enfants, d'autres sortes de problèmes, certains ont des problèmes d'apprentissage à l'intérieur de la famille, alcool, concubinage, etc., et il faut que notre Service s'en occupe. On s'occupe également de tous les enfants ayant un conscient beaucoup plus bas que la normale. Il y a aussi les enfants handicapés physiquement, paralysés, souffrant de paraplégie, céphalés, etc. C'est une grosse majorité de notre clientèle. On s'occupe aussi des mères célibataires, parents non-mariés et faire adopter les enfants illégitimes. Notre Service s'occupe aussi de trouver les familles qui sont en mesure d'adopter un enfant, lui donner l'affection, la nourriture, l'argent nécessaire, etc., enfin, lui trouver un foyer substitut. On procure l'assistance financière à domicile dans le cas de foyers nourriciers. Nous avons vu dans les journaux que le Ministre Cloutier avait dépasser la Loi d'Aide Sociale en regroupant non seulement la Loi d'Assurance Chômage actuelle

.../

000465

BEST AVAILABLE COPY

Page 12

mais la pension des Mères Nécessiteuses, Loi des Aveugles, Allocation d'Invalides, etc.; cette Loi regroupe cet ensemble de programmes sociaux qui est une loi unique. Le Service Social du Saguenay discontinuera d'administrer ce service; c'est le gouvernement qui s'en occupera dorénavant. Les transferts se font actuellement au Ministère du Bien-Etre. Les formules sont déjà envoyées à ce département. Il y a 3 bureaux locaux du Ministère du Bien-Etre pour les Affaires Indiennes; un bureau à Hauterive, 1 à Schefferville et un à Sept-Iles. Les agences sociales au Québec sont à peu près uniques. En Ontario, les agences sont connues sous le nom de "Children's Aid Societies". Pour le reste du Canada, le Service Social est rattaché au département de Melford. A Québec, c'est une chose privée - 95% de son budget provient des fonds du Ministère de la Famille et du Bien-Etre du Québec. Le Service Social reçoit des octrois ministériels ou statutaires pour voir au coût de nos services. A Hauterive, nous commencerons bientôt à grouper les personnes qui peuvent aider des familles durant un temps limité, de 2 à 3 semaines, 1 à 3 mois ou pouvant faire du travail à plein temps, ceci pour éviter de placer les enfants dans les institutions et pouvant aider ainsi à conserver l'union dans les familles; initier la ménagère à vaquer aux soins du ménage, etc. etc. En octobre prochain, on procèdera au reclassement des assistés sociaux. On s'occupera du retour à la vie normale dans les familles, possibilité pour les personnes d'obtenir du travail en leur faisant passer des "tests" au préalable et orientation sur le marché du travail pour un certain nombre de personnes vivant au crochet de l'Etat. Nous sommes actuellement en transaction avec la Commission Scolaire Régionale afin de restaurer un service social. Leur fournir du personnel qui s'occupera des enfants dont le rendement scolaire est diminué ou arrêté en raison de problèmes familiaux, ceci, à l'intérieur de l'école.

BEST AVAILABLE COPY

Page 13

Les personnes affectées à ce travail s'occuperont des sujets Indiens. On s'occupera d'aider et d'orienter les professeurs et leur montrer comment traiter des problèmes sociaux avec les enfants Indiens. On lancera des invitations à plusieurs organismes pour avoir des assemblées générales sur ce sujet, soient aux Chambres de Commerce, au Conseil de Développement, aux organismes locaux, au Club Richelieu, Chevaliers de Colomb, etc., etc. Cette fois, on invitera les chefs de bandes et les personnes s'occupant des Affaires Indiennes du territoire.

Actuellement, nous avons 567 enfants placés en foyers nourriciers de Tadoussac à Blanc-Sablon. 180 enfants sont dans des institutions un peu partout dans le Québec. Un certain nombre de ces enfants seront rapatriés à Haute-ribe. 100 personnes sont au Pavillon de la Falaise. On ajoutera un centre d'hébergement pour l'orientation et l'évaluation des enfants présentant des troubles mentaux ou pour toute autre raison; ils seront suivis par des psychiatres, médecins, et seront orientés vers un milieu adapté à leur état. \$2,800,000.00 par année sera affecté à l'assurance chômage et le placement. 567 enfants représentent un montant très important. Un enfant coûte de \$70.00 à \$72.00 par mois, en moyenne. Pour le placement d'un Indien, tous les frais sont remboursés par le gouvernement fédéral.

On fait la remarque ici que l'assistance est d'environ 5 à 6 mois par année à Sept-Iles, Baie Comeau, etc. Il y a environ un mois, on avait 4,000 personnes à assister.

Monsieur Bud Neville:

On soumet habituellement le budget 6 mois à l'avance et vous recevez une partie du budget pour vos opérations générales. L'année fiscale débute le 1er avril et se termine le 31 mars de chaque année.

BEST AVAILABLE COPY

Page 14

69 employés font partie du Service Social à Hauterive. Il y a 10 employés à Foresville, 42 à Hauterive, 13 à Baie-Comeau, et un personnel pour le travail social à Sept-Iles, Schefferville et Port Cartier. A Sept-Iles, les travailleurs sociaux sont Camil Boudreault, Soeur Denise Perrier, Mesdemoiselles Larouche et Basin et quelqu'autres. 44 personnes sont à notre service, mais, ce n'est pas suffisant. On voudrait 6 travailleurs sociaux, 10 techniciens en assurance sociale au niveau collégial; quelques-uns ont acquis une scolarité particulière par des programmes d'entraînement. 10 ont obtenu un diplôme en assurance sociale. On estime à environ 2,000 le nombre de travailleuses pour le bien-être au Québec. On ne mentionne pas ici ceux qui travaillent dans les hôpitaux, cliniques, milieu scolaire, industries, etc. etc. Si le Service Social manque de finance, il y a friction entre le Service Social du Saguenay et le Ministère du Bien-Etre. Le Ministère du Bien-Etre a prévu \$20,000,000.00 cette année alors qu'il en faudrait \$30,000,000. pour arriver à nos fins. Il y a 45 agences du Service Social couvrant le Québec.

Monsieur Bertrand Rossignol représentant de Schefferville nous dit qu'il s'efforce à donner le plus d'assistance possible aux Indiens et aux non-indiens, au niveau de la famille et des époux qui sont sans travail. Nous avons des discussions avec les professeurs enseignant aux Indiens, avec ceux qui sont renvoyés de l'école, des consultations avec les parents, etc. etc. Nous aidons également aux mères célibataires. Nous essayons de faire comprendre aux dirigeants que les Indiens établis à Schefferville sont beaucoup plus avantagés que ceux établis sur les réserves (à environ 3 milles de la ville) et que les contacts se font plus difficilement avec eux. Sur les réserves, les services d'aqueduc et d'égout sont inadéquats. Il y a 30% des familles sur les réserves qui doivent être déménagées à Schefferville.

BEST AVAILABLE COPY

Page 15

Richard Klein s'occupe du travail communautaire. Il y a plusieurs projets d'animation en vue d'améliorer les relations "blanc-Indien" à Schefferville (mais, le Service Social ne remplace pas les parents).

Monsieur Rock de Bersimis et représentant le Service Social nous informe qu'il procure tous les services possibles que l'Agence offre aux Indiens. Il donne les mêmes services qu'un non-indien bénéficierait auprès du Service Social. Il fait des contacts auprès de différents organismes qui peuvent aider aux personnes voulant de l'aide. L'excellente collaboration du Ministère des Affaires Indiennes facilite notre tâche, mais, il faut également la collaboration des parents; si on ne l'obtient pas, il faut avoir recours, dans certains cas, à la Cour du Bien-Etre.

Mlle Thérèse Rock dit que les foyers nourriciers sont très mal informés. Il nous faudrait de l'aide des Affaires Indiennes pour le placement des vieillards, pour animation sociale, réunions, élaboration de différents programmes, etc. etc. Nous avons à nous occuper d'un cas d'adoption qui est présentement en Cour. Les Indiens devraient être plus informés sur toutes les questions qui traitent de bien-être, de l'adoption, de l'assistance, etc. etc. A Bersimis, on a formé une association se composant de 30 femmes qui s'occupent d'activités sociales pour les indiennes.

On ajoute ici que dans les réserves de Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam et Schefferville, plusieurs enfants placés dans des foyers nourriciers retournent plus tard dans leurs familles. 25% des enfants sont placés pour raisons physique et mentale. Dans certains cas, on a besoin de soins médicaux à domicile. 20% des cas de séparation sont dus à l'alcool. 55% sont dus à la mésentente entre les parents. On place souvent un enfant parce qu'il a des problèmes personnels. Un jeune enfant est mieux dans un foyer nourricier et quand il devient plus âgé on le place dans une institution. Le Service Social vient aussi en aide pendant 2

BEST AVAILABLE COPY

Page 16

à 3 mois pour dépanner une famille qui a subi une épreuve quelconque et on lui aide à reprendre les activités familiales normales.

MM. Blouin et Gaudreault:

Qu'est-ce que les Indiens aimeraient avoir sur les réserves et s'ont-ils satisfaits du Service Social que le Saguenay leur offre?

Monsieur Rock de Bersimis:

Si l'administration du Bien-Etre juge que la famille n'a pas assez d'assistance, est-ce que le Service Social pourrait donner plus? On expose ici un problème d'une femme qui reçoit la Pension des Mères Nécessiteuses et qui vit en concubinage (ici la discussion va bon train en ce qui regarde ce problème) et des conseils sont donnés à M. Rock.

Ici, Madame David Ross des Escoumins explique sa situation. Elle dit recevoir la pension des mères nécessiteuses et que son garçon, à venir jusqu'à date, lui donnait son chèque de paye. On lui demande pourquoi elle n'a pas demandé du secours avant. Elle répond que son garçon se marie et qu'il ne pourra plus continuer à lui donner son chèque de paye comme il le faisait auparavant.

Elle dit que le Service Social et les Affaires Indiennes lui ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire. Elle a rempli la formule pour la pension des mères nécessiteuses mais on n'a pas augmenté sa pension. Elle reçoit présentement \$130.00 par mois et elle a 4 enfants qui vont à l'école et elle reçoit \$22.00 d'allocation pour son mari invalide. On lui a suggéré de soumettre une nouvelle demande pour surplus et de la soumettre à Monsieur Blouin.

Monsieur Blouin explique ensuite le taux du "relief". Une épouse ou personne de 18 ans et plus reçoit \$20.00 par mois si elle vit avec le chef de famille. 1 adulte, chef de famille, reçoit \$30.00 par mois pour nourriture.

Toute personne en bas de 18 ans reçoit \$15.00 par mois et on arrête au 8ième enfant. On accorde \$5.00 par personne pour le vêtement. En ce qui regarde le chauffage, il y a des maisons qui coûtent \$25.00, \$18.00 et \$12.00 selon le cas.

000470

... /

BEST AVAILABLE COPY

Page 17

Monsieur M. Toutant:

Il serait bon d'affecter plus de personnel dans les réserves de Schefferville, Bersimis, Sept-Iles et Maliotenam. Il n'y a pas assez de travailleurs sociaux pour répondre aux besoins concernant le placement. Référer tous les cas au Service Social qui va s'en occuper. On place souvent l'enfant mais on ne s'occupe pas de la famille. Le Service Social ne connaît pas les besoins des réserves. Il devrait y avoir un bureau de ce Service sur chacune des réserves afin de pouvoir aller dans les familles indiennes et faire des contacts avec les chefs de bande et du surintendant-en-charge des Affaires Indiennes, monsieur J.M. Pauzé, indépendamment des réserves. Réhabiliter le bien-être. On veut se séparer et on veut le faire avec les réserves également. Ils ont le droit d'administrer pour l'Etat. Comme Agence, réhabiliter socialement.

Monsieur Blouin à Monsieur Neville:

The Department has a policy. We want to have Indians directed like non-Indians in the Province. Allowances should be the same as the ones for non-Indians. They have the feeling that the policy is not determine to substitute as the one in Ottawa. This is not good. Assure that the rates are adequate as the ones in Ottawa. Accept the policy of Indians and assured them that the rates are adequate as all other provinces. Discuss the matter with the Treasury Board.

Contrat de Service

On a présentement de 15 à 30 cas de problèmes sociaux auxquels il nous faut trouver une solution. En quatre ans, on s'est acquis de professionnels en grand nombre. On paye actuellement en salaire pour les réserves de Bersimis, Schefferville, Sept-Iles et Maliotenam, une somme d'environ \$17,000.00 pour comptables et secrétaires, \$2,400.00 de plus pour assurance-vie, assurance-maladie, régime

des rentes, \$875.00 pour les bureaux, timbres, téléphones, longues distances; il nous faudrait ajouter des filières, dactylos, pupitres, chaises, etc. \$350.00 pour frais de voyage, transport. On engage des professionnels en supplément pour consultation. On prévoit \$3,700.00 dans le budget pour entraînement de problèmes sociaux. Il nous faudrait \$30,000.00 de plus par année pour fournir les services en collaboration avec le Service Social. On trouve que le budget soumis est raisonnable.

Ici, on s'adresse tout spécialement aux représentants des Indiens sur les réserves. Lorsque vous avez besoin de consultation sur des problèmes sociaux, que vous avez quelques difficultés, il serait bon d'avoir une réunion par mois avec MM. Toutant et Paradis pour faciliter le travail qu'il y a à faire pour apporter une solution à vos problèmes. Demander aussi aux conseils de bandes de discuter de vos problèmes au moins une fois par mois avec le Service Social et les Affaires Indiennes. L'Association qu'on a formée à Bersimis nous donne un excellent exemple. Un comité peut être formé sur chaque réserve afin d'essayer de résoudre vos difficultés et ce comité peut apporter des solutions à vos problèmes. Il nous faut également augmenter le budget destiné à la réhabilitation des Indiens handicapés. Un contrat industriel peut être passé à cet effet. Il faudra également améliorer le service communautaire des loisirs sur toutes les réserves.

Monsieur Boudreault du Service Social nous dit qu'il constate beaucoup de perte de temps auprès des 2 populations en ce qui regarde le travail sur un cas; il faudrait travailler sur l'organisation communautaire, termes de loisirs, consultation budgétaire, aide à la mère, organisation de son foyer, etc., si on pouvait aider l'ensemble de la population, on aurait moins de cas individuels. L'effort du côté de Bersimis pour amener des groupes communautaires est un parfait exemple. D'après le rapport de M. Rossignol de Schefferville, exposer la situation de chaque réserve. A Maliotenam, on trouve qu'il nous faut intervenir et

BEST AVAILABLE COPY

Page 19

donner priorité au niveau groupe comme groupe social. Il faut beaucoup de collaboration des conseils de bandes, agence indienne, etc. Dans les tiroirs de MM. Rossignol et Vollant, on trouve un paquet de plans pour améliorer les réserves. Un comité doit être formé à Bersimis pour la réalisation de tout ceci, mais, ça prend des ressources en personnel, organisation et un certain temps pour mettre le tout en marche. Il y a beaucoup de choses qui ne plairont pas aux chefs de bandes, aux conseillers, aux surintendants, parce que ça va déranger certaines routines, etc, etc. Si on parvient à créer tout ceci, on connaîtra plus facilement les problèmes des indiens et on pourra discuter plus aisément des moyens à prendre pour en venir à des solutions pratiques. Du côté population blanche, des choses vont être mises à jour et ça va faire mal à certains capitalistes, en d'autre terme, à certaines gens qui exploitent les pauvres. Le Conseil Economique du Canada a démontré qu'on exploitait les Indiens, mais, ce problème va être étudié.

Monsieur C.T. Blouin remercie Monsieur Bud Neville d'Ottawa d'avoir assisté à cette réunion, le personnel représentant les Affaires Indiennes, les chefs de bandes, et toutes les personnes représentant la population en général sur les réserves.

Monsieur Neville dit qu'il est venu pour apprendre et écouter plus que pour participer aux discussions. Je suis un peu nouveau dans le Ministère des Affaires Indiennes et j'apprends moi-même les problèmes des Indiens. Si je peux vous aider dans vos difficultés par les moyens que disposent les Affaires Indiennes à Ottawa, je serai très heureux de le faire. Je remercie Monsieur Blouin de m'avoir invité ici.

ASSEMBLEE DU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

Il semble que la qualité et la quantité des services offerts aux Indiens varient d'une agence à l'autre. Certaines agences sociales diocésaines offrent des services complets, y compris les services de protection de placement, d'adoption et de conseils aux filles-mères, tandis que d'autres agences limitent leurs services aux adoptions et à l'assistance de gardiens.

Il faut obtenir la confiance et la compréhension de la collectivité indienne - et on y parvient par des efforts prudents et patients. Il faut beaucoup d'habilité et de temps pour améliorer les relations avec les membres des collectivités indiennes. La faiblesse de la cellule familiale et, parfois, les liens puissants et ramifiés de la parenté portent souvent les parents indiens à avoir un comportement qu'on trouve difficile à accepter.

Les problèmes sont-ils présentés directement à l'agence?

La nomination d'Indiens comme membres du conseil d'administration des sociétés et les consultations avec le chef et le conseil de bande contribueraient sans doute à améliorer les relations.

*Le Service Social du Saguenay*768 RUE BOSSE
HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204SEPT-ILES
546, Dequén
TEL: 962-2578HAVRE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445SHEFFERVILLE
Hôtel de Ville
TEL: 585-2256PORT-CARTIER
Hôtel de Ville
TEL: 766-2166RIVIERE ST-AUGUSTIN
Cité DuplessisClaude Levasseur
Président

*

Notaire W. Paquette
1er Vice-Président

*

Réal Fournier
2e Vice-Président

*

Jos A. Levesque
Secrétaire

*

Georges Gladu
Trésorier

*

Mme Monique Côté
Directeur

*

Mme M. C. Desbiens
Directeur

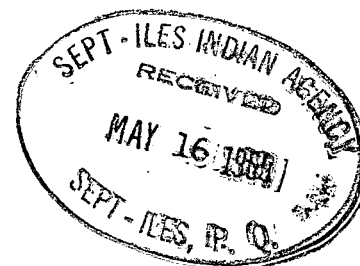
*

Florian Gaudreault t. s. p.
Directeur Général

*

Mercier Belisle adm. A.
Directeur Adjoint

le 13 mai 1969

Monsieur J.M. Pausé
Surintendant
Ministère des Affaires Indiennes
et du Nord Canadien
700 Avenue Laure, Sept-Iles

Sujet: réunion du 03-06-69.

Cher Monsieur,

En date du 16 mai, monsieur Claude Blouin nous informait d'une rencontre de personnel de votre agence, de la nôtre et des chefs de Conseil de Bande; il indiquait également les sujets qui y seraient discutés.

Le seul changement à cette rencontre se situe dans le choix de la date; au lieu d'être le 27 mai, certaines circonstances nous obligent à la reporter au 3 juin.

L'ordre du jour ci-joint (en 10 exemplaires), pourra être modifié en fonction des besoins de la réunion.

Votre collaboration sera grandement appréciée en invitant les personnes suggérées par Monsieur Blouin. Il est bien entendu que nous comptons sur votre présence.

Vous remerciant à l'avance de nous accueillir chez vous et anticipant une discussion agréable et prospère aux populations indiennes, nous demeurons,

Le directeur général

Florian Gaudreault, t.s.p..

FG/dt

c.c.: monsieur Claude Blouin.

BEST AVAILABLE COPY

REUNION DU PERSONNEL SOCIAL AFFECTE AUX AFFAIRES INDIENNES
AVEC L'AGENCE INDIENNE DE SEPT-ILES, LES CHEFS DE BANDE ET
UN REPRESENTANT DES AFFAIRES INDIENNES

Date: Mardi, 3 juin 1969.

Endroit: Agence indienne de Sept-Iles, 700 Avenue Laure, Sept-Iles.

Heure: 9.30 heures a.m..

ORDRE DU JOUR

9.30 Mot de bienvenue et introduction.

Rôle de l'agence de Service Social auprès de la population indienne:
Claude Blouin, t.s.p., Division des Affaires Indiennes.

10.30 Pause-café

10.45 Expérience du Service Social du Saguenay faite à date auprès des
populations indiennes de Bersimis, Sept-Iles - Maléotnam et Schef-
ferville: Thérèse Roch, Camil Vollant, Bertrand Rossignol.

-Discussion

2.00 Discussion (suite)

3.00 Contrat de service: contenu - coût des services.

4.30 Autres affaires

Ajournement

BEST AVAILABLE COPY

REUNION DU PERSONNEL SOCIAL AFFECTE AUX AFFAIRES INDIENNES
AVEC L'AGENCE INDIENNE DE SEPT-ILES, LES CHEFS DE BANDE ET
UN REPRESENTANT DES AFFAIRES INDIENNES

Date: Mardi, 3 juin 1969

Endroit: Agence indienne de Sept-Iles, 700 Avenue Laure, Sept-Iles.

Heure: 9.30 heures a.m..

ORDRE DU JOUR

9.30 Mot de bienvenue et introduction.

Rôle de l'agence de Service Social auprès de la population indienne:
Claude Blouin, t.s.p., Division des Affaires Indiennes.

10.30 Pause-café

10.45 Expérience du Service Social du Saguenay faite à date auprès des
populations indiennes de Bersimis, Sept-Iles - Mallotenam et Schef-
ferville: Thérèse Roch, - Camil Vollant, Bertrand Rossignol.

-Discussion

2.00 Discussion (suite)

3.00 Contrat de service: contenu - coût des services.

4.30 Autres affaires
Ajournement

LISTE ET NOMBRE DE PERSONNES SUSCEPTIBLES D'ASSISTER A LA REUNION QUI AURA LIEU LE 3 JUIN PROCHAIN A MALIOTENAM RE: CONTRAT DE SERVICE, SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY.

Personnel de l'Agence du Service Social au nombre d'environ ✓	7
Probablement un officier des quartiers généraux d'Ottawa (Bud Neville)	1
Agence de Sept-Iles	5 ✓
Agence de Schefferville et 1 représentant de la Bande	2 ✓
Bureau Régional - Québec	1
La secrétaire de la Bande des Escoumins	1
Bande de Sept-Iles	2
Bande de Bersimis	2
Vallano, Camille	1
Rossignol, Bertrand	1
Schefferville	1
Total:	21

Noms:

~~BACON, Salomon~~

~~Chef de la Réserve Indienne de Bersimis~~

~~BLOUIN, C.T.~~

~~Surveillant Régional des Programmes Sociaux - Bureau Régional - Québec~~

~~FORTIN, Annette~~

~~Secrétaire, Agence Indienne - Sept-Iles~~

~~GAUDREAU, Florian~~

~~Directeur du Service Social du Saguenay et 6 autres personnes de ce Service~~

~~GREGOIRE, Jean-Baptiste~~

~~Gérant de Bande, Schefferville~~

~~PARADIS, Claude~~

~~Directeur des Etudes, Agence Indienne, Sept-Iles~~

~~PARADIS, J.L.R.~~

~~Surintendant du Développement, Agence Indienne, Sept-Iles~~

~~PAUZE, J.M.~~

~~Surintendant-en-charge, Agence Indienne, Sept-Iles~~

~~ROBERT, Rhéal~~

~~Assistant-Surintendant, Agence Indienne, Schefferville~~

~~ROCK, Paul~~

~~Administrateur de Bien-Etre, Réserve Indienne de Bersimis~~

~~ROCK, Sylvestre~~

~~Administrateur de Bien-Etre, Réserve Indienne de Sept-Iles~~

~~ROSS, Madame Régis~~

~~Secrétaire - Bande Indienne des Escoumins (Conseillère)~~

~~TOUTANT, M.~~

~~Officier de Bien-Etre, Agence Indienne - Sept-Iles~~

~~VACHON, Daniel~~

~~Chef de la Réserve Indienne - Sept-Iles~~



MEMORANDUM

CLASSIFICATION

TO
A

Surintendant-en-Charge,
District de Sept-Iles.

YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No.
Notre dossier

379/29-16 Saguenay (QD2)

DATE

Le 9 mai 1969.

FROM
De

Bureau Régional, Québec.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Contrat de Service, Service
Social du Saguenay.



M. Florian Gaudreault, directeur du Service social du Saguenay m'in-
forme que la réunion prévue pour le mardi, 27 mai prochain est remise
au mardi 3 juin à la même heure et au même endroit.

Veuillez, s'il-vous-plaît en informer les personnes concernées et me
confirmer une réservation de chambre pour le 3 juin au soir.

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

C.T. Blouin.

BEST AVAILABLE COPY

700 Avenue Laure, Suite 19
Sept-Iles, P.Q.

379/29-16
le 16 mai, 1969

Monsieur Salomon Bacon
Chef
Réserve Indienne
Bersimis, P.Q.

Sujet: Contrat de Service;
Service Social du Saguenay

Cher monsieur Bacon,

Pour raison incontrôlable et pour faire suite à notre lettre du 12 mai concernant le sujet précité, la réunion prévue pour le 27 mai a été remise au 3 juin prochain à 9:30 hrs. a.m.

Bien à vous,

Connette Fortin
J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/apf

BEST AVAILABLE COPY

Bureau Régional - Québec

379/29-16 Saguenay
(QD2)

379/29-16

Agence Indienne
District de Sept-Iles

le 16 mai, 1969

Contrat de Service,
Service Social du Saguenay

Pour faire suite à votre lettre du 9 mai concernant le sujet précité,
j'informe aujourd'hui même les intéressés que la réunion prévue pour
le 27 mai a été remise au 3 juin prochain.

Votre réservation pour cette date a été confirmée à l'Hôtel Sept-Iles.

Elmette Fortin

J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/apf

BEST AVAILABLE COPY

700 Avenue Laure, Suite 19
Sept-Iles, P.Q.

379/29-16
le 16 mai, 1969

Monsieur Jean-Baptiste Grégoire
Gérant de Bande
Réserve Indienne
Schefferville, P.Q.

Sujet: Contrat de Service,
Service Social du Saguenay

Cher monsieur Grégoire,

Pour raison incontrôlable et pour faire suite à notre lettre du 12 mai concernant le sujet précité, la réunion prévue pour le 27 mai a été remise au 3 juin prochain à 9:30 hrs. a.m.

Votre réservation au Motel "Les Mouettes" a donc été changée pour les 2, 3 et 4 juin.

Bien à vous,

Emette Florin

J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/epf

BEST AVAILABLE COPY

Messieurs J.L.R. Paradis
Claude Paradis
M. Toutant

379/29-16

Agence Indienne
District de Sept-Iles

le 16 mai, 1969

Contrat de Service,
Service Social du Saguenay

Sous pli, copie d'une lettre de monsieur C.T. Blouin, en date du 9 mai
et qui s'explique.

Amélie Horton

p/ J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/apf
incl.

BEST AVAILABLE COPY

Monsieur Rhéal Robert
Assistant-Surintendant
Agence Indienne de Schefferville

379/29-16

Agence Indienne
District de Sept-Iles

le 16 mai, 1969

Contrat de Service,
Service Social du Saguenay

Pour raison incontrôlable et pour faire suite à notre lettre du 12 mai concernant le sujet précité, la réunion prévue pour le 27 mai a été remise au 3 juin prochain, à 9:30 hrs. a.m.

Votre réservation au Motel "Les Mouettes" a donc été changée pour les 2, 3 et 4 juin.

Chimette Fortin

p./ J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/apf

BEST AVAILABLE COPY

700 Avenue Laure, Suite 19
Sept-Iles, P.Q.

379/29-16
le 16 mai, 1969.

Monsieur Paul Rock
Administrateur de Bien-Etre
Réserve Indienne
Bersimis, P.Q.

Sujet: Contrat de Service,
Service Social du Saguenay

Cher monsieur Rock,

Pour raison incontrôlable et pour faire suite à notre lettre du 12 mai concernant le sujet précité, la réunion prévue pour le 27 mai a été remise au 3 juin prochain à 9:30 hrs. a.m.

Bien à vous,

Chantal Martin
p/ J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/apf

BEST AVAILABLE COPY

700 Avenue Laure, Suite 19
Sept-Iles, P.Q.

379/29-16
le 16 mai, 1969

Monsieur Sylvestre Rock
Administrateur de Bien-Etre
Réserve Indienne
Sept-Iles, P.Q.

Sujet: Contrat de Service,
Service Social du Saguenay

Cher monsieur Rock,

Pour raison incontrôlable et pour faire suite à notre lettre du 12 mai concernant le sujet précité, la réunion prévue pour le 27 mai a été remise au 3 juin prochain à 9:30 hrs. a.m.

Bien à vous,

Renée Fortin

J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/apf

BEST AVAILABLE COPY

700 Avenue Laure, Suite 19
Sept-Iles, P.Q.

379/29-16
le 16 mai, 1969

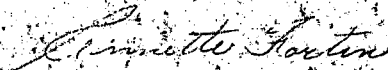
Monsieur Daniel Vachon
Chef
Réserve Indienne
Sept-Iles, P.Q.

Sujet: Contrat de Service,
Service Social du Saguenay

Cher monsieur Vachon,

Pour raison incontrôlable et pour faire suite à notre lettre du 12 mai concernant le sujet précité, la réunion prévue pour le 27 mai a été remise au 3 juin prochain à 9:30 hrs. a.m.

Bien à vous,



J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/apf

BEST AVAILABLE COPY

700 Avenue Laure, Suite 19
Sept-Iles, P.Q.

379/29-16
le 23 mai, 1969

Madame David Ross,
Réserve Indienne des Escoumins
Escoumins, P.Q.

Sujet: Contrat de Service, Service
Social du Saguenay

Pour faire suite au message que le Chef Laurent Ross a fait à notre officier de Bien-Etre, Monsieur Maurice Toutant, il me fait plaisir de vous recevoir à nos bureaux pour la réunion qui aura lieu le 3 juin prochain relativement au sujet précité.

J'annexe à la présente 2 bons de transport portant les numéros E-23372 et E-23373 des Escoumins à Baie Comeau et de Baie Comeau à Sept-Iles (aller et retour). De plus, votre réservation au Motel "Les Mouettes" a été confirmée pour le 2 juin. Nous défrayons aussi le coût de la chambre et de la pension pour cette journée.

Bien à vous,

ORIGINAL SIGNED BY
J. M. PAUZE

J.M. Pauzé,
Surintendant-en-charge
District de Sept-Iles

JMP/apf
incl.



MEMORANDUM

CLASSIFICATION

TO
A

Surintendant-en-Charge,
District de Sept-Iles.

YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No.
Notre dossier
379/29-16 (QD2)

DATE

Le 5 mai 1969.

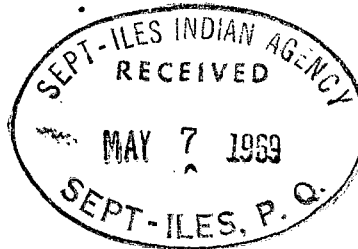
FROM
De

Bureau Régional, Québec.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Contrat de Service, Service
Social du Saguenay.



Le Directeur du Service Social du Saguenay m'informe de son intention de tenir le 27 mai prochain à 9:30 a.m. dans vos Bureaux de Sept-Iles, une réunion concernant le contrat de service à être établi avec notre Ministère pour l'année fiscale 1969-70.

Outre le personnel de l'agence de Service Social au nombre d'environ sept (7) personnes, il est suggéré que le Surintendant, MM. Toutant, Paradis et Robert de votre agence, les Chefs des Conseils de Bandes, de Bersimis, Sept-Iles et Schefferville ainsi que leurs administrateurs de bandes assistent à cette réunion.

A l'agenda il est proposé que le rôle de l'agence de Service Social et les désirs du Ministère soient discutés; qu'un exposé du travail fait par les aides sociaux sur les réserves au cours des années passées soit présenté, et, qu'à la suite d'une discussion de tous ces points nous revisions les termes de référence du contrat de service.

Monsieur Florian Gaudreault, directeur du Service Social du Saguenay vous fera parvenir prochainement l'agenda final. Il est probable qu'un Officier de nos quartiers généraux d'Ottawa assiste à cette réunion.

Auriez-vous l'obligeance d'informer les personnes en cause de la tenue de cette réunion afin que tous puissent y consacrer la journée du 27 tel que prévu.

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

C.T. Blouin.

c.c. Service Social du Saguenay.

N/B S.V.P. confirmer réservation chambre-hôtel au nom du soussigné pour le 26 mai au soir.

BEST AVAILABLE COPY

Monsieur Florian Gaudreault, t.s.p.
Directeur général
Service Social du Saguenay
945, boulevard Joliette
Hauterive, Co. Saguenay, P.Q.

175, rue St-Jean, Chambre 100,
Québec 4, P.Q.

Le 13 février 1969.
379/29-16 (QD2)

Cher Monsieur,

Je fais suite à votre visite récente à mon bureau au sujet des prévisions budgétaires pour un futur contrat de service entre votre agence et notre Ministère.

Tel que mentionné, il faudra préciser certains coûts dans votre prévision et surtout définir assez clairement le rôle et les fonctions des gens qui sont payés à même ce budget.

D'autre part, je crois qu'il serait important qu'avant de conclure une entente avec votre agence, que nous puissions discuter des termes de cette entente avec les Conseils de bandes concernés. La réunion pourrait se faire à vos bureaux à Hauterive à la période qui vous conviendra le mieux.

Veuillez m'aviser assez à l'avance de la date proposée afin que je puisse y convier le Conseil de bande de Sept-Iles, de Bersimis et éventuellement de Schefferville.

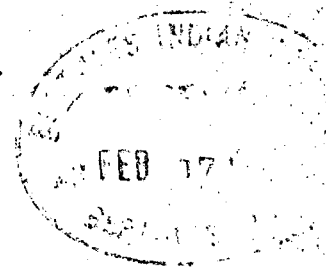
Vraiment vôtre,

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin.
/ol

c.c. Surintendant-en-Charge, District de Sept-Iles



BEST AVAILABLE COPY

MEMORANDUM

CLASSIFICATION



TO
A

Surintendant-en-Charge,
District de Sept-Iles.

YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No. 379/29-1 (QD2)
Notre dossier

FROM
De

Bureau régional, Québec.

DATE Le 11 octobre 1968.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Contrat de service du Service Social
du Saguenay.

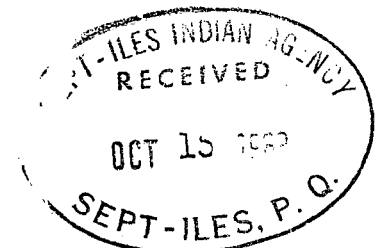
Je joins à la présente une copie du contrat de service entre notre Département et le Service Social précité, dûment signé par les autorités concernées.

J'attire à nouveau votre attention sur le fait que les termes du contrat incluent la possibilité pour l'agence de Service Social de vous demander des avances pour financer ses services auprès des Indiens.

Le Surveillant régional des programmes sociaux,

C.T. Blouin.

Pièce jointe.



BEST AVAILABLE COPY



The Honorable the Treasury Board
L'honorable Conseil du Trésor

Department of Indian Affairs
and Northern Development
Département -- Ministère

379/29-1 (DS 5)
File -- Dossier

682222
T.B. Number -- C.T. No
JUL 22 1968
Date

SUBJECT: AUTHORITY TO ENTER INTO A SERVICE CONTRACT

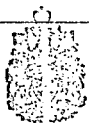
PROPOSAL: To enter into an annual agreement with Le Service Social du Saguenay, Hauteville, Quebec, for the provision of professional and personal welfare services to Indians on the Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, Escoumins and Schefferville Reserves commencing April 1, 1968.

COST: \$24,800.00 per annum.

CHARGEABLE TO: Vote 5 - Indian Affairs Branch (Development and Maintenance of Indian Communities).

REMARKS: Under authority of the Government Contracts Regulations, Financial Administration Act, Le Service Social du Saguenay received during the period December 1, 1967 to March 31, 1968, \$4,200, for the provision of welfare services to Indians on the Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, Escoumins and Schefferville Reserves. Authority is now sought to enter into a service contract, not to exceed \$24,800 for the fiscal year 1968-69, with Le Service Social du Saguenay for the provision of welfare services to Indians on the Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, Escoumins and Schefferville Reserves. The services include individual and family counselling, investigation of requests for relief, protection and care of neglected dependent and delinquent children, the presentation of cases to the Social Welfare Court, and consultation and advice on welfare matters and community organization to the Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, Escoumins and Schefferville Indian Band Councils. The contract will be substantially in accordance with the terms and conditions outlined in the draft contract attached.

Le Service Social provides a valuable service in helping Indian individuals and families in these five communities to resolve social problems and improve their standards of living. Similar services are not available from the province.



APPROVED BY THE TREASURY BOARD
PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR

Certified to be a true copy of a Minute of a Meeting of the Treasury Board on

Copie conforme d'un extrait du procès-verbal d'une réunion du Conseil du Trésor

7 VIII 68

Date

P. P. ROY
Secretary - Secrétaire

CONVENTION À L'ÉGARD D'UN CONTRAT DE SERVICE ENTRE

Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la Direction des affaires indiennes du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien,

D'UNE PART,

ET

Le Service social du Saguenay, de Hauterive (Qué.)

D'AUTRE PART.

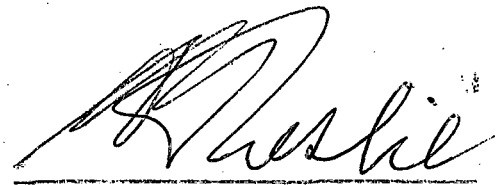
En vertu de la présente convention, le Service social du Saguenay consent à dispenser des services personnels et professionnels de bien-être aux Indiens demeurant dans les réserves de Bersimis (Malotenam), Sept-Îles et Les Escoumains, ainsi que dans l'établissement de Schefferville, au Québec. Ces services porteront notamment sur les points suivants: orientation individuelle et familiale, enquêtes sur la situation des personnes qui demandent de l'assistance, recommandations à l'agence indienne au sujet de l'aide à accorder, protection et soin des enfants délaissés et délinquants, placement familial et surveillance des enfants abandonnés, présentation de cas devant la cour du bien-être social et conseils et renseignements en matière de bien-être et d'organisation communautaire à la demande des conseils de bande.

La Direction des affaires indiennes consent à verser au Service social du Saguenay une somme maximale de \$24,800 pour l'année financière allant du 1^{er} avril 1968 au 31 mars 1969, afin d'acquitter les frais inhérents aux services de trois travailleurs sociaux employés à plein temps: surveillance indispensable, déplacements, travaux de secrétariat et d'administration, consultation professionnelle au fur et à mesure des besoins. Le Service social du Saguenay pourra, de temps à autre, présenter des demandes d'avances à la Direction des affaires indiennes. La société d'assistance sociale devra imputer ces avances sur le compte des frais inhérents aux services énoncés au premier alinéa.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} avril 1968 et le demeurera jusqu'au 31 mars 1969, à moins qu'entre-temps l'une des deux parties n'avise l'autre par écrit, au moins un mois à l'avance, de sa décision de mettre fin au contrat.

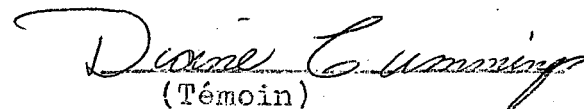
La présente convention pourra être négociée de nouveau pour l'année financière 1969-1970, en fonction d'une estimation des frais que le Service social du Saguenay devra présenter le 1^{er} mars 1969 au plus tard.

Signée par le directeur des Services d'expansion de la Direction des affaires indiennes du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, en présence de



(A.G. Leslie)

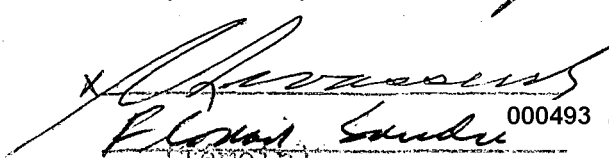
OCT 8 1968

(Date)


(Témoin)

Signée au nom du Service social du Saguenay, de Hauterive (Qué.)


(Date)


(Témoin) 000493

MEMORANDUM OF AGREEMENT RESPECTING A SERVICE CONTRACT BETWEEN:

Her Majesty the Queen in Right of Canada, represented by the Indian Affairs Branch of the Department of Indian Affairs and Northern Development.

BEST AVAILABLE COPY

OF THE FIRST PART

AND:

Le Service Social du Saguenay, Hauterive, Quebec.

OF THE SECOND PART

By virtue of this agreement Le Service Social du Saguenay agrees to provide personal and professional welfare services to Indians living on the Bersimis (Malliotenam), Sept-Iles and Escoumains Reserves and the Schefferville Settlement in Quebec. The services shall include individual and family counselling, investigation of the circumstances of welfare assistance applicants and recommendations to the Indian Agency on the granting of assistance, the protection and care of neglected and delinquent children, the placement and supervision of abandoned children in foster homes, the presentation of cases to the Social Welfare Court, consultation and advice on welfare matters and community organization as requested by Band Councils.

The Indian Affairs Branch agrees to pay to Le Service Social du Saguenay an amount not to exceed \$24,800.00 for the fiscal year April 1, 1968 to March 31, 1969, to cover expenditures for three full-time Social Workers which include necessary supervision, travel costs, secretary and office expenses, and professional consultation as required. Le Service Social du Saguenay may submit to Indian Affairs Branch from time to time a requisition for advances to be applied by the Social Agency against the cost of providing the services described in paragraph one.

This agreement shall come into force as of April 1, 1968, and shall remain in effect until March 31, 1969, unless terminated in the interim by either party giving notice in writing to the other party at least one month in advance of the termination date.

This agreement may be re-negotiated for the fiscal year 1969-70, on the basis of an estimate of cost submitted by Le Service Social du Saguenay on or before March 1, 1969.

Signed by the Director of Development,
Indian Affairs Branch, Department of
Indian Affairs and Northern Development
on behalf of Her Majesty the Queen in
Right of Canada in the presence of

(A. G. Leslie)

(Date)

(Witness)

Signed on behalf of Le Service Social
du Saguenay, Hauterive, Quebec.

(Date)

(Witness)

TO
ASurintendant en Charge,
District de Sept-Iles.

MEMORANDUM

CLASSIFICATION

YOUR FILE No.
Votre dossierOUR FILE No.
Notre dossier

379/29-16 (QD2)

DATE

FROM
De

Bureau régional, Québec.

SUBJECT
SujetContrat de service, Service social
du Saguenay.

Le 5 septembre 1968.

Voici l'annuel reports affecté et shown and reasons given

Pour votre information, je vous envoie de la correspondance que je dirige au Directeur du Service social du Saguenay ainsi qu'une copie conforme d'un extrait du procès verbal d'une réunion du Conseil du Trésor tenue le 7 août 1968 et nous autorisant à défrayer le coût des services donnés par l'Agence ci-haut mentionnée aux Indiens des réserves de Bersimis, de Sept-Iles, des Escoumins et de la ville de Schefferville.

Cette autorisation vous permet dès maintenant de payer les comptes que vous recevrez de l'agence de Service social ainsi que certaines demandes d'avances d'argent.

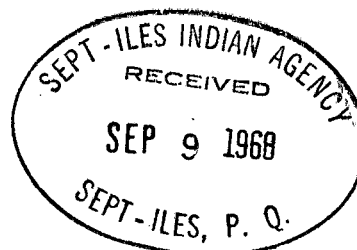
Il est fort probable vu l'absence d'un employé à plein temps pour les services donnés à la réserve de Sept-Iles et de Malioténam que les comptes reçus ne dépassent \$20,000.00.

Veuillez m'informer par le retour du courrier si vous êtes capable à même vos fonds de rencontrer cette dépense.

Le Surveillant régional des programmes sociaux,


C.T. Blouin.

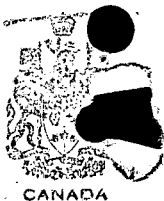
Pièces jointes.



BEST AVAILABLE COPY

1270 Other Welfare Services \$8,000
Travel & Meals
1260 Child Care 31,000. def. 6,000
1240 Sundries CHMC 10,000.
1220 Community Services (12) 5,000 mar 26/0 Rec. K.L.

BEST AVAILABLE COPY



The Honorable the Treasury Board
L'honorable Conseil du Trésor

Department of Indian Affairs
and Northern Development
Department - Ministère

682222
T.B. Number - C.T. N°
JUL 22 1968
Date

379/29-1 (DS 5)
File - Dossier

SUBJECT: AUTHORITY TO ENTER INTO A SERVICE CONTRACT

PROPOSAL: To enter into an annual agreement with Le Service Social du Saguenay, Hauteville, Quebec, for the provision of professional and personal welfare services to Indians on the Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, Escoumins and Schefferville Reserves commencing April 1, 1968.

COST: \$24,800.00 per annum.

CHARGEABLE TO: Vote 5 - Indian Affairs Branch (Development and Maintenance of Indian Communities).

REMARKS: Under authority of the Government Contracts Regulations, Financial Administration Act, Le Service Social du Saguenay received during the period December 1, 1967 to March 31, 1968, \$4,200, for the provision of welfare services to Indians on the Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, Escoumins and Schefferville Reserves. Authority is now sought to enter into a service contract, not to exceed \$24,800 for the fiscal year 1968-69, with Le Service Social du Saguenay for the provision of welfare services to Indians on the Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, Escoumins and Schefferville Reserves. The services include individual and family counselling, investigation of requests for relief, protection and care of neglected dependent and delinquent children, the presentation of cases to the Social Welfare Court, and consultation and advice on welfare matters and community organization to the Bersimis, Sept-Iles, Maliotenam, Escoumins and Schefferville Indian Band Councils. The contract will be substantially in accordance with the terms and conditions outlined in the draft contract attached.

Le Service Social provides a valuable service in helping Indian individuals and families in these five communities to resolve social problems and improve their standards of living. Similar services are not available from the province.



APPROVED BY THE TREASURY BOARD
APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR

Certified to be a true copy of a Minute of a Meeting of the Treasury Board on

Copie conforme d'un extrait du procès-verbal d'une réunion du Conseil du Trésor le

7 VIII 68

P. P. Rivest
Secretary - Secrétaire

M. Florian Gaudreault, t.s.p., directeur
Service social du Saguenay
945 boul. Joliette
Haute-riive, Qué.

175, rue St-Jean, Chambre 219,
Québec 4, P.Q.

Le 15 septembre 1968.
379/29-16 (QD2)

Cher Monsieur,

Pour faire suite à la correspondance échangée au sujet du projet de convention entre votre Société et le Ministère des Affaires indiennes, je suis heureux de vous informer que nous avons obtenu du Conseil du Trésor du gouvernement du Canada l'autorité d'obtenir par contrat des services de votre Agence pour les Indiens demeurant sur les réserves de Bersimis, de Sept-Iles, des Escoumins et de la ville de Schefferville et ceci pour la période du 1^{er} avril 1968 au 31 mars 1969.

Le coût global de cette convention a été établi à un maximum de \$24,800.00 par année le tout suivant les dépenses mensuelles que ces services vous occasionnent.

Afin de régulariser cette convention, vous trouverez ci-joint un texte officiel rédigé par nos Bureaux d'Ottawa que je vous prierais de me retourner dûment signé, afin de la faire contresigner par le directeur des Services d'expansion de nos Bureaux d'Ottawa.

Vous pouvez dès maintenant diriger à l'agence indienne de Sept-Iles les comptes mensuels découlant des services donnés depuis le début de l'année fiscale ainsi que les demandes d'avances d'argent nécessaires pour financer les services des mois subséquents tel que mentionné au second paragraphe du texte de convention ci-inclus.

Vous remerciant de votre obligeance, je demeure,

Vraiment vôtre,

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,

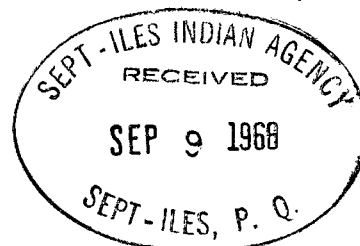
ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin.

Pièce jointe.

/el

c.c. Surintendant en Charge, District de Sept-Iles.



CONVENTION À L'ÉGARD D'UN CONTRAT DE SERVICE ENTRE

Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la Direction des affaires indiennes du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien,

BEST AVAILABLE COPY

D'UNE PART,

ET

Le Service social du Saguenay, de Hauteville (Qué.)

D'AUTRE PART.

En vertu de la présente convention, le Service social du Saguenay consent à dispenser des services personnels et professionnels de bien-être aux Indiens demeurant dans les réserves de Bersimis (Malotenam), Sept-Îles et Les Escoumains, ainsi que dans l'établissement de Schefferville, au Québec. Ces services porteront notamment sur les points suivants: orientation individuelle et familiale, enquêtes sur la situation des personnes qui demandent de l'assistance, recommandations à l'agence indienne au sujet de l'aide à accorder, protection et soin des enfants délaissés et délinquants, placement familial et surveillance des enfants abandonnés, présentation de cas devant la cour du bien-être social et conseils et renseignements en matière de bien-être et d'organisation communautaire à la demande des conseils de bande.

La Direction des affaires indiennes consent à verser au Service social du Saguenay une somme maximale de \$24,800 pour l'année financière allant du 1^{er} avril 1968 au 31 mars 1969, afin d'acquitter les frais inhérents aux services de trois travailleurs sociaux employés à plein temps: surveillance indispensable, déplacements, travaux de secrétariat et d'administration, consultation professionnelle au fur et à mesure des besoins. Le Service social du Saguenay pourra, de temps à autre, présenter des demandes d'avances à la Direction des affaires indiennes. La société d'assistance sociale devra imputer ces avances sur le compte des frais inhérents aux services énoncés au premier alinéa.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} avril 1968 et le demeurera jusqu'au 31 mars 1969, à moins qu'entre-temps l'une des deux parties n'avise l'autre par écrit, au moins un mois à l'avance, de sa décision de mettre fin au contrat.

La présente convention pourra être négociée de nouveau pour l'année financière 1969-1970, en fonction d'une estimation des frais que le Service social du Saguenay devra présenter le 1^{er} mars 1969 au plus tard.

Signée par le directeur des Services d'expansion de la Direction des affaires indiennes du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, en présence de

(A.G. Leslic)

(Date)

(Témoin)

Signée au nom du Service social du Saguenay, de Hauteville (Qué.)

(Date)

(Témoin)

BEST AVAILABLE COPY



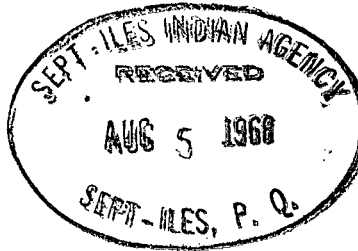
MEMORANDUM

CLASSIFICATION

TO
A

Surintendant en charge,
District de Sept-Iles.

YOUR FILE No.
Votre dossier



OUR FILE No.
Notre dossier

379/29-16 (QD2)
DATE

FROM
De

Bureau régional, Québec.

Le 29 juillet 1968.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Contrat de Service -
Service Social du Saguenay.


J'accuse réception des "vouchers" concernant un compte soumis par le Service Social ci-haut mentionné de par un contrat de service. Pour votre information le dit contrat de service n'a pas encore été accepté par le bureau du trésor et j'espère qu'il le sera d'ici quelques jours.

Nous ne pouvons dès lors payer l'agence suivant les comptes soumis que je vous renvoie.

Toutefois, si d'ici dix jours le contrat de service n'est pas approuvé, il sera loisible à l'agence de Service Social de nous envoyer des comptes mensuels détaillés des services sociaux rendus aux Indiens et de Schefferville et de Bersimis. Ces comptes détaillés pourront être payés et ultérieurement déduits de la somme globale du contrat de service.

Il serait bon que vous avisiez le Service Social de Hauterive de cette possibilité et m'envoyez pour information copie des comptes mensuels détaillés soumis.

Le Surveillant Régional des Programmes Sociaux,


C.T. Blouin.
Pièces jointes.

*envoyé Vn au bureau des
trésor 7-10-68*

MEMORANDUM

CLASSIFICATION

TO : Surintendant, Sept-Iles.

YOUR FILE No.
Votre dossier

FROM : Bureau régional, Québec.

OUR FILE No.
Notre dossier

379/29-16 (CTB) 2
DATE

Le 14 décembre 1967.

SUBJECT : Contrat de service -
Sujet : Service Social du Saguenay.

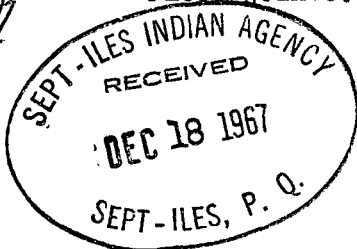
Je vous inclus à la présente une photocopie du contrat de service établi entre le Ministère et le Service Social du Saguenay, visant à doter les agences de Bersimis, Sept-Iles et Malioténam ainsi que les élèves des pensionnats de Malioténam de services sociaux adéquats tels que stipulés aux termes du contrat.

M. Camille Vollant a été appelé dès le début de cette semaine au bureau de Forestville et son emploi est commencé depuis le 1er décembre 1967.

Le Surveillant régional des programmes sociaux,

C.T. Blouin.

Pièce jointe.



Interview
27/12/67 @ 09:30 A.M.
JMD

Assistance financière
doit être versée par le
Service Social du Saguenay
JMD

2-2570

BEST AVAILABLE COPY

Mémoire d'une entente touchant un contrat de service entre:

LE GOUVERNEMENT DU CANADA, représenté par la
Division des Affaires Indiennes du Ministère
des Affaires Indiennes et des Affaires du Nord,

d'une part

ET

LE SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY, HAUTERIVE, QUEBEC

d'autre part

Par cette entente, le Service Social du Saguenay accepte de dispenser des services personnels et professionnels aux Indiens des Réserves de Bersimis, de Sept-Îles, de Malioténam, des Escoumins, et des pensionnaires de l'école résidentielle de Malioténam.

Les services incluent le "Counselling" auprès des individus et des familles; la consultation et les recommandations auprès de l'Agence indienne et si nécessaire pour le Service Social, l'enquête en marge de certains cas d'assistance financière; le placement d'adultes en foyer ou en institution; et, la consultation sur des questions de bien-être social et d'organisation communautaire auprès des Conseils de Bande et des comités de bien-être.

Le Ministère des Affaires Indiennes et des Affaires du Nord accepte de payer au Service Social du Saguenay, chaque mois, un montant ne dépassant pas \$1,050.00 servant à couvrir les dépenses d'un employé de l'agence engagé à plein temps à dispenser les services sociaux aux Indiens des endroits ci-haut nommés, le coût des services nécessaires à la "Supervision" de ce dernier employé, les dépenses de voyage, les services de bureau, et, les services de consultation professionnelle selon les besoins, tel qu'il apparaît au budget ci-attaché.

Cette entente entre en vigueur le ...1er décembre... jusqu'à la fin de l'année fiscale en cours, à moins qu'entre temps l'une des parties en cause révoque la dite entente en avisant par écrit l'autre partie au moins un mois avant la cessation des services.

Cette entente peut être négociée à nouveau pour l'année fiscale 1968-1969 en se basant sur les estimés des dépenses soumis par le Service Social du Saguenay au moins un mois avant la fin de l'année fiscale en cours.

Signé au nom du Ministère des
Affaires Indiennes par J.J. LeVert
Surintendant régional du Développement

10.1.100 1967
Date

[Signature]
Témoin

[Signature]
J.J. LeVert

Signé au nom du Service Social du Saguenay

10.12.67
Date

[Signature]
Témoin

38093 DEC 1967

000502

BEST AVAILABLE COPY



MINISTERE DES AFFAIRES INDIENNES

Budget du 1-12-67 au 31-3-68

- SALAIRES

1 aide-social	\$1,800.00
Secrétariat et comptabilité	\$ 600.00

- BENEFICES DE L'EMPLOI

Assurance-groupe	\$ 30.00
Régie des rentes	\$ 40.00

- FRAIS D'HABITATION \$ 280.00

- FRAIS DE BUREAU \$ 410.00

- MEUBLEMENT (Location) \$ 100.00

- FRAIS DE VOYAGES \$ 500.00

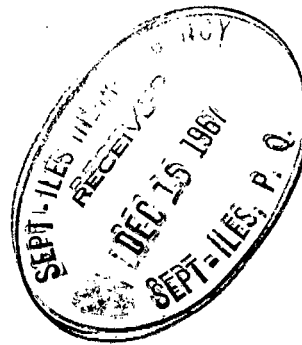
- FRAIS DE CONSULTATION \$ 400.00

- FRAIS DIVERS \$ 40.00

TOTAL : \$4,200.00

35080 DEC 667

BEST AVAILABLE COPY



Bureau Régional Québec.

301/29-16 (CTB)

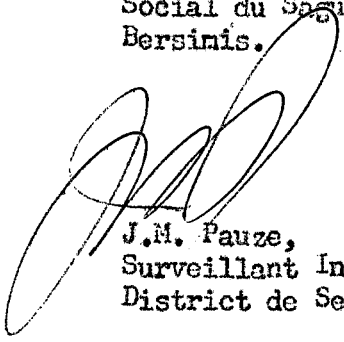
379/29-16-8 ✓

Bureau District, Sept-Iles.

Le 11 décembre 1967.

Contrat de Service.

Pour faire suite à votre lettre du 14 novembre, plaît trouver ci-joint la Résolution 1967-68/15 Conseil de Bande de Bersimis, acceptant que le Service Social du Saguenay fasse des services de Bien-Etre sur la dite Réserve de Bersimis.



J.M. Pauze,
Surveillant Intérimaire du District,
District de Sept-Iles, P.Q.



MEMORANDUM

CLASSIFICATION



TO
A

Surintendant, Sept-Iles.

YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No.
Notre dossier

379/29-16 (CTB)

DATE

Le 14 novembre 1967.

FROM
De

Bureau régional, Québec.

FOLD

SUBJECT
Sujet

Contrat de service.

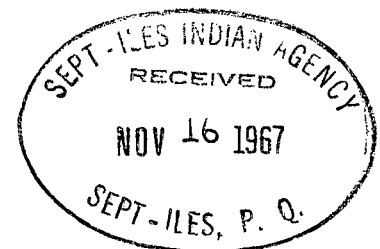
Pour votre information, je vous inclus une copie de la lettre que j'adressais à M. Louis Arsenault, Président de la Corporation Sociale du Saguenay et à laquelle était jointe le mémoire d'une entente touchant le contrat de service que nous désirons signer avec eux.

Il me faudra nécessairement, avant d'accepter au niveau régional le contrat, recevoir une résolution des Conseils de bande de Sept-Iles et de Bersimis si nous voulons les mêler intimement à nos programmes.

Le Surveillant régional des programmes sociaux,

C.T. Blouin.

Pièce jointe.



000507

BEST AVAILABLE COPY

M. Louis Arsenault, Président
Service Social du Saguenay
C.P. 206
Hauterive, Québec.

175, rue St-Jean, Chambre 219
Québec 4, P.Q.

379/29-16 (CTB)

10 novembre 1967.

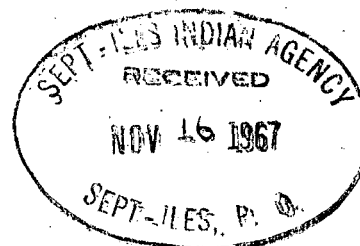
Cher Monsieur,

Pour faire suite à l'entrevue que nous tenions le 8 novembre dernier avec les membres de votre personnel et ceux de l'agence indienne de Sept-Iles, je vous inclis avec la présente copies d'un mémoire établissant un contrat de service entre le Ministère des Affaires Indiennes et des Affaires du Nord et votre Agence sociale.

Il est entendu que les termes de l'entente inscrite peuvent être amendés suivant les possibilités que vous pouvez offrir.

J'ai laissé en blanc le montant mensuel et la date du début du contrat qui seront établis suivant le budget dont j'apprécierais que vous annexiez copie. Il serait aussi nécessaire de joindre au dit contrat une brève description de votre Agence incluant le statut légal, le territoire desservi, l'organisation administrative, les services sociaux dispensés, le personnel engagé et vos sources de revenu.

Il est entendu que ce contrat ne couvre pas les frais de placement d'enfants ou d'adultes en institution ou en foyer nourricier. A cet égard, nous suivons les mêmes normes que la province de Québec et nous nous substituons à eux pour ce qui est du paiement.



/2...

BEST AVAILABLE COPY

379/29-16 (CTB)

M. Louis Arsenault, Président

- 2 -

10 novembre 1967.

Tout placement d'enfants ou d'adultes requiert normalement une formule dûment signée par le Surintendant d'agence vous autorisant à présenter des comptes pour les dépenses faites. Toutefois, les cas d'urgence pourront être soumis directement par téléphone au Surintendant de Sept-Iles.

Les soins médicaux sont habituellement donnés gratuitement aux Indiens indigents tombant ou non sous la responsabilité d'une agence de Service social. Certains aspects administratifs doivent toutefois être envisagés pour faciliter les soins médicaux aux Indiens qui seront placés hors réserve. Je me mets en communication avec le Surintendant des services médicaux aux Indiens et vous tiendrai au courant des développements.

Il a été aussi discuté au cours de notre récente entrevue de la possibilité d'obtenir une avance d'argent comptable pour vous aider à financer le coût des placements en foyer nourricier. J'aurai l'occasion dans un avenir prochain de vous indiquer la politique de notre Ministère à ce sujet.

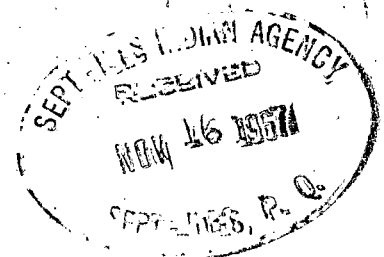
Étant donné l'absence de M. Camille Vollant de notre réunion du 8, je me suis permis de le rencontrer et de le tenir au courant des principaux éléments de notre discussion. Ce dernier est impatient d'être engagé par votre agence et s'attend de recevoir de vos nouvelles sous peu.

Espérant recevoir une réponse favorable à la signature de cette entente, je demeure,

Votre tout dévoué,

Le Surveillant régional des programmes sociaux,

ORIGINAL SIGNED BY
S. T. BLOUIN



C.T. Blouin.

Pièces jointes.

/el

c.c. Surintendant Sept-Iles.

Dr. Monique Savoie,
Services médicaux,
Ministère de la Santé Nationale,
685, Cathcart, Suite 606,
Montréal 2, P.Q.

175, rue St-Jean, Chambre 219
Québec 4, P.Q.

379/29-16 (CTB)

15 novembre 1967.

Re: Placements d'enfants.
Service Social du Saguenay.

Docteur Savoie,

Je fais suite à notre conversation téléphonique de la semaine dernière. Tel que déclaré, le Service social du Saguenay serait consentant à signer un contrat de service avec notre Ministère et par le fait même prendre la responsabilité du placement d'enfants et d'adultes en foyer nourricier ou en institution.

Il est prévisible que certains enfants indiens placés dans la région hors réserve nécessiteront des soins médicaux immédiats lesquels leur seraient fournis gratuitement, en raison de leur indigence, s'ils demeuraient sur la réserve.

Auriez-vous l'obligeance de me laisser connaître votre politique à ce sujet puisque le médecin attitré pour les Indiens de Bersimis ou de Sept-Iles ne pourrait pas toujours être disponible et que les médicaments nécessaires ne pourraient être de plus obtenus des infirmières établies sur la réserve en raison des distances ou des moyens de communication.

Pour votre information, la province pourvoit à ce genre de dépense en donnant à l'agence de Service social un budget spécial pour ce faire.

Vraiment vôtre,

Le Surveillant régional des programmes sociaux,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin.
C.C. Sept-Iles.
/el



BEST AVAILABLE COPY

MEMORANDUM -- Government of Canada

To: Superintendent, Sept-Iles.

From: Quebec Regional Office.

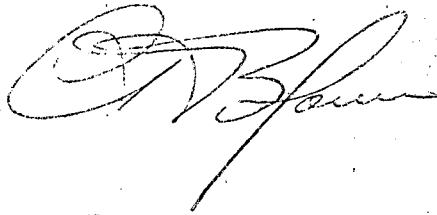
Subject: Indian Affairs Branch agreements with
Diocesan Social Agencies - Quebec.

Your file no.

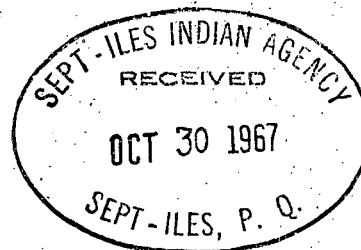
Our file no. ³⁷⁹ 301/29-16 (CTB)

Date: October 27, 1967.

We would appreciate a reply to our.....letter.....
.....of.....July 18, 1967.....



C. T. Blouin,
Regional Supervisor of Social Programs.



**ACTION REQUEST**
FICHE DE SERVICE

FILE NO. — DOSSIER N°

379
373/29-16

TO — À

Seven Islands Indian Agcy,

DATE

Oct. 27, 1967.

LOCATION — ENDROIT

Seven Islands, Que.

FROM — DE

Caughnawaga Indian Agency

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> ACTION
DONNER SUITE | <input type="checkbox"/> P. A. ON FILE
CLASSER |
| <input type="checkbox"/> APPROVAL
APPROBATION | <input type="checkbox"/> REPLY
RÉPONSE |
| <input type="checkbox"/> COMMENTS
COMMENTAIRES | <input type="checkbox"/> SEE ME
MÉ VOIR |
| <input type="checkbox"/> DRAFT REPLY
PROJET DE RÉPONSE | <input type="checkbox"/> SIGNATURE |
| <input type="checkbox"/> MAKE
FAIRE.....COPIES | <input type="checkbox"/> TRANSLATION
TRADUCTION |
| <input type="checkbox"/> NOTE AND FILE
NOTER ET CLASSER | <input checked="" type="checkbox"/> YOUR REQUEST
À VOTRE DEMANDE |
| <input type="checkbox"/> NOTE & RETURN/OR FORWARD
NOTER ET RETOURNER/OU FAIRE SUIVRE | <input type="checkbox"/> |

As requested from Mr. Jette in Quebec.

000512

SUBJECT: INDIAN AGENCY - CAUGHNAWAGA

COPY - Regional Quebec

STATEMENT OF AGREEMENT RESPECTING A SERVICE CONTRACT BETWEEN:

The Government of Canada represented by the Indian Affairs Branch of the
Department of Northern Affairs and National Resources

BEST AVAILABLE COPY

OF THE FIRST PART

The Social Service of the Diocese of Saint-Jean, Quebec

OF THE SECOND PART

By virtue of this agreement the Social Service of the Diocese of Saint-Jean agrees to provide personal and professional services to Indians living on the Caughnawaga Reserve. The services shall include individual and family counselling, investigation of the circumstances of relief applicants and recommendations of the Indian Agency on the granting of assistance, protection and care of neglected dependent and delinquent children; presentation of cases to the Social Welfare Court, consultation and advice on welfare matters and community organization to the Caughnawaga Band Council and Welfare Committee, as requested.

The Indian Affairs Branch agrees to pay to the Social Service of Saint-Jean Diocese each month, an amount not to exceed \$583.00 (or approximately \$7,000.00 a year) to cover expenditures for the full-time Welfare Worker engaged to provide services to Indians at Caughnawaga, the part-time services of a professional Social Worker, travel costs, office accommodation and consultation services of psychiatrists and psychologists, as required.

This agreement shall come into force with effect from April 1st, 1966 and shall remain in effect until March 31st, 1967 unless terminated in the interim by either party giving notice in writing to the other party at least one month in advance of the termination date.

This agreement may be re-negotiated for the fiscal year 1967-68 on the basis of an estimate of cost submitted by the Social Service of the Diocese of Saint-Jean on or before March 1st, 1967.

Signed on behalf of the Government
of Canada by Mr. J.W. Churchman,
Director of Development, Indian
Affairs Branch, Department of
Northern Affairs and National
Resources in the presence of

Witness

Date

Witness

Date

J.W. Churchman

Signed on behalf of the
Social Service of the
Diocese of Saint-Jean,
Quebec.

Rosaire Mathieu

M. Tautou
M. Louis Arsenault, Président
Service Social du Saguenay
C.P. 206
Hauterive, Québec.

175, rue St-Jean, Chambre 219
Québec 4, P.Q.

379/29-16 (CTB)

31 octobre 1967.


Cher Monsieur,

Ceci pour confirmer notre récent entretien téléphonique. MM. J. M. Pauze, Surintendant de Sept-Iles, Maurice Toutant, assistant-surintendant, Claude Paradis, Conseiller pédagogique, Paul Rock, Chef de Bersimis, Daniel Vachon, Chef de Sept-Iles et Camille Vollant, étudiant en Service social et le soussigné seront à votre bureau le mercredi 8 novembre prochain à 2 hres p.m. précise pour discuter des procédures administratives découlant de l'extension de vos services sociaux sur les réserves indiennes de la Côte Nord et en particulier Bersimis et Sept-Iles.

Le Surveillant régional des programmes sociaux,

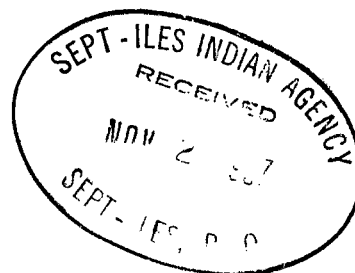
ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin.

c.c. J.M. Pauze, Surintendant Sept-Iles. 
Daniel Vachon, Chef de Sept-Iles.
Paul Rock, Chef de Bersimis.
Claude Paradis, Conseiller pédagogique.

Ph.
[Signature]
/el

BEST AVAILABLE COPY



MEMORANDUM

BEST AVAILABLE COPY

CLASSIFICATION

TO
Superintendent, Sept-Îles.

YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No.
Notre dossier

301/29-16 (CTB)

DATE
July 18, 1967

FROM
De
Quebec Regional Office

SUBJECT
Sujet
Indian Affairs Branch agreements with
Diocesan Social Agencies - Quebec.

We have been recently informed the director of Indian Affairs has approved Branch - Social Agencies contracts in Quebec.

These contracts are intended to provide the Indian Communities and individuals with professional services in the field of children and adults welfare.

T.B. approval will be needed if contract figures exceed \$5,000 yearly. All agreements you wish to enter into with such agencies, should be worked out with the Regional Office. The procedure to follow will be:

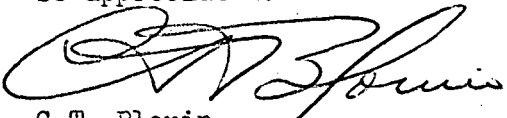
A Band Council Resolution detailing the kind of services needed has to be approved.

Previous discussion with the Social Agencies would then be made by the Regional Office with the assistance of the agency superintendent.

The cost of contract and the format will then be prepared and sign by Regional Office if under Regional Authority.

T.B. submission will be prepared at Headquarters.

An up-to-date assessment of and requested needs in this regard would be appreciated.


C.T. Blouin,
Regional Supervisor of Social Programs.

000516

BEST AVAILABLE COPY

